

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13159 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Fontaine

MAR 21 1987

## Coups de semonce au Pérou

Les dirigeants péruviens ont sans doute pu pousser un léger soupir de soulagement le mercredi 20 mai. La première grève générale lancée depuis juillet 1986 par les syndicats de tendance communiste pour dénoncer la politique économique du gouvernement de M. Alan García a certes été assez largement suivie, en particulier dans la capitale, mais elle n'a pas débouché, comme on pouvait le redouter, sur des violences généralisées.

Il est vrai que la police, en état virtuel de rébellion la veille encore, était dans les rues, à son poste. Elle a aisément dispersé les maigres tentatives de manifestation devant les locaux de la Confédération générale des travailleurs péruviens. En accordant en outre une satisfaction aux policiers en colère qui réclamaient, eux aussi, des augmentations de salaire et des primes de risque, le gouvernement a pu désamorcer des risques graves d'explosion sociale.

Troisième épreuve, troisième défi en quelques jours et pour le moment du moins apparemment surmonté. Le Sentier lumineux, qui célébrait mardi le septième anniversaire du déclenchement de la lutte armée dans les Andes centrales, n'a pas, comme on le pensait, mis à profit les difficultés du gouvernement pour réaliser des opérations de guérilla urbaine spectaculaires.

Il reste que les périls demeurent. Les tensions s'accroissent. La justice et l'ordre démocratique péruvien semblent comme malheureusement bien d'autres en Amérique latine menacés par les effets d'une crise économique bien difficile à maîtriser, par les coups de boutoir de mouvements insurrectionnels armés qui pratiquent délibérément la politique du pire et aussi par les ambitions de militaires qui n'ont pas vraiment renoncé, au Pérou comme ailleurs dans le sous-continent, à jouer un rôle politique et à exercer des pressions constantes sur les dirigeants civils.

Bien que M. Alan García continue à Lima de bénéficier d'un taux de popularité confortable, à la veille du deuxième anniversaire de sa prise de pouvoir au terme de manœuvres s'annonçant comme décisives, le gouvernement péruvien a dû réviser ses objectifs. Des signes d'essoufflement sont apparus à la fin de l'année. Le dérapage des prix, admis et justifié par les dirigeants, atteint les secteurs les moins favorisés.

La grève du 19 mai illustre le mécontentement social. Elle creuse un peu plus le fossé entre le parti au pouvoir et les formations de la gauche unie que M. García espérait rallier, du moins en partie, à ses projets. Les offres de collaboration, et de postes ministériels, adressées par M. García à certaines personnalités parmi les plus modérées de la gauche sont jusqu'à présent restées sans réponse.

La chance du chef de l'Etat est que cette gauche reste en fait très divisée, hésitante, sans vrai programme de renouveau, et que son dirigeant, M. Barrantes, ancien maire de Lima, ne souhaite pas rendre la tâche encore plus difficile au gouvernement. Seule pourtant une action commune de tous les secteurs politiques, de la gauche à la droite, hostile à la violence aveugle du Sentier lumineux, pourrait permettre de définir une véritable stratégie contre le terrorisme, problème numéro un du Pérou.

## Plus de cinquante morts et cent blessés

### Violences en Inde entre musulmans et hindous

Un brusque regain de violences entre les communautés hindoue et musulmane s'est produit à New-Delhi et dans le haut lieu de l'islam indien, la ville de Meerut. Les affrontements ont fait, depuis le lundi 18 mai, au moins cinquante morts et une centaine de blessés. L'armée a effectué une sortie mercredi dans la vieille Delhi pour imposer le respect du couvre-feu illimité décrété dans plusieurs quartiers populaires.

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Au moins cinquante morts, selon les journaux indiens de mercredi 20 mai. Plus d'une centaine de blessés, deux cents échoppes incendiées, trois cents arrestations, et l'armée placée en état d'alerte. Tel est le bilan provisoire de deux nuits d'émeutes entre hindous et musulmans à Meerut, à 65 kilomètres au nord de New-Delhi, et dans la capitale elle-même. Un couvre-feu illimité a été décrété dans une dizaine de quartiers populaires des deux villes, et les forces de sécurité, après avoir utilisé en vain les grenades lacrymogènes, ont dû tirer plusieurs fois pour tenter de ramener le calme.

A Meerut, l'armée a effectué mardi, à la demande des autorités civiles, une démonstration de force à travers les quartiers enflammés. Dans la vieille Delhi, autour de la Jama Masjid, véritable « cathédrale » de l'islam

indien, la police, renforcée par un corps paramilitaire, est en charge de la sécurité, mais l'armée a dû faire une sortie en ville mercredi matin avec des blindés légers.

PATRICE CLAUDE  
(Lire la suite page 4.)

## Malgré les conseils de modération des Douze

### Sévères mesures en Bavière contre la propagation du SIDA

Malgré le refus de procédures trop contraignantes par les ministres européens de la santé, la Bavière a adopté, le mardi 19 mai, des mesures sévères destinées à lutter contre le SIDA.

Les étrangers (hors CEE) devront obtenir un permis de séjour en Bavière, présenter un certificat de non contamination, tandis que les malades pourraient être placés contre leur gré dans des établissements spéciaux.

Les ministres de la santé de la CEE, réunis en fin de semaine dernière à Bruxelles, ne se sont pas inquiétés sans raison. Les mesures adoptées par le gouvernement bavarois vont, en effet, à l'encontre de la résolution adoptée le 16 mai par le Conseil européen.

Ce dernier soulignait « l'inefficacité en termes de prévention du recours à toute politique de dépistage systématique et obligatoire, notamment lors de contrôles sanitaires aux frontières », ajoutant qu'il convenait « d'éviter des politiques nationales contradictoires susceptibles d'engendrer des discriminations ».

En décidant d'une manière unilatérale d'imposer un contrôle quasi systématique des étrangers désirant séjourner en Bavière, le gouvernement dirigé par M. Franz-Josef Strauss n'a donc pas tenu compte de ces recommandations. Cette attitude fera-t-elle tâche d'huile ? Le gouvernement fédéral allemand va-t-il en particulier décider de maintenir en vigueur la circulaire Zimmermann (du nom du ministre de l'Intérieur) autorisant le refus d'entrée aux frontières des étrangers « suspects » d'être atteints du SIDA ?

Lire page 36

Article

de notre correspondant en RFA  
HENRI DE BRESSON

## Le casse-tête de M. Chirac



M. Chirac, ministre de l'Intérieur, se trouve dans une situation délicate. Il doit adopter par ses amis du Front national. Les remous provoqués par les propos de M. Noir pèseront à M. Le Pen d'ironiser sur le désarroi de la majorité et mettront en cause l'autorité du premier ministre.

(Lire pages 12 et 13 les articles de P. JARREAU et A. PASSERON.)

## L'ENQUÊTE

Des musulmans en Asie

Pages 10 et 11

## Fiscalité et financement de la Sécurité sociale

### Une taxe faible pour tout le monde

M. Edouard Balladur a confirmé, le mardi 19 mai, qu'il n'y aurait pas de relance, que les impôts seraient réduits de 20 milliards de francs l'année prochaine et le déficit budgétaire de 15 milliards.

M. Alain Juppé, dans l'article qu'on lira ci-contre, estime que la progressivité de l'impôt pèse trop sur les cadres moyens. Il prend position contre une augmentation des cotisations sociales classiques et propose une taxe générale, mais à taux faible, qui frapperait tous les revenus pour compenser le déficit de la Sécurité sociale.

par Alain Juppé  
ministre délégué  
chargé du budget

Une forme de consensus fiscal peut aujourd'hui se dégager autour de trois idées simples :

- Trop de charges sur les entreprises freinent leur dynamisme, diminuent leur compétitivité et finissent par dégrader les emplois.

- Lorsque le taux marginal de l'impôt progressif sur le revenu est trop élevé, le ressortissant à l'initiative économique risque de partir. En France, ce taux est de 71 % en 1983 ! Qui peut se vanter du travail français ?

plémentaire que lui procure tout effort nouveau ?

- L'impôt est devenu trop complexe : combien de contribuables dominent tellement toutes les subtilités de leur déclaration d'impôt, chaque année simplifiée et chaque jour plus compliquée ? Cette complexité incite souvent à l'accumulation d'avantages catégoriels, passionnément défendus, même, ou surtout, quand leur incidence n'est que symbolique. Si l'on veut éviter que la fiscalité ne devienne comme aux Etats-Unis, le résultat de quelques années de débauche législative, il faut pour le moins

Telles sont les trois idées simples qui ont inspiré le gouvernement dans la politique fiscale qu'il a conduite depuis un an : baisse de l'impôt sur les sociétés et réduction des impositions les plus néfastes pour la compétitivité des entreprises (par exemple la sur-fiscalité du fuel et le gaz industriel) ; baisse du taux marginal de l'impôt sur le revenu ramené à 58 % et allègement de 3 % de l'ensemble des tranches d'imposition ; équité envers les salariés modestes qui bénéficient de moins de cotisations sociales, jusqu'ici aux couples non mariés.

(Lire la suite page 37.)

## L'affaire des Irlandais de Vincennes

Le parquet envisage l'inculpation de M. Christian Proust, conseiller technique à l'Elysée.

PAGE 30

## Un entretien avec «Bébé Doc»

S'envoyer à Mougins...

PAGE 3

## Gigantesque incendie en Chine

Le feu s'étend en Mandchourie.

PAGE 4

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

Paris 1937

La capitale célèbre le cinquantenaire de l'Exposition des arts et des techniques.

Pages 19 à 21

### CANNES 87

Le film d'or à Cannes. L'histoire d'un homme et d'une femme.

PAGE 22

## Une rencontre avec Goukouni Oueddei

La réconciliation nationale au Tchad.

PAGE 5

## Procès Barbio

deux magistrats allemands pour une leçon d'histoire.

PAGE 16

## Supplément Montréal

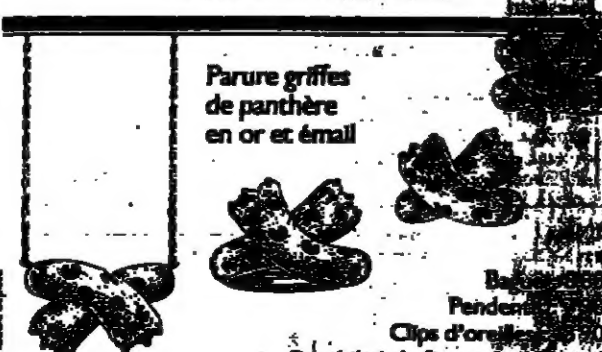
L'ambition du futur.

PAGES 6 à 9

Le sommaire complet se trouve page 36

## COUP DE PATTE DE FRED

Parure griffes de panthère en or et émail



FRED  
6, rue Royale, Paris. 42.66.33.33  
Le Carige, 74, Champs-Élysées, 11600 Paris  
Espace "Galeries Lafayette", Paris, Arcades de la Madeleine  
21, bd de la Croixette, Cannes  
20, rue du Marché, Genève  
Beverly Hills • Houston • Dallas • New York

## IPSC et les Jeux et l'aide au tiers-monde

Le Comité International de l'Éducation, de la Jeunesse et du Sport (CIEJS) organise le premier Salon international de l'éducation et de l'aide au développement (SICAD), qui se tient à Paris, porte de Versailles, du mercredi 20 au dimanche 24 mai.

Le CIEJS, fondé en 1960, a pour but de promouvoir l'éducation, la jeunesse et le sport dans le monde. Il organise chaque année des conférences, des séminaires, des ateliers de travail et des expositions. Le premier Salon international de l'éducation et de l'aide au développement (SICAD) est une initiative majeure du CIEJS. Il rassemblera des représentants de tous les pays du monde pour discuter des problèmes de l'éducation, de la jeunesse et du sport dans le tiers-monde. Le salon sera ouvert du mercredi 20 au dimanche 24 mai, de 10 heures à 18 heures, à la porte de Versailles, 100 rue de la Croix-Nivert, 75014 Paris.

Les hommes politiques sont les grands absents de ce palmarès. Il y a là, indiscutablement, une

PROX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir ; Tunisie, 625 mt ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 1,75 S ; Belgique, 1,75 B ; Canada, 1,75 C\$ ; Danemark, 8 kr ; Espagne, 140 pes ; Grèce, 55 p ; Irlande, 55 p ; Italie, 1.700 L ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 10,50 kr ; Pays-Bas, 2,50 f ; Portugal, 150 esc ; Suède, 330 F CFA ; Suisse, 11,80 fr ; Thaïlande, 1,80 B ; USA, 1,75 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.

هذا من الاميل



## Etranger

Un entretien du numéro un soviétique avec l'«Unita»

## M. Gorbatchev veut «briser l'opposition» des Occidentaux à ses projets de désarmement

M. Mikhaïl Gorbatchev a affirmé le mardi 19 mai lors d'un dîner au Kremlin en l'honneur du secrétaire général du PC vietnamien, M. Nguyen Van Linh, que l'URSS était «prête à résoudre le problème des missiles nucléaires intermédiaires (FNI) sur une base globale», c'est-à-dire à renoncer à conserver 100 ogives de SS-20 sur son territoire asiatique. «Si les États-Unis acceptaient de liquider leurs moyens nucléaires au Japon, en Corée du Sud et aux Philippines, et à retirer leurs porte-avions au-delà de limites convenues. Bien entendu, les États-Unis ne devraient pas non plus posséder de FNI sur leur territoire», a-t-il ajouté.

MOSCOU  
de notre correspondant

Les propos très «francs» tenus à Moscou par M. Gorbatchev et les dernières déclarations du chancelier Kohl hostiles à l'«option double zéro», ont en un résultat presque immédiat. Dans un entretien accordé à l'Unita lundi et publié mercredi 20 mai par la Pravda, M. Gorbatchev monte au créneau avec une ardeur renouvelée pour dénoncer les «atermoiements» européens.

Le ton est plus vif que jamais et la stratégie visant à dénouer l'Europe occidentale est exposée sans fard. Le quotidien communiste italien a ainsi la primeur des coups de boutoir auxquels doivent attendre dans les semaines qui viennent les dirigeants européens qui demeurent sceptiques quant à l'opportunité de faire disparaître du Vieux Continent tous les missiles des deux super puissances dont la portée va de 500 à 5 000 kilomètres.

M. Gorbatchev semble ravi de voir enfin se démanteler ceux qui en Europe occidentale combattent ses initiatives. «On distingue plus nettement les principaux foyers d'opposition», déclare-t-il avant d'ajouter : «Certains gouvernements ouest-européens n'ont pas encore une idée très arrêtée : veulent-ils ou non que les missiles soviétiques à moyenne portée soient démantelés parallèlement aux missiles américains ? Ils cherchent à susciter des prétextes à l'infini.»

## Appel au roi en Afghanistan ?

M. Gorbatchev ne mène pas ses mots et prévient les adversaires à l'Ouest de la «nouvelle mentalité». Il n'y aura pas, selon lui, «d'assassinat radical» du climat international, «si on ne brise pas l'opposition de ceux qui se cramponnent au concept désuet de la politique de force et aux stéréotypes surannées dans les relations Est-Ouest». Dans la tradition intérieure soviétique, «briser l'opposition» a un sens redoutable et bien précis. On veut croire que M. Gorbatchev emploie cette expression de façon métaphorique.

Ces déclarations à l'Unita sont également l'occasion pour le numéro un de faire le point sur l'Afghanistan, les rapports avec Pékin et le Cambodge. On retiendra l'allusion à un rôle possible, dans le processus en cours de «réconciliation nationale» en Afghanistan, du roi Zahir Chah, déposé en 1973 et qui vit en exil en Italie. «L'Union soviétique ne s'ingère et ne s'ingérera pas à l'avenir dans la question de savoir où les camarades afghans iront chercher des partenaires pour réaliser leur programme de réconciliation nationale dans leur propre pays, parmi les Afghans réfugiés ou émigrés, ou peut-être chez vous en Italie», affirme M. Gorbatchev.

Les rumeurs n'ont pas manqué depuis un an sur une utilisation possible, par les Soviétiques et leurs alliés de Kaboul, du symbole que représente l'ancien souverain, mais c'est la première fois que la solution monarchique est ainsi évoquée publiquement à Moscou au plus haut niveau.

En ce qui concerne les rapports avec la Chine, M. Gorbatchev note les «positions convergentes» de Moscou et de Pékin sur «nombre de questions internationales fondamentales». Il estime que l'Union soviétique et la Chine «doivent être

intéressées au règlement du problème cambodgien» et que le désir de parvenir à une solution politique «augmente». M. Gorbatchev a répété ces propos mardi au secrétaire général du PC vietnamien, M. Nguyen Van Linh, qu'il recevait au Kremlin.

La position soviétique marque là encore un net infléchissement par rapport à l'ère brejnevienne. La pression de Moscou sur l'allié vietnamien est sans doute moins forte que celle exercée sur Kaboul, mais dans les deux cas M. Gorbatchev incite des «protégés» asiatiques de l'URSS à se montrer plus ouverts à la négociation avec leurs adversaires intérieurs et extérieurs.

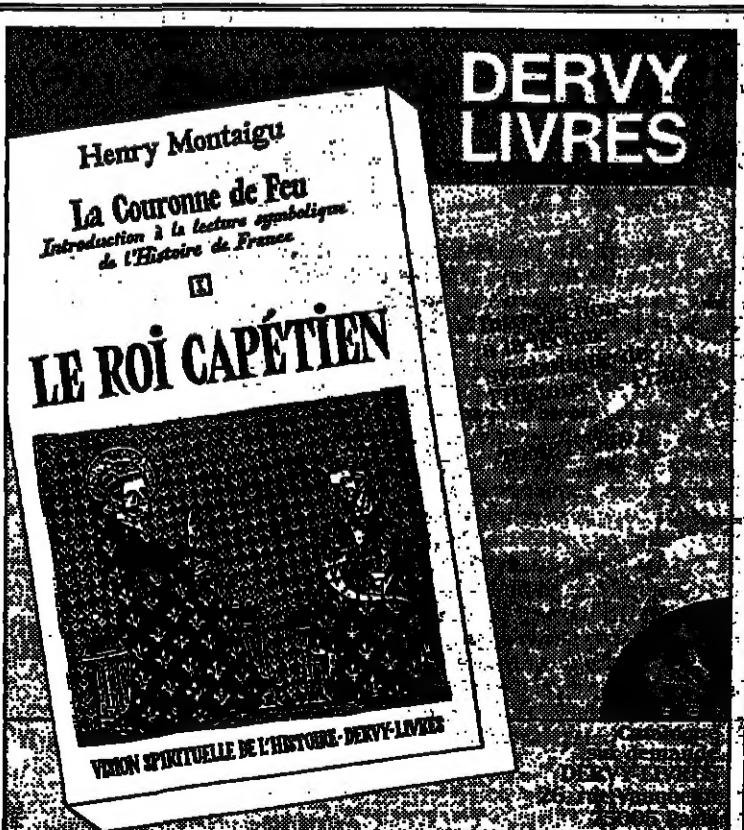
M. Gorbatchev souhaite du mouvement sur ces dossiers bloqués, mais son approche n'est nullement «postidologique». Il a tenu à répéter aux journalistes de l'Unita que la démocratisation en URSS n'était pas un «rapprochement avec la démocratie occidentale» mais «sous le contraire» puisqu'il s'agit de «développer l'essence originelle des principes leninistes».

M. Gorbatchev relance même l'idée d'une réunion à Moscou des représentants de tous les PC de la planète. Il fustige les «appréhensions» de ceux qui craignent une telle rencontre qu'il prétend pour sa part aborder sans idées préconçues.

Le numéro un soviétique, décidément hyperactif, veut aussi rendre à Moscou son rôle de centre d'un mouvement «progressiste» international. A l'occasion des cérémonies du sixième centenaire de la révolution d'Octobre cet automne, il souhaite que se tiennent dans la capitale soviétique une «rencontre informelle» qui rassemblerait aussi bien les communistes du monde entier que les «représentants d'autres partis».

Il s'agirait de «porter des questions qui préoccupent le monde entier», mais la «prévention de la guerre nucléaire» serait, bien sûr, au centre des débats. Une nouvelle tribune en perspective pour le secrétaire général.

DOMINIQUE DHOMBRES.



En dépit de l'attaque de la frégate «Stark»

## Washington maintient son plan de protection des pétroliers koweïtiens dans le Golfe

En dépit de l'attaque, dimanche 17 mai, de la frégate Stark par l'aviation irakienne, les États-Unis sont décidés à appliquer leur plan visant à protéger les pétroliers koweïtiens contre des agressions irakiennes dans le Golfe. Le bilan de l'incident publié mardi par le Pentagone s'est alourdi : il fait état de trente-sept morts.

La détermination américaine a été confirmée, mardi 19 mai, par M. Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, devant une commission du Congrès. M. Murphy a précisé que le processus d'immatriculation de onze pétroliers koweïtiens était en cours et que l'accord définitif pourrait être conclu dans les prochaines semaines.

Le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué, pour sa part, qu'il existait sur ce point un accord général avec le Koweït et que les États-Unis n'avaient «pas de raison de changer leurs plans à ce stade». Washington est d'autant moins enclin à modifier sa politique qu'il ne veut pas laisser le champ libre à l'Union soviétique, qui a déjà pris des mesures similaires en loutant à Koweït trois de ses pétroliers.

La perspective d'un engagement américain accru dans le Golfe ne fait toutefois pas

l'unanimité au Congrès, où M. Robert Dole, le leader de la minorité républicaine, a appelé à un «réexamen spécial» du projet après l'attaque du Stark. Certains parlementaires sont de plus en plus inquiets de voir le conflit entre l'Irak et l'Irak coûter de nouvelles vies humaines aux États-Unis. «Le gouvernement offre la protection des bâtiments américains à la navigation commerciale, mais nombre d'entre nous s'interrogent sur la capacité de nos navires à assurer leur propre protection», a déclaré M. Robert Torricelli, représentant démocrate du New Jersey.

## Une commission d'enquête

Quarante-huit heures après l'attaque irakienne, la question de savoir pourquoi la frégate américaine ne s'est pas défendue reste, en effet, ouverte.

Le contre-amiral Harold Bernsen, commandant de la flotte américaine au Moyen-Orient, s'est dit incapable, mardi, de donner des explications à ce sujet. Il s'est retranché derrière les résultats à venir d'une commission d'enquête constituée pour tenter de faire

la lumière sur les circonstances de l'incident. Reprenant un propos de M. Weinberger, secrétaire à la défense : «On ne tire pas sur des avions amis», le contre-amiral s'est contenté d'émettre l'hypothèse que, pour le commandant de la frégate, le Stark «ne courait aucun danger». «L'avion était irakien et le fait qu'il s'approche du Stark n'avait rien d'habituel ni de menaçant», a-t-il déclaré.

Des responsables gouvernementaux américains ayant requis l'anonymat ont indiqué, mardi soir, que deux intercepteurs saoudiens F-15 Eagle avaient décollé peu après que le Mirage F-1 irakien eut été repéré par un avion radar américain AWACS basé en Arabie saoudite. Ils ont ajouté que la demande d'interception avait été formulée par cet appareil «pendant ou immédiatement après» l'attaque du Stark, mais que les pilotes ont attendu en vain l'autorisation de leur contrôle au sol.

D'autre part, à Londres, un porte-parole du ministère de la défense a indiqué que les responsables de la défense avaient procédé à un réexamen des manœuvres des deux frégates opérant dans le Golfe. — (AFP, AP, Reuters.)

## Les pièges de la guerre navale

En dix jours, les Irakiens et les Français ont fait monter la température dans le Golfe, mettant à rude épreuve les deux grandes puissances mondiales qui souhaitent, aussi longtemps que possible, demeurer à l'écart de ce conflit régional. Mais

autant l'attaque d'un pétrolier américain par un missile irakien porteur d'un missile français a toutes les apparences d'une «bavure», c'est-à-dire d'une erreur tragique, autant les agressions subies par des navires soviétiques, et les deux réactions jusqu'à présent, semblent relever d'actions délibérées de la part des Irakiens.

Le ton risque de monter encore durant les jours prochains. Le porte-avions américain Constellation cingle en ce moment vers les six bateaux de guerre que les États-Unis déploient dans le Golfe. Les Soviétiques déploient un croiseur très moderne de type Kara, de 9 000 tonnes, en direction des trois navires de combat et des quatre bâtiments de soutien qui patrouillent dans la région. Pour la première fois, par ailleurs, les deux grandes puissances ont affiché la couleur et pris en quelque sorte des responsabilités communes : placer sous leur pavillon national les bateaux marchands d'un autre pays.

## Un double défi

Ce sont les Soviétiques qui ont fait les premiers pas de la situation : le 8 mai, un cargo soviétique de 6 500 tonnes, l'Ivan-Kotoryn, est pris à partie par des vedettes irakiennes de conception suédoise dont l'équipage, formé de Gardiens de la révolution, utilise en réalité des roquettes soviétiques antichars RPG-7 contre le navire ayant à son bord du matériel de travaux publics, destiné au Koweït. Selon des évaluations de source française, ces vedettes de 14 mètres sont parties de l'île de Farisayh, où les Irakiens s'activent à fortifier une base, dans le nord du Golfe, à hauteur proche du 28° parallèle. A mi-chemin entre

l'Irak et l'Arabie saoudite, elles sont en situation de pouvoir contrôler l'activité navale au large du Koweït et de l'Irak.

Le 16 mai dernier, nouveau harcèlement français contre un convoi soviétique. Un pétrolier de 70 000 tonnes, affrété pour le compte du Koweït, heurte une mine qu'un bateau irakien avait préalablement immergée. Le pétrolier navigue de conserve avec deux bateaux chargés d'armes soviétiques, qui transitent par le Koweït pour être livrés à Bagdad sous le nez des Irakiens, et il est escorté à distance par des navires de guerre soviétiques.

Face à ce double défi, les Soviétiques se donnent les moyens d'une riposte : le croiseur Kara va sous peu se présenter à l'entrée du Golfe, avec ses systèmes d'armes anti-aériens et anti-sous-marin contre les hélicoptères et les bateaux dotés de missiles ou de mines conçus pour neutraliser le trafic maritime.

Les Américains ont en à affronter une situation totalement différente, dans la nuit du 17 au 18 mai. La frégate de lutte antisous-marin Stark tourne en rond, depuis trois semaines, dans une zone du Golfe maritime, entre la ligne du trafic maritime suivie par les Irakiens au plus près de leur côte et la ligne, située plus au sud, qu'emprunte le commerce international. A 22 h 30, un Mirage F-1 irakien tire dans sa direction un missile surface-surface. Excuse qui fait mouche.

Dans ce no man's land où le Stark est en patrouille, les Irakiens ont probablement tiré sur un objectif non identifié. D'abord, le radar du Mirage ne donne qu'une identification de la position de la cible, sans autre indication sur sa nature précise. À passer au-dessus de sa cible, le pilote n'est pas en mesure de la reconnaître par le détail. Ensuite, si même un avion-radar AWACS en évolution près de la zone a pu signaler, comme c'est le cas, que les radars d'un Mirage irakien étaient pointés sur le Stark, cette information ne préjuge en rien du caractère agressif de l'avion ainsi détecté. Enfin, la frégate américaine a cherché à dialoguer avec l'appareil irakien : 2-981 fût la réponse du Mirage, fût-elle l'écoute de la fréquence internationale d'urgence 243 et qu'il n'échangeât pas d'informations opérationnelles avec son équipage en patrouille.

Parce qu'elle est une frégate de lutte antisous-marin, le Stark est sous-équipée en matière de protection antiaérienne. La mise en œuvre de ses canons Phalanx, qui crachent un véritable rideau-bouclier de munitions contre des missiles adverses, suppose que l'équipage ait été mis en état d'alerte ultime au moment où l'Exocet ne lui laisse que

quelques secondes pour réagir. Les spécialistes français admettent après coup que les défenseurs du Stark n'ont pas reçu à temps, de leurs autorités politiques et militaires, le droit d'ouverture automatique du feu contre une agression inattendue et encore mal identifiée.

## Qui s'y frotte s'y pique

C'est, toutes comparaisons gardées par ailleurs, la politique de «qui s'y frotte s'y pique» qu'illustre la décision de Moscou et de Washington d'escorter leurs navires marchands. L'escorte est un acte d'Etat. L'Union soviétique s'engage à protéger les bateaux qui lui appartiennent ou qui sont désormais placés sous son pavillon. Les États-Unis se mettent en situation d'en faire autant, surtout pour des navires qui contribueraient à ravitailler leur escadre militaire de Bahrein, plus au sud.

Irakiens et Iranais devraient savoir à quoi s'en tenir. A cela près, cependant, que Téhéran, en choisissant de pratiquer la tactique du harcèlement, pourrait ne pas se sentir concerné, ou dissuadé, par la «gesticulation» américaine ou soviétique. Si l'Union soviétique ne peut pas longtemps demeurer sans répliquer, l'Irak, au contraire, peut conserver l'initiative et continuer à prendre

des risques en jouant les trouble-fête.

A ce jeu, ni la Grande-Bretagne ni la France ne sont en mesure d'être durablement associées, faute des moyens militaires adéquats. Les Britanniques n'escortent pas leur trafic maritime : ils l'accompagnent, c'est-à-dire qu'ils le protègent à distance respectable, sans un ferme engagement du gouvernement. Toute liberté de manœuvre est reconnue aux seules puissances impliquées.

La France, dont les avions-escorteurs restent dans l'océan Indien, et ne patrouillent pas systématiquement dans le Golfe, exerce une protection que d'anciens appellent «aléatoire» et qui repose sur la présence ou l'assistance de ses navires de guerre. Elle en a explicitement, de longue date, averti ses marins de campagne. Très schématiquement, le navire n'escorte pas et elle n'accompagne pas les bâtiments qui se livrent à une activité économique qui ne relève pas de la souveraineté de l'Etat et qui ne représente un intérêt vital, puisque la flotte pétrolière française est quasi inexistante. La marine vient en aide aux navires français sur leur demande, au cargo Britsch par exemple, qui a été touché par des missiles français AS-12 tirés par deux hélicoptères irakiens. Elle l'a déchargé des explosifs qu'il transportait, avant sa répartition dans un pays du Golfe.

JACQUES IGNARD.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 656572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Date de la société :  
cent ans à compter  
du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Seis.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 266 136 F

Le Monde (USPS 785-010) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde

c/o Speedpost, 45-45 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid

New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A.

P.I.C., 45-45 38th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

## ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisions : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimé

à la

Le Monde

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037



150

## Amériques

Un entretien, à Mougins, avec l'ancien président haïtien

### Quand Jean-Claude Duvalier s'ennuie...

CANNES  
de notre envoyé spécial

Au bout de la petite route bordée de cyprès, une simple grille noire s'ouvre électriquement à l'arrivée de la voiture. Dans le jardin, le long de la piscine, un homme armé d'un fusil arpenté la propriété qui jouxte l'autoroute de l'Estérel. La porte en fer forgé de cette demeure blanche de pierre est fermée à clé. C'est Jean-Claude Duvalier qui l'ouvre lui-même en prenant soin de la reformer. Le locataire de cette maison, qui appartient à un fils du milliardaire Khashoggi, est prudent. « Quand on se déplace, on prend aussi des précautions, et nous sommes toujours accompagnés. »

De cette construction récente, il n'a pas fait une forteresse, mais des chiens bergers allemands sillonnent les 2 hectares de terrain, et les volets du premier étage sont fermés. Un garde du corps du couple présidentiel est chargé des courses. Par un même souci de discrétion ou de prudence, les voitures de sport garées dans la cour sont recouvertes d'une housse. « Elles ne m'appartiennent pas », s'empresse de préciser Jean-Claude Duvalier. Depuis l'été dernier, plus aucune force de l'ordre française n'assure sa sécurité et, même s'il affirme « ne pas craindre grand-chose », une surveillance certaine est assurée.

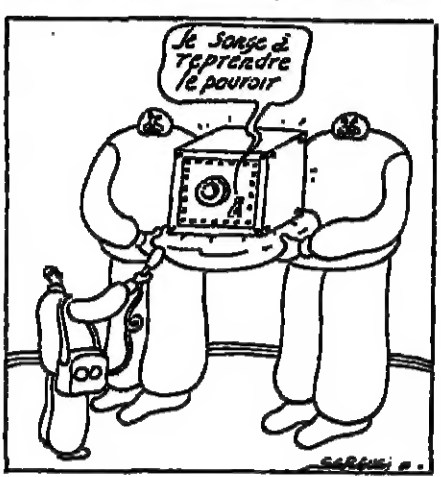
« Mais oui, tu es encore jeune... »

L'ancien président à vie haïtien est toujours assigné à résidence dans le département des Alpes-Maritimes. Mais il a « de bonnes raisons » de penser que cette mesure va être bientôt levée et qu'il pourra circuler librement en France. Rien lui a été encore officiellement annoncé. Sa femme, Michèle Bennett, s'est déjà rendue à Paris à la fin de la semaine dernière pour une intervention chirurgicale. Mais, pour l'instant, le couple présidentiel a l'air « à l'aise », au moins officiellement — ses déplacements à l'intérieur du département. Jean-Claude Duvalier avoue « apprécier particulièrement cette région » qu'il avait visitée en 1969-1970 avant de succéder à son père à la tête de l'Etat haïtien. Il envisage d'ailleurs de s'y « fixer définitivement ».

Dans la petite ville de Mougins, leur arrivée est passée presque inaperçue. On n'en a même jamais parlé, dit un chauffeur de taxi, sauf il y a quelques jours lors du procès de Grassano. « Les gens sont gentils et très accueillants », assure pour sa part Jean-Claude Duvalier, qui consacre son temps à la lecture, « histoire, sociologie », et à suivre la politique française et étrangère dans les journaux. « Il arrive que l'on s'ennuie un peu, c'est vrai ; mais je fais du sport et en ce moment je regarde le Festival de Cannes à la télévision. La conduite sportive (un des ses hobbies favoris) ne m'intéresse plus. » Dans le salon bordé de grandes baies vitrées qui s'ouvrent sur le jardin, Jean-Claude Duvalier est en polo et partait de toile, est assis à l'extrémité de l'un des canapés. Il est inquiet. Reposé, certes, mais sur la qui-vive, presque effrayé de sa propre audace : recevoir un étranger, journaliste de surcroît, alors qu'il s'est jusqu'ici toujours abstenu de faire des déclarations...

Dix fois il demandera si cet entretien ne risque pas de lui porter préjudice. Mais si l'on

aborde la situation actuelle en Haïti, son regard s'éclaircit un peu : « Je téléphone au moins une fois par semaine dans mon pays où j'ai toujours des contacts. » Alors qu'il avait annoncé — lors d'un entretien téléphonique avec Jean-Pierre Elkabbach en février 1986 — son intention d'abandonner définitivement la politique, il est aujourd'hui moins affirmatif. « Selon l'évolution de la situation, je pourrais envisager de jouer à nouveau un rôle », confie-t-il. « Mais oui, tu es encore jeune », renchérit son beau-père, Ernest Bennett.



net, qui, présent pendant tout l'entretien, complète souvent les propos de l'ancien président à vie.

Ce nouveau rôle éventuel, il ne le voit, pour l'instant, pas très clairement, mais il insiste sur la puissance du parti duvalériste, « il se bat pour le pouvoir, mais il n'a pas encore le pouvoir ». Il affirme, cependant, « ne plus avoir aucun contact » avec le général Namphy, le président du Conseil national de gouvernement haïtien. Ses commentaires sur la situation actuelle se résument en un mot : « l'anarchie ». « C'est vrai, les gens sont beaucoup plus libres qu'avant, et c'est bien, mais il ne faut pas tomber dans l'excès. Ce n'est pas avec un processus démocratique que l'on peut améliorer les conditions de vie de la population. »

« Nous étions sur la voie de la démocratisation »

Dans le salon, face au bar devant lequel défilent les week-enders qui peuplent la maison ce week-end — beaucoup de membres de la famille du président habitent aux alentours — Jean-Claude Duvalier entend encore rester très discret sur son départ de Port-au-Prince. « Il y a eu beaucoup de lâcheté, y compris dans la classe haïtienne. Des gens ont participé au complot, même à l'intérieur du palais. Mais il est trop tôt pour en parler et je ne veux pas nuire à la famille duvalériste. » Ses seules fêches à l'égard d'Haïtiens, il les dédiche à Marc Bazin, l'un de ses anciens ministres des finances, fonctionnaire international à la Banque mondiale et aujourd'hui candidat à l'élection présidentielle en Haïti. « Il ne voulait pas m'oublier. C'était de l'insubordination et je l'ai limogé. De toute façon, il n'a pas l'étroite d'un chef d'Etat. »

Jean-Claude Duvalier voit pourtant « deux ou trois successeurs possibles au général

Namphy », sans vouloir citer de nom public. Il assure avoir du respect « surtout pour cette paysannerie qui porte le poids du pays ». A la fin de l'entretien, il demandera d'ajouter à ses propos l'estime qu'il voue « aux membres du gouvernement et à ceux qui m'ont servi loyalement jusqu'à mon départ ». Il ne veut pas « pour l'instant » nommer ceux qui l'ont, selon lui, « trahi ». Car Jean-Claude Duvalier, pris de seize mois après son départ d'Haïti, s'estime toujours victime « du dérapage des communistes et d'un complot ». S'il affirme avoir pris seul la décision de quitter le pays, il ne reconnaît aucune erreur particulière : « Nous étions sur la voie de la démocratisation, mais cela prenait du temps. »

L'ancien président estime que la situation en Haïti va continuer à être précaire et délicate. Ses déclarations actuelles au gouvernement de Port-au-Prince ne semblent pas l'inquiéter beaucoup. Le montant de sa fortune n'est, selon lui, que le « résultat d'économies bien gérées ». Et d'ailleurs, « on ne peut jamais évaluer la fortune de quelqu'un », estime son beau-père. « On peut quand même donner une fourchette », répond Jean-Claude Duvalier en refusant toutefois de la faire. Il indique simplement que le chiffre est « bien inférieur à 100 millions de dollars ». « De toute façon, le chef de l'Etat en Haïti a toujours été une sorte de père de famille, dit Ernest Bennett, et on a bien raison d'appeler cela un système paternaliste. L'argent était entièrement distribué. » Son réponse donne un exemple : « Le lycée de Port-de-Paix (une ville au nord-ouest de l'île), ce n'est pas l'éducation nationale qui l'a construit, c'est moi. »

« On regrettera son départ... »

L'ancien chef d'Etat souligne qu'il est abandonné beaucoup de choses en Haïti. La maison où il vit aujourd'hui était entièrement meublée à son arrivée, et seuls quelques meubles de son père, de lui-même à son bureau présidentiel ou en famille — ornent le salon. Unique présence haïtienne : l'armoire de l'île, encastrée, trouve sa place dans un coin de la grande pièce. « Le crâne, on ne le parle qu'avec la démocratie », précise même Jean-Claude Duvalier. Un rappel presque anachronique dans cet intérieur pour magazine de décoration. Les livres y sont absents ; quelques-uns sont empilés sous le catalogue des Trois Suisses, à côté d'une dizaine de disques, tout cela plus ou moins déstabilisé par un grand écran de télévision.

Président par hasard, désigné par son père à qui il avait un court moment tenu tête, Jean-Claude Duvalier traîne aujourd'hui un air visible et fait mine de se plier de politesse. Son beau-père lui, annonce la publication d'un livre pompeusement intitulé *Capitales à la Roche Tardive*, et affirme : « Vous verrez, bientôt on regrettera son départ. » Pour l'instant, la famille entoure l'ancien président, et qui n'aime pas se sentir seul, comme le précise un de ses neveux. Aujourd'hui plus encore qu'hier, c'est bien pourtant un homme seul, presque traqué, qui reforme derrière nous les portes de sa résidence cannoise avant d'élancer à nouveau la télévision qu'un intrus lui avait fait éteindre pour quelques heures.

DENIS HAUTIN-GURAU.

BRÉSIL : la durée du mandat présidentiel

### La décision de M. Sarney de rester au pouvoir jusqu'en 1990 suscite des remous dans les milieux politiques

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

M. Sarney est toujours nerveux quand il se présente devant les caméras de télévision. Mais il l'était spécialement le lundi 18 mai, quand il a adressé à ses concitoyens « un communiqué de la plus grande importance pour le destin politique du pays ». Enfant un peu plus la voix que d'habitude, prenant le masque d'un homme dur, résolu, il a déclaré que l'incertitude ne pouvait plus durer, qu'il y allait de la solution même de la crise économique, de la stabilité de la démocratie. « Je resterai au pouvoir jusqu'en 1990 », a-t-il annoncé, en réponse à ceux qui demandent l'élection de son successeur dès l'an prochain. C'est là, à l'en croire, une manifestation de « désintéressement exemplaire ».

Le message présidentiel a créé une belle effervescence à Brasília. Voilà des mois que les milieux politiques retournent la question dans tous les sens : combien de temps M. Sarney doit-il occuper la présidence ? Il était entendu que la réponse devait être donnée par l'Assemblée constituante. Les parlementaires, réunis depuis le 1<sup>er</sup> février dernier pour élaborer une nouvelle Constitution et décider du futur régime politique — présidentiel ou parlementaire, — devaient aussi se prononcer sur la durée du mandat présidentiel : quatre ou cinq ans. M. Sarney n'a pas attendu leur verdict, d'où une certaine émotion chez les constituants, pour qui l'Assemblée populaire est souveraine sur un tel sujet.

Les justifications du chef de l'Etat ne sont pas toutes dénuées de fondement. Il y a cinq mois, il a demandé aux partis de l'Alliance démocratique — la coalition au pouvoir — de se prononcer sur la durée de son mandat. Ceux-ci ne l'ont pas fait. Attendant davantage, c'était aggraver la crise d'autorité dans laquelle se trouvait le gouvernement. C'était « paralyser la nation ».

En revanche, M. Sarney maîtrise la bien sens quand il attribue à l'incertitude politique les difficultés économiques du moment et notamment la poussée inflationniste (800 % par an). Selon lui, en effet, l'inflation est d'abord un « problème politique ». Autrement dit, le déficit budgétaire, l'effet boomerang du plan Cruzado — c'est-à-dire d'un blocage des prix — ont artificiellement provoqué « la mentalité inflationniste » qu'il reprochait lui-même l'an dernier à ses concitoyens ne sont pas les raisons véritables de l'actuelle flambée des prix.

La définition du mandat présidentiel est donc la dernière passe proposée au peuple brésilien. L'an der-

nier, il y avait eu le plan de stabilisation destiné à donner au Brésil une inflation « à la suisse » et une croissance « à la japonaise ». En février dernier, il y avait eu le moratoire sur la dette extérieure destiné à stopper « l'hémorragie » provoquée par les exigences des créanciers étrangers. Trois mois ont passé et, bien que le Brésil ne paie plus les intérêts de sa dette à moyen et long terme, ses difficultés se sont encore aggravées.

Crise de régime

En décidant de rester cinq ans à son poste, M. Sarney renie en outre ses propres engagements et ceux de l'Alliance démocratique. Le PNDB avait fait campagne pour que le successeur du dernier président militaire soit choisi au suffrage universel. Il avait échoué. Aussi était-il attendu que, à défaut d'être un « élu du peuple », le successeur du général Figueiredo serait un président de transition. Quatre ans, c'était un délai raisonnable pour passer de la dictature à la démocratie, et M. Sarney avait dû publiquement qu'il n'en souhaitait pas davantage. Encore fallait-il que l'Assemblée constituante modifiât la législation antérieure, qui donne théoriquement à M. Sarney le même mandat qu'au général Figueiredo.

M. Sarney cherche-t-il un affrontement avec ses adversaires en décidant de rester au pouvoir jusqu'en 1990 ? Peut-être braver impunément l'Assemblée constituante ? Il ne va pas à la bataille en tout cas sans munitions. Il s'est assuré l'appui du ministre de l'Armée, le général Leonidas Faria, qui interprète sans doute l'état d'esprit de ses compagnons d'armes en écartant « l'ouverture » d'une campagne présidentielle l'an prochain. M. Sarney compte aussi sur l'adhésion de gouverneurs de poids, comme celui de São Paulo, ainsi que de plusieurs chefs de file de l'Alliance démocratique.

En revanche, au sein du PNDB, une majorité souhaite le voir partir au bout de quatre ans. Le porte-parole du parti à l'Assemblée constituante, M. Mario Covas, promet de faire campagne dans ce sens. La polémique n'est pas vaine. Elle reflète la crise de régime que traverse la nouvelle République et le discrédit qui frappe le gouvernement de M. Sarney. Plus qu'à un président ordinaire, il est demandé à celui-ci de « mériter » son mandat. Méritera-t-il le délai qu'il vient de s'accrocher ? La plupart des observateurs pensent que non : l'incertitude subsiste donc. La crise ne fait que commencer.

CHARLES VANHECKE.

ÉTATS-UNIS : l'enquête du Congrès sur l'« Irangate »

### Les tribulations de Bob Owen et d'Ollie North

Confirmation par le Sénat de la nomination de M. Webster à la tête de la CIA. — Le Sénat a confirmé, mardi 19 mai, la nomination de M. William Webster, ancien directeur de la Sécurité fédérale (FBI), à la direction de l'Agence américaine de renseignements (CIA). M. Webster s'est engagé à informer les commissions du Congrès chargées du contrôle de la CIA des activités de la centrale. — (AFP).

M. Soares critique la présence de troupes cubaines en Angola. — Le président portugais, M. Mario Soares, a indiqué, le mardi 19 mai à Washington, que la présence de troupes cubaines en Angola était « certaine » (sans toutefois mentionner le nom de l'Union soviétique) à établir leur hégémonie en Afrique australe. M. Soares a cependant souligné le vœu du Portugal de maintenir une stricte politique de non-ingérence dans les affaires intérieures angolaises. Le président portugais a par ailleurs invité les Etats-Unis à soutenir le nouveau chef de l'Etat du Mozambique, M. Joaquim Chissano, qu'il considère comme un « modéré », point de vue que partagerait Washington, selon M. Soares.

Exécution d'un condamné à mort en Mississippi. — Un homme, condamné à mort pour le meurtre d'un officier de police, a été exécuté le mardi 19 mai, dans la chambre à gaz de la prison de Parchman (Mississippi). Edward Earl Johnson, vingt-six ans, est mort au bout de vingt minutes. C'est le premier condamné à mort exécuté au Mississippi depuis quatre ans, et le soixante-douzième aux Etats-Unis depuis le rétablissement de la peine de mort en 1976. — (AFP).

Les séances publiques des commissions d'enquête du Congrès sur l'« Irangate » sont entrées, mardi 19 mai, dans leur troisième semaine, avec l'audition de M. Robert Owen, ancien conseiller de département d'Etat, ex-dernier chef d'office d'agent de liaison entre les « contras » nicaraguayens et le lieutenant-colonel Ollie North, fonctionnaire au Conseil national de sécurité de la Maison Blanche. Traçant sur les précédents témoignages, qui s'étaient caractérisés par leur gravité, M. Owen a donné une vision plutôt rocambolesque de ses activités.

« On m'a ordonné de me rendre dans une échoppe chinoise du Lower East Side » (quartier mal famé de New-York), a-t-il raconté. Après s'être identifié par un mot de passe auprès d'un inconnu, il a vu celui-ci « retrouver son pantalon et en sortir une liasse de billets de 100 dollars. J'ai caché ces billets — il y en avait pour 9 500 dollars — dans un journal que j'ai donné à un général Secord, un des principaux protagonistes de l'affaire irangate, a-t-il ajouté.

M. Owen, trente-deux ans, a affirmé avoir été envoyé au Costa Rica par le lieutenant-colonel North pour étudier la construction d'un aéroport secret de soutien aux « contras ». Il a précisé avoir répondu à cette occasion un responsable de la CIA, qui l'a accompagné à l'aéroport choisi pour construire la

piste. A cette époque, le Congrès avait interdit à la CIA d'acheter militairement les « contras » — directement ou indirectement.

L'ancien collaborateur non officiel de M. North a aussi affirmé que l'officier avait envisagé de faire parachuter des armes aux « contras » par un avion effectuant des missions humanitaires officielles du département d'Etat dans la région. Toutefois, « par la loi qui fait qu'une catastrophe n'arrive jamais seule », les circonstances ont fait que la cargaison n'est jamais arrivée à l'aéroport où elle devait être chargée.

Le rôle de William Casey

Le témoin a souligné l'importance du rôle joué par l'ancien directeur de la CIA, William Casey, décédé au début du mois, dans le soutien aux anti-communistes. Il a notamment affirmé que Casey « était parfaitement au courant » des activités du lieutenant-colonel North.

M. Owen a, en outre, affirmé que le leader libyen, le colonel Kadafi, avait versé 3 millions de dollars à Eden Pastora, alias « commandant Zéro », un ancien sandinista devenu « contra », avant de se retirer de la vie politique.

Parlant du lieutenant-colonel North, il a dit que, selon lui, celui-ci « n'était pas un cow-boy » et qu'il

agissait « en étant converti ». « Tu sais que je ne ferai jamais rien comme ça sans avoir des ordres », lui aurait dit M. North après avoir été limogé de la Maison Blanche. M. Owen a indiqué qu'après avoir été l'objet d'une enquête en 1985, le lieutenant-

colonel North lui avait dit : « Adieu, je ne pourrai pas te voir plus. Tu es le bon émissaire », aurait ajouté l'officier. Il arrivait aux deux hommes, a dit le témoin, de plaisanter sur les risques qu'ils couraient de terminer leur mission en prison.

M. Owen est le quatrième témoin entendu en public par les commissions d'enquête, à la suite du général Secord, de M. Robert McFarlane et de M. Gaston Sigur. Le prochain témoin sur la liste est M. Adolfo Calero, un dirigeant de la Contra. — (AFP).

**LE DROIT DE SAVOIR**

Le droit de savoir, c'est pouvoir accéder à l'information, à la connaissance, à la vérité.

**DALLOZ**

**NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE**

**DALLOZ 1987**

**LES CODES DALLOZ — INDISPENSABLES — SÛRS — PRATIQUES**



## Océanie

FIDJI : dissolution du Parlement élu en avril

## Des affrontements opposent Mélanésiens et Indiens à Suva

Le lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka, auteur du coup d'Etat du 14 mai aux îles Fidji, a lancé, ce mercredi 20 mai, un appel au calme à la suite d'affrontements qui ont opposé dans la matinée des Mélanésiens et des Indiens dans la capitale, Suva. M. Rabuka, dont c'était la première intervention publique depuis que le gouverneur général, Ratu Sir Penaia Ganilau, a annoncé qu'il avait renoncé au pouvoir exécutif, a exhorté la population à attendre dans le calme l'issue d'une réunion en cours ce même jour du Grand Conseil des

chefs coutumiers fidjiens. Ceux-ci devaient prendre position sur le compromis finalement mis au point entre les putschistes et le représentant de la reine d'Angleterre : la dissolution du Parlement et l'organisation de nouvelles élections. Le gouverneur général aurait, en outre, décrété temporairement vacant le poste de premier ministre, que disputait le lieutenant-colonel Rabuka au chef de la coalition travailliste élue en avril, le docteur Timoci Bavadra.

SUVA

de notre envoyé spécial

La situation s'est brusquement dégradée, le mercredi 20 mai, à Suva, la capitale des îles Fidji, où des heurts ont opposé les communautés indienne et mélanésienne (autochtones mélanésiens) faisant, selon diverses sources, entre vingt et cinquante blessés, principalement indiens. Il s'agit des incidents les plus graves survenus depuis le coup d'Etat du lieutenant-colonel Rabuka — un officier fidjien — qui a renversé, le 14 mai dernier, le gouvernement élu du docteur Bavadra, une coalition à dominante indienne.

Les affrontements ont éclaté alors que plusieurs centaines de contre-manifestants fidjiens tentaient de s'opposer à la tenue d'un meeting sur le stade de Suva où le docteur Bavadra, libéré la veille par les mili-

taires avec ses vingt-sept ministres, devait prendre la parole devant ses supporters indiens. Ces derniers ont été pris à partie et molestés par les militants nationalistes fidjiens, qui ont ainsi obtenu l'annulation de la réunion publique.

## La complaisance de l'armée

Il a fallu l'interposition de groupes de soldats, mitrailleurs M-16 au poing, pour éviter que la situation ne dégénère davantage. On a toutefois pu noter une certaine complaisance de la part de l'armée — mélanésienne à 90 % — à l'égard des manifestants de l'ethnie autochtone. En l'espace de quelques heures, les rues de Suva se sont ensuites vidées de toute la population indienne, qui a préféré rester claquemurée dans ses banlieues.

Ce regain de tension intervient au lendemain de la conclusion d'un

accord entre le gouverneur général représentant la reine, Sir Ratu Penaia Ganilau, et le lieutenant-colonel Rabuka, où ce dernier a obtenu satisfaction sur ses deux principales exigences : la réforme de la Constitution de 1970 et l'organisation de nouvelles élections. Le Parlement issu du scrutin d'avril dernier a été officiellement dissous mercredi, destinant ainsi juridiquement le docteur Bavadra de sa fonction de premier ministre.

Il reste maintenant au gouverneur général Ratu Ganilau à constituer son propre cabinet, dans lequel il se pourrait qu'on retrouve des membres du gouvernement renversé par le régime militaire, pourtant décrété « illégal » par le représentant de la reine. La victoire des nationalistes fidjiens s'affirme donc chaque jour plus nette, mais on ignore toujours, mercredi, de quelle manière la communauté indienne entendait réagir.

FRÉDÉRIC BOBIN.

## Europe

AUTRICHE

## L'attitude à adopter envers M. Waldheim divise le gouvernement

Au moment même où, le mardi 19 mai, le chancelier autrichien Franz Vranitzky s'envolait pour une visite de deux jours aux États-Unis, le président Kurt Waldheim réaffirmait, au cours d'une allocution télévisée, son innocence et sa volonté de rester en fonction « pour mener le chemin ». Il a néanmoins concédé avoir « commis quelques erreurs non préméditées » en ne fournissant pas tout de suite assez de précisions sur ses activités pendant la seconde guerre mondiale.

Le président autrichien a, d'autre part, affirmé qu'il avait été mal compris lorsqu'il avait déclaré n'avoir « fait que son devoir pendant la guerre ». « J'ai voulu exprimer par là l'incapacité de ma génération à prendre une décision libre et l'impuissance devant la force », a-t-il ajouté.

Depuis son inscription, le 27 avril dernier, sur la liste des étrangers indésirables aux États-Unis, des divergences sont apparues au sein de la coalition au pouvoir à Vienne sur l'attitude à adopter à son égard. Alors que les populistes du vice-chancelier et ministre des affaires étrangères Alois Mock étaient favorables à une annulation de la visite officielle de M. Vranitzky à Washington, celle-ci a été maintenue. Sans que le chancelier accepte d'arriver aux États-Unis porteur d'une note de protestation officielle, comme le souhaitait M. Mock.

De même, la motion de soutien au président Waldheim votée par le

Parlement le 14 mai dernier se limite à défendre le président de la République contre des « attaques injustifiées », le président du groupe socialiste, M. Heinz Fischer, s'étant refusé à cautionner un texte de soutien total et inconditionnel proposé par les populistes.

La méthode adoptée par M. Waldheim pour contre-attaquer, en assignant le président du Congrès juif mondial, M. Edgar Bronfman, devant un tribunal de Vienne, pour « injures publiques » ne fait pas non plus l'unanimité. Outre qu'elle suppose que M. Bronfman participe à ce procès pour qu'il puisse avoir lieu — ce qu'il se refuse pour l'instant à faire — elle ne paraît pas de nature, aux yeux de nombreux Autrichiens, à rétablir le prestige du pays à l'étranger.

Le profil des adoptés par le chancelier Vranitzky en la matière, consistant à soutenir le président « de qualité » tout en prenant de plus en plus ostensiblement ses distances avec « l'homme Waldheim », semble lui être favorable. En raison de la « paralysie » du président de la République et de son principal allié, le ministre des affaires étrangères, M. Vranitzky est actuellement le seul dirigeant autrichien reçu sans réticence à l'étranger. Cela lui confère un poids politique et un prestige grandissants dans le pays, qui devraient encore sortir renforcés de son voyage aux États-Unis.

L. R.

TCHÉCOSLOVAQUIE

## M. Bilak stigmatise les « aventuriers politiques »

Prague (AFP). — Tout en prenant ses distances avec le processus en cours en Union soviétique, M. Vasil Bilak, secrétaire du comité central du PC tchécoslovaque, a exclu, le mardi 19 mai, devant le congrès de l'Union des artistes tchécoslovaques, la réhabilitation d'artistes ou d'auteurs dramatiques associés au Printemps de Prague en 1968.

M. Bilak a stigmatisé « les aventuriers politiques, déserteurs et renégats, qui ont trahi leur peuple et critiqué tout ce qui se fait dans ce pays en vivant à la solde de l'étranger » — allusion à des personnalités de la dissidence, tel le dramaturge Václav Havel.

Le lendemain, mercredi 20 mai, devait commencer à Prague le procès de M. Pavel Wozna, candidat indépendant aux dernières élections générales, et de son frère Jiri. M. Pavel Wozna est accusé d'avoir diffusé son propre programme électoral, programme comprenant notamment « l'élargissement des droits civiques des citoyens » ; son frère est inculpé pour l'avoir aidé.

Enfin, le dissident Petr Pospichal, membre de la Charte 77, a été remis en liberté, le lundi 18 mai, à Brno. Arrêté en janvier dernier pour avoir établi des contacts avec le syndicat dissous Solidarność et diffusé des « écrits hostiles au régime socialiste », M. Pospichal avait reçu le soutien de l'opposition démocratique polonaise.

## L'aile volante de la liberté

Roding (AP). — Réalisant une extraordinaire première, un Tchécoslovaque, poursuivi par deux avions militaires, est parvenu à passer à l'Ouest en aile volante motorisée, a annoncé, le mardi 19 mai, la police ouest-allemande.

L'audacieux pilote, un ingénieur de trente-neuf ans, a pénétré dans l'espace aérien ouest-allemand lundi soir, juste avant que les deux appareils tchécoslovaques se préparent à l'intercepter, et il a atterri sans encombre au milieu de la forêt bavaroise. Il a aussitôt émis un « avertissement ».

L'ingénieur avait construit secrètement son aile volante chez lui et préparé son évasion depuis plusieurs années.

... le jeune, le jeune devait avoir un sens, forcément...



## Asie

CHINE : le gigantesque incendie du Nord-Est

## Le feu a redoublé d'intensité

Le gigantesque incendie de forêt qui ravage depuis deux semaines le nord de la Chine, le long de la frontière soviétique, a pris une dimension encore plus dramatique, le mardi 19 mai, avec la jonction des deux principaux foyers.

PÉKIN

de notre correspondant

En dépit des efforts d'une quarantaine de milliers de soldats et de gardes forestiers, aidés par la population, les flammes ont repris leur progression vers le sud, l'ouest et le nord, sur un front de plusieurs dizaines de kilomètres, atteignant le fleuve Amour qui sépare la Chine de l'URSS. A l'est, une bande coupée de 259 kilomètres de long a été dégagée et, pour le moment, l'avance du feu est contrôlée, nous a indiqué le responsable de la propagande du ministère des forêts, M. Zhang Wei. La région demeure toujours fermée aux journalistes étrangers.

La sécheresse et le vent seraient à l'origine de cet incendie, sans doute le plus important qu'ait connu la Chine. Selon la météo, des nuages s'approcheraient de la zone sinistrée et des avions sont prêts à décoller pour tenter de crever ces nuages au-dessus des flammes. Sinon, le sinistre risque de continuer à s'étendre, dans cette région isolée, difficile d'accès et au relief tourmenté, tout comme un autre incendie qui a ravagé récemment la Sibérie soviétique.

Trois secteurs du foyer de l'est demeurent inquiétants, et la situation s'aggrave à l'opinion. Des foyers presque éteints peuvent être ravivés par le vent, comme par exemple mardi soir autour de la gare de Ganlan.

Pour le moment, l'étendue des dégâts est impressionnante : les photos de la ville de Xilinji et de la scierie d'Almu rappellent celles d'Hiroshima après l'explosion de la bombe atomique. Les derniers chiffres des victimes, qui datent du 17 mai, sont de deux cents morts, de plus de deux cents blessés graves et de cinquante mille sinistrés. Plus de 600 000 hectares, dont 370 000 de forêt, ont été ravagés. Le coût du sinistre, non compris la valeur des arbres détruits et le coût des opérations de sauvetage, dépasse les 400 millions de yuans (1 yuan vaut environ 1,60 F), et encore, dit M. Zhang, les sauveteurs sont trop occupés pour faire les comptes.

La télévision montre quotidiennement les soldats chinois sur le front de l'incendie, insistant sur leur « abnégation » et leur « amour du peuple » : en vareuse verte ou vêtus de leurs gros manteaux ouatés, armés de pelles et de balaie, ils s'efforcent de circonscrive le sinistre. Ils sont aussi équipés de plus de deux mille ventilateurs à main qui seraient d'une grande efficacité. En l'absence de matériel moderne de lutte contre l'incendie, les sauveteurs comptent avant tout sur le nombre : les soldats continuent d'arriver par milliers, dirigés par un PC installé au ministère des forêts.

PATRICE DE BEER.



La bête glissa comme un frisson noir, feutrée d'angoisse...

## Violences en Inde entre musulmans et hindous

(Suite de la première page.)

Mardi 19 mai, deux personnes avaient été tuées et plus de cinquante blessés au cours d'affrontements. Les combats civils de « paix » entre les communautés ont été réactivés. Mercredi en fin de matinée, l'atmosphère était encore « extrêmement tendue », selon la police.

Comme à l'ordinaire, personne ne connaît précisément le prétexte de cette nouvelle explosion de violence. A Meerut, où des émeutes de même type avaient fait une douzaine de morts le mois dernier, c'est un cocktail Molotov rudimentaire et anonyme qui a incendié, lundi soir, une échoppe des personnes adossées à la mosquée. Dans la vieille Delhi, c'est un motocycliste hindou qui aurait « manqué de respect », mardi après-midi, à une passante musulmane. Provocation, rumeurs, attroupements, le tout dans un quartier insalubre, surpeuplé et, comme le reste de la ville, forcé de chaleur. Dans ces moments-là, le cycle tradi-

tionnel de ce qu'on appelle ici la « violence communautaire » est toujours rapidement enclenché. A Delhi comme à Meerut, les bousculades ont très vite dégénéré en batailles rangées, les deux camps utilisant tour à tour les pierres puis les bombes incendiaires et même quelques armes à feu. Plusieurs des victimes ont été tuées par balles — certaines, il est vrai, tirées par la police — et d'autres à coups de couteau.

Au total, le scénario du drame n'est pas différent de ceux qui ensanglantent périodiquement, depuis quarante ans, les deux principales communautés de l'Inde. Mais le bilan se fait de plus en plus lourd. Selon les statistiques officielles, cent quatre-vingt personnes ont ainsi péri en 1986 au cours d'émeutes hindou-musulmanes à travers le pays. En tête des régions les plus touchées : le Gujarat, où la situation entre les deux communautés demeure tendue depuis plusieurs mois, et l'Uttar-Pradesh, l'Etat le

plus peuplé de l'Inde (cent quinze millions d'habitants), où l'islam compte plus de 15 % de fidèles. Meerut, cité « historique » de l'islam indien — c'est ici qu'en 1857 (1) — compte quatre cent mille habitants, dont 50 % de musulmans dans certains quartiers populaires. Dans cette ville de l'Uttar Pradesh, comme à Delhi et ailleurs, des « comités de défense islamique » ont été créés ces derniers mois avec pour objectif de « libérer, si besoin par la force », les quarante et quelques mosquées de l'ère moghole contrôlées par le département indien des affaires archéologiques et à ce titre souvent interdites au culte.

PATRICE CLAUDE.

(1) L'histoire veut que les autorités coloniales britanniques aient commis le sacrifice de fournir à leurs troupes musulmanes des munitions empoisonnées de graisse de porc. La mutinerie fit de nombreux morts parmi les officiers anglais et leurs familles.

## EN BREF

● ISRAËL : la Knesset adopte une loi visant le rabbin Kahane. — Le Parlement israélien a adopté, le mardi 19 mai, à l'unanimité des cent huit députés présents, une loi interdisant la double nationalité aux futurs candidats à des postes publics et apparemment destinée à empêcher le rabbin Meir Kahane de se présenter à de nouvelles élections. Le rabbin Kahane, seul représentant du parti extrémiste Kach, qui était absent lors du vote, a conservé sa nationalité américaine depuis son émigration en Israël en 1971. — (Reuters).

● POLOGNE : explosion accidentelle d'une roquette soviétique (un mort et deux blessés). — L'explosion d'une roquette qui s'est accidentellement détachée d'un chasseur soviétique volant au-dessus de la Pologne a fait un mort et deux blessés, lundi 19 mai, rapportent des témoins oculaires. L'engin, qui était armé, a explosé dans le hameau de Wilkocin, dans le sud-ouest du pays, près de la localité de Przemkow. Le curé de la paroisse, le Père Jan Słoboda, a déclaré au téléphone que la roquette avait explosé dans le cour d'une ferme. — (AFP).

● SOUDAN : le premier ministre autorisé à former un nouveau gouvernement. — M. Sadek El Mahdi a reçu, mardi 19 mai, l'aval du Conseil de souveraineté du Soudan, l'organe de cinq membres qui fait office de chef d'Etat, pour former un nouveau gouvernement. Dans un communiqué, le Conseil indique avoir accepté la demande de dissolution du gouvernement présentée par le premier ministre en vue de constituer une nouvelle équipe. Les stérilements du Conseil de souveraineté avaient aggravé la crise politique que connaît le pays (le Monde du 19 mai).

● La situation financière de l'UNESCO. — L'UNESCO va devoir faire appel à de nouvelles contributions des États membres pour combler, d'ici à fin 1987, un déficit d'une quinzaine de millions de dollars provoqué par la dépréciation du billet vert, a indiqué, mardi 19 mai à Paris, M. Michel de Bonnacore, directeur général adjoint de l'Organisation. Il n'y a pas de « crise de trésorerie » et il n'y a pas de fin à la fin de l'exercice budgétaire 1986-1987, a

cependant souligné le responsable. — (AFP.) (Voir le Monde du 20 mai.)

● L'Éthiopie propose d'entraîner dix mille maquisards de l'ANC. — Selon M. Mugabe, le premier ministre du Zimbabwe, qui s'est exprimé, mardi 19 mai, à son retour d'Addis-Abeba, le président éthiopien, M. Mengistu, a proposé d'entraîner dix mille combattants du Congrès national africain (ANC) dans un camp de l'armée éthiopienne. — (AFP.)

## Le Monde

## SUR MICROFILMS

« Le Monde » est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années.

Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du « Monde » depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilm, mais aussi ceux du « Monde diplomatique » et du « Monde de l'éducation » ?

Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile. En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

IP Directeur Commercial  
RESEARCH PUBLICATIONS  
P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angletorre  
Tél: 0734-563247 Telex: 8488336 NADL G

RÉPUBLIQUE SUD

la rentrée par  
un nouvel avertissement  
à la presse, aux  
et aux hommes

... le jeune, le jeune devait avoir un sens, forcément...

... le jeune, le jeune devait avoir un sens, forcément...

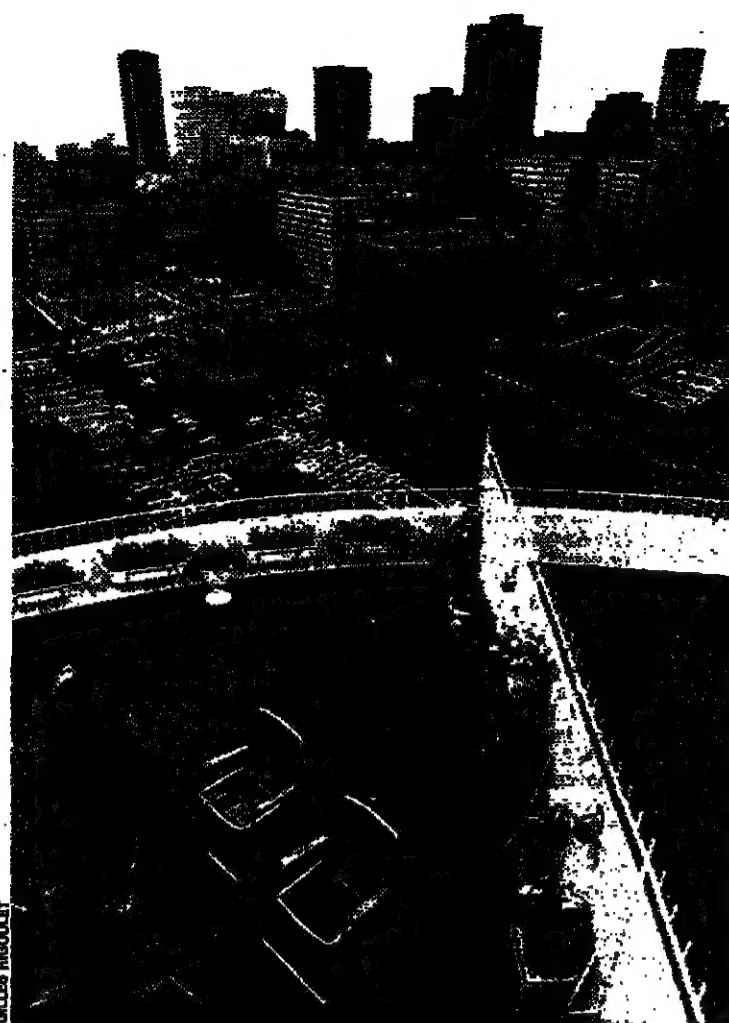






# Montréal

## L'ambition du futur



Ceux qui par passion ou par profession ont l'habitude de vanter les charmes de Montréal recourent généralement à une évocation d'une simplicité biblique, chantante comme un triot : une île, un fleuve et, au milieu, la montagne. Sur ces rives longtemps inhospitalières, au pied et sur les flancs de cette « montagne », deux cultures, depuis deux siècles, s'affrontent. Au-delà des péripéties de la vie politique, le face-à-face historique demeure, compliqué encore par la présence de plus en plus visible d'autres communautés, davantage attirées par le caractère américain de Montréal et du Québec que par le destin de cette terre « française » d'outre-Atlantique. Environnement difficile, menace anglo-américaine récurrente : l'industrie québécoise n'en montre pas moins une vitalité étonnante, signe paradoxal d'une plus grande assurance quant à l'avenir du milieu des affaires francophone de Montréal et de la province.

**A** l'image des communautés qui en forment la trame sans cesse mouvante, Montréal n'en finit pas de parachever un destin inaccompli. Déjà près de trois siècles et demi d'existence, et toujours ce même sentiment d'inachèvement. Nous sommes, certes, en Amérique, terre de mouvement, de ruptures, de mélanges. Mais la cité lovée dans le bassin du Saint-Laurent, tel un fortin humain dans le corps d'une femme, n'aurait-elle pas dû hériter de ses vieilles matrices française et anglaise plus de stabilité ?

A moins que le choc de ces deux cultures si dissemblables, ce mariage blanc entre les fils de Corneille et les filles de Shakespeare ne soit précisément la cause de ce renouveau permanent. Les Québécois « pure laine » se sont toujours méfiés de cette métropole trépidante, symbolisant monstrueusement, à leurs yeux, la négation de leur identité. De cette suspicion bien ancrée subsistent des traces, bien visibles : « La ville est un crime contre l'être humain », proclame un bombe sur une palissade d'un des nombreux chantiers du centre.

D'abord établissement de traite des fourrures placé sous la protection de la Vierge — c'est Ville-Marie, fondée, malgré les Iroquois, par Paul de Chomedey, sieur de Maisonneuve, en 1642, — puis, brièvement, capitale des Canadas unis, au milieu du dix-neuvième siècle, Montréal, longtemps pôle de la vie des affaires et de l'esprit d'un territoire dont elle était le centre de gravité, forte aujourd'hui entre deux eaux — et ce ne sont pas celles du Saint-Laurent et de la rivière des Outaouais, qui, froidement, l'entourent.

Quel objectif pour l'an 2000 ? Être un grand carrefour international, une ville de congrès et d'hôtels de luxe standardisés ? Ou bien une grande métro-

### UNE ÎLE, UN FLEUVE ET, AU MILIEU, LA MONTAGNE

pole d'Amérique du Nord avec ce caractère distinct qu'on y parlera encore aussi français — oh ! charming ! Ou bien encore une grande cité canadienne fortement francophone, mais multiculturelle, assurant dans l'harmonie sa singularité, source de vigueur et d'enrichissement aux portes de l'univers anglo-américain ?

#### Les nouveaux immigrants

Anglais et Français, aujourd'hui, ne sont plus seuls à se disputer les quartiers de Montréal et les pentes du Mont-Royal. L'arrivée, ces dernières années, d'immigrants du tiers-monde — Libanais, Haïtiens, Indochinois, Turcs, Chinois, Tamouls — a renforcé le caractère cosmopolite de la ville. Il suffit, pour s'en convaincre, de remonter tranquillement le boulevard Saint-Laurent. Plus que jamais, cette artère, sur laquelle volent échappées de « produits secs » (dry goods) orientaux, pizzerias, épicerie portugaises, petits restaurants de « smoked meat » et autres spécialités est-européennes, mérite son nom de « corridor ethnique ».

Le véritable défi pour Montréal, il est là. Ou bien ces populations « silophones », comme on dit là-bas, venues ici en croyant s'établir en Amérique, acceptent d'adopter le français et non l'anglais comme langue véhiculaire, ou bien c'est l'identité même du Québec qui, à terme, s'en trouvera modifiée. Montréal sera alors une ville américaine presque comme les autres.

L'autre défi posé aux Montréalais est celui de leur capacité à se réapproprier leur cité fatiguée d'avoir été livrée pendant un quart de siècle aux bâtisseurs et

architectes de tout poil. Résultat : la Vieille Ville, joyau d'architecture victorienne, ressemble aujourd'hui à un vaisseau fantôme. Les hommes d'affaires ont préféré émigrer dans les tours ou les « complexes » modernes du centre-ville ; les résidents, eux, souvent de petites gens peu fortunés, ont dû carrément s'exiler en banlieue.

Allez, les dégâts de ce que les Montréalais appellent, au propre et au figuré, la « politique de la terre brûlée » ne sont pas moindres. Certaines avenues, comme la rue Sherbrooke, jadis comparée aux Champs-Élysées, ont été soit banalisées, soit défigurées. Et, aujourd'hui, à la suite de ces démolitions sauvages et de ces mystérieux incendies (trois cents par an à certaines époques récentes), un tiers des espaces sont transformés en terrains vagues. Autant qu'à Beyrouth, ricanent les méchantes langues, la guerre en moins, quand même.

#### Sauver le patrimoine

Sauvons Montréal, Héritage Montréal, L'Autre Montréal : depuis dix à quinze ans, les associations se sont multipliées. Les amoureux de la ville, ceux qui — selon la belle expression d'Alain Madam dans son ouvrage, *Montréal interdite* (1) — lui vouent une « tendresse lente », se sont mobilisés. Sensible à la question du logement populaire, L'Autre Montréal fait découvrir au visiteur des quartiers où les touristes, par définition, ne s'aventurent jamais : Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles. Autant de lieux où s'établissent les premiers immigrants venus de France, ou, plus tard, d'Irlande. Quartiers de prolé-

taires, longtemps voués à la misère, aux maladies, aux pollutions. La « base de la ville » dominée par la « montagne », réservée à la riche bourgeoisie anglophone. Quelques maisons rurales québécoises y sont miraculeusement préservées.

Héritage Montréal, où coexistent dans un même amour du patrimoine anglophones et francophones, a de plus grandes ambitions. Ses responsables, dont beaucoup sont proches du Rassemblement des citoyens de Montréal, aujourd'hui au pouvoir à l'hôtel de ville, espèrent participer activement à l'élaboration du premier plan d'urbanisme de la métropole. Le but est d'effacer, autant que faire se peut, déchirures, meurtrissures, échantures.

Les eaux du Saint-Laurent ont porté leur part d'aventure américaine. C'est par là qu'est venue la colonisation, et c'est par là que s'est faite l'exploration du continent. Hélas ! l'exploitation économique du fleuve l'a enlevé au plaisir de ses riverains. À quand les retrouvailles ?

Le « boom » des vingt-cinq dernières années (l'Expo de 1967, les Jeux olympiques de 1976) a fait faire à la ville une entrée fracassante dans le vingtième siècle. Montréal ne sera plus jamais ce « petit jardin si près du Pôle » que décrivait, à la fin du dix-neuvième siècle, un voyageur portugais. Avant d'entrer dans le troisième millénaire, elle a malgré tout besoin de reprendre son souffle. Mais, Montréalais, rassurez-vous, votre ville, on l'aime comme elle est. Ses imperfections même suscitent notre affection.

MANUEL LUCBERT.

(1) Presses universitaires de France, 1978.

**Le Groupe Vidéotron Itée**

**«Leader mondial en câblodistribution»**

### DEUX SPÉCIALISTES DU QUÉBEC PROPOSENT...

● **VOLS CHARTERS PARIS/MONTREAL** = à partir de 1 990 F en juin

● Forfaits de voyages d'affaires aller/retour PARIS/MONTREAL : 4 115 F (classe éco)

● Réservations de chambres d'hôtels de toutes catégories au QUÉBEC et au CANADA

● Location de voitures dans plus de 300 villes

● Location de motorhomes et de camping-cars

● Chasse et pêche au QUÉBEC

● Circuits sportifs Voyages à thème

● Voyages d'études, congrès, incentive, expositions

**LA FRANCO CANADIENNE DE VOYAGES**  
45-31-50-70

CONCEVREZ VOTRE VOYAGE AUX VRAIS SPÉCIALISTES DU CANADA

Merci de nous envoyer votre documentation ou de nous contacter.

Non Adressé TdR

Remettez ce coupon à : Le Franco Canadien de Voyages, 2, rue Ste. Thérèse, 7000 Paris

● Circuits touristiques originaux.

● Contacts professionnels personnalisés.

● Visites et rencontres adaptées aux thèmes de votre voyage.

● Échanges franco-québécois, sportifs, artistiques, culturels...

● Classes transplantées au Québec.

● Séjours et rencontres intervalles.

**DIPLODOCUS**  
« Le spécialiste de la Francophonie »  
45-66-99-39

Programmes sur demande dans les agences

**DECLIC/VOYAGES**

PARIS 45-66-99-39 75-60-62-64 75-60-10-50

LYON 75-62-57-18

AUBERNAIS 75-62-57-18

75-62-57-18

**TOUS RENSEIGNEMENTS A TOURISME QUÉBEC**  
11 bis, rue de Presbourg, 75008 Paris - 45-00-95-55



IS A TOURISME QUÉBEC  
de Paris 45-00-95-55

# AIR CANADA







## « Le visage de la ville doit rester français »

Propos recueillis par  
**MANUEL LUCBERT**  
et **MARTINE JACOT**

(1) Conçu par l'architecte français Roger Taillibert, ce stade prévu pour les Jeux olympiques de 1976 vient à peine d'être terminé.

— Oui, très honnêtement.  
— M. Drapeau a fait beaucoup de choses...



un petit groupe parmi deux cent soixante-quinze millions d'anglophones. Au sein de notre parti, nous avons réussi à dégager un consensus sur cette question controversée. Il s'agit là pour moi d'un élément moteur pour l'avenir. Nous vivons dans l'un des rares endroits du monde où les

et ses lies. Nous allons mettre sur pied un « réseau vert » qui reliera les différents quartiers par des pistes cyclables ou de randonnées l'été et des pistes de ski de fond.

Américains surtout. Et les francophones, qui ont depuis longtemps la permission de rendre leurs copieux dans leur langue, ont « investi » les lieux. Ils représentent actuellement plus du quart des étudiants. Ils n'étaient qu'à peine 5 % il y a dix ans.

Puis 50 pour mille, McGill n'en est pas pour autant devenue une tour de Babel. L'anglais est l'unique langue d'enseignement (à quelques exceptions près) et le français est en déclin.

Les principales préoccupations de ses dirigeants sont actuellement plus financières

ue linguistiques. Tout comme  
is autres universités, McGill a  
u ses subventions gouverne-  
mentales (85 % de ses recettes)  
diminuer en termes réels ces  
dernières années. Aux prises  
avec un déficit cumulé de 30 mil-  
lions de dollars (136 millions de  
dollars), elle a dû demander quel-  
ques millions à ses donateurs

Signe des temps, McGill se réoccupe beaucoup plus de son image et de souligner ses contributions, auprès des francophones en particulier. Presque tout, n'a-t-elle pas inventé les règles du hockey sur glace, le

McGill, qui redoutait l'exode, a vu affluer les candidatures des étudiants des autres provinces du Canada et, dans une moindre mesure, celles des étrangers,

(1) Montréal compte deux universités francophones - l'université de Montréal (48 000 étudiants à temps plein ou partiel) et l'université du Québec à Montréal (15 000 étudiants) - et deux universités anglophones, McGill (11 000 étudiants) et Concordia (15 000 étudiants, dont la moitié à temps plein).

Pas-de-Calais, par  
associe les employ  
à la propriété de l  
L'effet Cascades,  
Hors Cote (Bour

ernard Lemaire, les deux frères, au Canada et aux S.A., sa filiale en France, de la production du carton ondulé. Les ventes de Cascades ont atteint 1983 millions de dollars et 1990 millions de dollars.

L'effet Cas  
remise  
sur la v  
bilité d  
cades

scades, c'est la  
spectaculaire  
ie de la renta-  
es usines Cas-  
La Rochette en  
dans le Nord

une gestion rigoureuse qui  
s'inscrit à la décision, aux résultats et  
à l'entreprise.

C'est l'introduction au marché  
de Paris à 470 francs en  
l'introduction au Second Marché  
le 7 mai 1987, le titre cotait  
1.640 francs.

L'effet Cascades, c'est  
aussi la recherche de  
l'expansion comme le  
démontre la récente par-  
tis dans l'usine Cascades Avot  
Nord Pas-de-Calais Le Groupe  
c'est 1.000 personnes à la  
de la performance.



**scades**



## Enquête

## Des musulmans en Asie

## Poussées de fièvre intégriste dans les îles de la Sonde

D'Afghanistan en Indonésie, la plus grande partie des musulmans du monde vivent en Asie : ils sont six cents millions environ, sur une population islamique totale estimée entre huit cent millions et un milliard d'hommes. Mais si l'on peut déceler, dans ce monde islamique asiatique, des tendances intégristes inspirées de celles qui animent le Proche-Orient, il est impossible d'y trouver une unité ou une tendance à l'unification, tant les conflits ethniques, intercommunautaires, voire d'intérêts matériels, ont supplanté l'allégeance au prophète. L'islam semble plutôt le vecteur des particularismes locaux, un rôle contraire à celui de rassembleur qu'on lui prête ailleurs, à l'exception notable de l'Afghanistan, pour des raisons du reste circonstancielles. C'est en Asie du sud que le morcellement se fait le plus sentir : en Indonésie, le renouveau fondamentaliste entre en conflit avec l'idéologie de l'Etat ; aux Philippines, où il est porteur d'un séparatisme méridional, la crainte des autorités est qu'il s'allie au marxisme-léninisme de la guérilla communiste. Quant aux pouvoirs communistes rivaux de Chine et d'Union soviétique, ils partagent des craintes similaires, face aux populations musulmanes d'Asie centrale.

F. D.

DJAKARTA  
de notre envoyé spécial

LES Indonésiens peuvent difficilement ignorer ce qui se passe à leurs frontières. Chez leurs voisins — et cousins — de Malaisie, les autorités ont de plus en plus de mal à endiguer la montée d'un intégrisme musulman. Elles adoptent même un ton de plus en plus défensif face à une minorité active qui prêche l'application de la charia à tous les musulmans, soit plus de la moitié de seize millions d'habitants, si l'on ajoute aux Malais (48 % de la population) les musulmans des autres communautés (surtout des Tamouls).

A l'autre extrémité de l'archipel indonésien, aux Philippines, depuis l'intervention de la loi martiale en 1972 — et en dépit, depuis, de son abrogation et de la chute de Marcos — la cohabitation entre Manille et la minorité musulmane du Sud pose de graves problèmes. Les deux millions et demi de musulmans des Philippines ont beau être divisés, un bon nombre d'entre eux soutiennent des insurrections armées avec lesquelles Manille a du mal à trouver un terrain d'entente.

L'Indonésie, Etat qui compte, officiellement, la population musulmane la plus importante de la planète (87 %, dit-on, de 165 millions d'habitants) — évolue dans des eaux troubles. On l'a vu, au début de l'année, quand la visite officielle du président israélien à Singapour a causé un tollé en Malaisie. Membre de la Conférence islamique et de l'OPEP, Djakarta doit également s'accommoder, à demeure, de poussées de fièvre intégriste, même si l'islam, dans les îles de la Sonde, est tempéré. Mais l'« ordre nouveau » — le régime depuis la chute de Sukarno en 1965-1966 — n'opère pas par reculs, comme on tendance à le faire les dirigeants malaisiens.

Ni séculier ni musulman, l'Etat se réclame du Pancasila, qui énonce cinq grands principes (humanitarisme, croyance en un

seul Dieu, justice, progrès social et démocratie). Depuis 1985, les trois formations politiques autorisées n'ont pas le droit de se réclamer d'une religion. L'un d'entre eux, le PPP (Parti uni pour le développement), d'obédience musulmane, a dû se débarrasser de son emblème, la Kaabah, pierre noire sacrée de La Mecque. Il a également été contraint de renoncer à tout lien organique avec le Nadlatul Ulama, organisation de masse musulmane conservatrice.

Il existe, depuis l'indépendance, un ministère des religions dont les interventions sont multiformes : contrôle politique, gestion ou financement d'écoles reli-

gieuses, aide à la construction des mosquées et, surtout, monopole de l'organisation des pèlerinages à La Mecque. Il s'agit à la fois d'intégrer la religion dans la vie publique et de limiter ses déformations politiques.

Il est vrai que l'islam a été associé à la montée du nationalisme en Indonésie, puisque les religions chrétiennes, très minoritaires, y ont été perçues comme celles du colonisateur néerlandais. Les mouvements en faveur d'une islamisation de l'Etat datent de l'indépendance. En 1945, les islamistes, auteurs de la Charte de Djakarta, avaient revendiqué la création d'un Etat musulman, auquel Sukarno s'opposa. Lors de la chute du « père de l'indépen-

dance » — lorsqu'un bain de sang balaya le PKI (parti communiste) en 1965-1966, — les islamistes espèrent de nouveau. Mais, Suharto, successeur de Sukarno, les écarta peu à peu de la vie politique en prenant le soin de maintenir les relations les plus étroites avec la grande masse des religieux conservateurs.

La pénétration de l'islam dans le monde indonésien a été tardive : entre les XIII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Le commerce avec le Proche-Orient a joué un rôle déterminant dans cette percée. L'islamisation atteint la péninsule indochinoise (les Chams du Vietnam central et à proximité de Phnom-Penh) et s'installe, dans la

que le vendredi, et, si le ramadan est assez largement suivi, les Indonésiens ne pratiquent pas la polygamie et boivent volontiers de l'alcool. La religion est présente à l'occasion des grands actes de la vie, circoncision, mariage et décès. Mais de toute façon, comme les religions locales — essentiellement à Java — l'emportent souvent sur le reste, beaucoup de musulmans sont classés « statistiques ». En d'autres termes, dire que 87 % des Indonésiens sont musulmans ne signifie pas grand-chose.

Musulmans sunnites, les Indonésiens sont souvent des syncrétistes qui, à Java — plus de cent millions d'habitants, — s'adonnent

défiant de trop pouvoir faire surface dans les discours. Un pouvoir prudent — et très vigilant — s'efforce de mettre les ulamas de son côté. Il frappe fort, quand il l'estime indispensable, en condamnant à de lourdes peines de prison les prêcheurs intégristes incapables de « subversion ». Il surveille de près les universités.

Mais cette partie de bras de fer se poursuit le plus souvent en sourdine. L'« ordre nouveau » a apporté une certaine prospérité, même en milieu rural, avant que la récession de ces trois dernières années engendrer une stagnation du niveau de vie. De toute façon, les chômeurs demeurent légion dans ce vaste Etat, surtout parmi les jeunes. Tout cela pourrait, en cas de crise aiguë, constituer le ferment d'une montée de l'intégrisme musulman, des troupes pour les prédicateurs qui n'ont pas renoncé depuis quarante ans à la création d'un Etat musulman et qui sont contraints, surtout ces dernières années, au silence. Après tout, on ne sait pas grand-chose de ce qui se trame, en pas, dans les villages.

Plus l'Indonésie se javanise, plus la situation paraît confuse. Le pouvoir y est exercé par de bons musulmans, et c'est parce qu'il est chrétien que le chef d'Etat-major général des armées, Benny Murdani, n'a aucune chance de succéder, le jour venu, au président Suharto, lui-même un ancien général âgé de soixante-cinq ans, et qui a déjà annoncé sa candidature, en 1983, à un cinquième mandat présidentiel. Mais l'équilibre, toujours à refaire, entre l'islam et l'Etat « pancasila » devra vivre avec son environnement.

La diaspora chinoise est dominante à Singapour, forme le tiers de la population de la Malaisie péninsulaire et constitue une communauté de quelques millions de gens en Indonésie. Elle pèse, dans les affaires, le commerce et la finance, d'un poids assez lourd pour que les pouvoirs locaux choisissent, dans les faits, de cohabiter avec elle. Même en Indonésie, les Chinois ont depuis longtemps relevé la tête depuis les pogromes de 1965-1966.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) L'ouvrage de référence, sur l'ensemble du sujet, est constitué par les deux numéros de la revue *Archipel* consacrés à « L'islam en Indonésie » (CI le Monde des 14-15 septembre 1986, *Archipel*, 54, bd Raspail, 75270 Paris Cedex 06).

## Présence de l'islam en Asie



Les zones en gris représentent les régions à population exclusivement ou majoritairement musulmane, les zones striées celles où vivent des populations fidèles à l'islam, mais minoritaires. Le monde communiste asiatique n'est pas à l'abri de la montée de l'intégrisme : en Union soviétique et en Chine, les musulmans ne représentent respectivement que 18 % et 1 % de la population totale, mais sont concentrés en Asie centrale et constituent de ce fait un facteur stratégique dans la rivalité entre les deux voisins. D'autant que le renouveau de la foi islamique recouvre une hostilité croissante à l'égard du pouvoir central, et que, de part et d'autre de la frontière, les gouvernements éprouvent de sérieuses difficultés à freiner l'expansion démographique de ces populations.

Dans le sous-continent indien, le gros de la population musulmane se trouve dans le Nord (95 % des 95 millions de Pakistanais, 85 % des 101 millions d'habitants du Bangladesh, 12 % des 760 millions d'Indiens). Outre la guérilla musulmane philippine, l'islam anime encore plusieurs mouvements insurrectionnels dans le Sud-est asiatique : en Birmanie, près de la frontière du Bangladesh, en Thaïlande, près de la frontière de la Malaisie, et même au sein de la résistance vietnamienne du Cambodge, où les tendances nationalistes ont tenté d'intégrer à leur lutte des bataillons musulmans héritiers de la défunte tradition des Chams, dont la plupart des représentants ont été massacrés par les Khmers rouges de 1975 à 1979. Avec 87 % de fidèles sur ses 165 millions d'habitants, l'Indonésie est en principe la plus importante nation musulmane du monde.

## La guérilla du peuple Moro aux Philippines

MANILLE  
correspondance

Un haut fonctionnaire américain, spécialiste des Philippines, a émis récemment, en privé, un jugement inhabituel de la part d'un envoyé de Washington : des deux rébellions ennemies du pays, la plus inquiétante, selon lui, n'est pas celle d'inspiration communiste, mais la guérilla musulmane. Cette dernière, a-t-il estimé, est virtuellement impossible à éradiquer. De fait, les négociations entreprises après la signature d'un cessez-le-feu provisoire, en avril 1986, entre le gouvernement de Mme Aquino et le Front national de libération Moro (MNLF) sont toujours dans l'impasse.

La clé du problème réside dans l'équilibre démographique : traditionnellement, le bangsar Moro (le peuple Moro), la population originelle des Philippines avant la colonisation espagnole, occupait des terres réparties sur vingt-trois des actuelles provinces du Sud philippin, soit les îles de Mindanao, Tawi-tawi, Sulu, Basilan et Palawan. Or, depuis la seconde guerre mondiale, la composition démographique a fortement évolué avec l'arrivée massive de colons chrétiens venus du nord de l'archipel, attirés par la riche terre méridionale. Dans une bonne partie des provinces du sud aujourd'hui, les musulmans Moro — au total, deux millions et demi d'habitants — sont devenus minoritaires. Il s'agit donc de parvenir non seulement à un com-

promis sur le degré d'autonomie, que le gouvernement serait éventuellement prêt à accorder aux provinces musulmanes au sein de la république des Philippines, mais aussi à un arrangement sur l'étendue géographique des provinces en bénéficiant.

L'insurrection musulmane moro remonte à une quinzaine d'années. Elle a fait environ cinquante mille morts. Rien n'indique qu'elle doive prendre fin dans un avenir proche.

Pourtant, l'atmosphère prévalant après la chute de Ferdinand Marcos avait, un temps, laissé penser que cette guérilla et le gouvernement accomplissaient des progrès dans la voie d'un rapprochement. « Marcos parti », disait-on, le principal obstacle à une réconciliation entre chrétiens et musulmans s'était évanoui.

comme trop restreinte l'application que Marcos avait tirée de cet accord en créant deux régions musulmanes couvrant seulement dix des vingt-trois provinces revendiquées par les indépendantistes.

Mais peu après la rencontre de Djeddah, la guérilla haussa sensiblement la barre des négociations : dans un document secret transmis au gouvernement, en date du 20 février, les maquisards proposaient un programme en vingt-six points prévoyant en particulier la mise en place d'une administration militaire provisoire sous son égide, et le retrait immédiat des forces gouvernementales. Toutes conditions évidemment inacceptables pour Manille.

## Désintérêt de la Libye

Techniquement, c'est au Congrès élu le 11 mai qu'il revient de définir la notion d'autonomie devant s'appliquer aux régions musulmanes, et cela sur la seule île de Mindanao, aux termes de la Constitution. Devant l'impasse, le gouvernement a été amené à proposer au MNLF une solution en deux temps : un premier référendum serait organisé pour délimiter l'étendue géographique des régions concernées par le statut d'autonomie, et un second soumettrait à la population une réforme socio-économique préparée dans l'intervalle par une commission spéciale dont la présidence serait confiée à M. Nur Misuari. Une manière de tester les capacités de politicien de ce dernier.

Le principal atout dans la main du gouvernement est le désintérêt manifesté ces derniers temps par la Libye pour les séparatistes musulmans. Il est loin, le temps où l'assistance de ce pays permettait à la guérilla d'immobiliser dans le Sud une part importante de l'armée de Marcos. Tripoli est, aujourd'hui, plus intéressée à commercer avec Manille.

En revanche, le gouvernement a dû reconnaître — à contre-cœur — à l'Organisation de la conférence islamique un rôle d'arbitre dans la querelle. L'OCI soutient les autonomistes du Sud philippin au point que le négociateur gouvernemental, M. Emmanuel Pelaez, s'est rendu à la fin de la semaine dernière à Singapour pour y rencontrer le secrétaire général de l'Organisation, M. Sherifuddin Pirzada pour tenter de relancer les pourparlers dont la phase directe a échoué.

Mais l'OCI n'est pas pour autant prête à suivre M. Nur Misuari dans son intransigence. C'est là que l'inconnue demeure : si les circonstances venaient à priver le leader musulman de l'appui de cette organisation, le risque est qu'il retourne à ses premières amours marxistes-léninistes et s'allie à la puissante guérilla communiste. Déjà, on parle d'accords conclus sur le terrain local entre unités communistes et maquisards musulmans. Que ces derniers soient fondés ou non, il est certain que c'est là ce que redoute par dessus tout le gouvernement de Mme Aquino.

KIM GORDON-BATES.



150

## Enquête

### Des musulmans en Asie

# Le péché originel de l'islam sud-asiatique

NEW-DELHI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

PLUS d'un quart des musulmans de la planète vivent en Asie du Sud : essentiellement au Pakistan, au Bangladesh et en République indienne. Trois États distincts qui se sont livrés trois guerres et qui, pourtant, il y a seulement quarante ans formaient un seul et même pays, l'Inde.

L'histoire ne dira jamais si l'islam sud-asiatique, resté uni — comme il l'avait été pendant des siècles — à l'intérieur d'une seule et même entité géo-politique, aurait atteint le degré de « maturité » qui est le sien en 1987. Une chose est sûre : c'est bien l'islam, ou plutôt l'idée que s'en firent quelques penseurs musulmans à l'aube des années 40, qui est à l'origine d'un des plus sanglants drames humains de ce siècle. La partition de 1947, la vivisection, dans un bain de sang, de l'empire britannique des Indes, demeure le péché originel de l'islam sud-asiatique.

Toutes les difficultés des musulmans de la région sont liées, d'une manière ou de l'autre, à cette tragédie. La partition n'a pas seulement coûté la vie de plusieurs centaines de milliers de gens, déracinés des millions de familles et traumatisés des générations entières, elle a surtout démontré, bien avant la guerre Iran-Irak, que la puissance unificatrice de l'islam, au nom duquel les hommes ont démembré un grand pays, était proche de zéro face aux différences ethniques, culturelles et même tribales de ceux qu'elle voulait rassembler.

Même à Sri-Lanka, où ils ne sont qu'un petit million (soit 7 % de la population), les enfants du Prophète, essentiellement sunnites, sont partagés par la culture (singhalaise ou tamoule) et par la politique pour ou contre la séparation tamoule.

#### Le Pakistan déchiré

La « patrie des purs » elle-même, ce Pakistan arraché au colonisateur par la volonté d'un homme de fer, Mohamed Ali Jinnah, cherche encore, quarante ans après son extraction des entrailles de l'Inde, la force qui lui permettra de survivre aux nationalismes querelleurs de ses quatre grandes ethnies. La cinquième, celle qui peupla la partie orientale du pays, a fait sécession en 1971. Les Bengalis musulmans ont alors fondé, dans le sang, le Bangladesh.

De la même manière, des Sindhis, aujourd'hui autour de Karachi, luttent pour la création du « Sindhisland », des Balouches dans le sud-ouest se battent pour le « Baluchistan » et les Pathans, le long de la frontière avec l'Afghanistan, ne rêvent que du « Pashtunistan ». Entre deux et trois millions de réfugiés afghans, en majorité d'ethnie pathane, accueillis il y a huit ans après l'invasion de leur pays par les Soviétiques, sont venus compli-

quer un peu plus le problème existentiel du Pakistan.

Périodiquement livré aux émeutes dans lesquelles s'affrontent majorité sunnite (75 %) et minorité chiite (20 %), réfugiés mohajirs et bisharis (1) contre autochtones sindhis et pathans, le Pakistan a cessé depuis longtemps de représenter la terre promise des musulmans indiens. Ses quatre-vingt-quinze millions d'habitants ont vécu en quatre décennies d'indépendance vingt et un ans de loi martiale et subi trois guerres contre le puissant voisin indien.

#### L'échec du Bangladesh

Le Bangladesh, pour être ethniquement homogène, n'est guère mieux loti. Pratiquant un islam plus tolérant que celui du Pakistan — ce qui permet notamment la coexistence avec quinze millions d'hindous — les Bangalais, quinze ans après leur indépendance, cherchent toujours le système socio-politique qui leur ouvrira les portes de la stabilité.

Cent millions d'individus sur une éponge grande comme le quart de la France : l'essentiel du « cas désespéré » bangalais, dont parlait autrefois Kissinger, tient dans cette équation. La multiplication des mosquées, l'intégrisme croissant, ne peuvent rien y changer. En quinze ans, deux des trois présidents élus sont morts assassinés.

L'échec, ici, n'est pas celui de l'islam — encore que l'essentiel de l'aide internationale dont dépend la survie du pays provient de l'Occident et non des riches « frères arabes » — mais la religion n'a pas pu triompher des fléaux qu'Allah a semés sur le chemin de cette malheureuse nation. Le soir, quand s'élève des minarets de Dacca, l'appel mélodieux du muezzin, des intellectuels bangalais, parfois, se prennent à regretter le temps où leur delta était encore appelé le Bengale indien...

C'est, en effet, incontournable : des milliers de familles bangalaises tentent quotidiennement de franchir illégalement les frontières indiennes, à la recherche de leur place, mais on n'a plus jamais vu, depuis 1947, de musulmans indiens risquer la prison ou la mort pour aller émigrer au Pakistan ou au Bangladesh. Les échecs — réels — de l'intégration des musulmans en Inde trouvent leur relative.

#### Vestiges d'un passé prestigieux en Inde

Ils sont officiellement quatre-vingt-dix millions de croyants éparpillés du Cachemire — seul État des vingt-quatre de l'Union indienne où ils sont majoritaires — au Kerala, à la pointe sud du pays. Ils forment l'islam le plus hétéroclite qui se puisse trouver dans un même pays. Plus orthodoxes au sud qu'au nord, moins « hindouisés » au Tamil Nadu qu'au Rajasthan, plus insouciés au Gujarat que dans la vieille Delhi, les « musulmans » indiens, mis à part un anti-islamisme fervent, n'ont vraiment qu'un dénominateur commun : la crainte. Celle de perdre leur identité, de se faire noyer dans l'océan hindou qui les entoure.

Leur foi est la seconde du pays. Aucune autre pourtant ne s'est sentie aussi constamment vulnérable que celle-ci. Le problème sikh a cinq ans, celui des musulmans a plusieurs siècles. Ils ont été conquérants, dominateurs et souverains. Ils ont créé des empires, bâti des palais, des jardins et des mausolées parmi les plus somptueux de la terre (Taj-Mahal, Fort rouge, Palais des vents Qutub Minar, etc.). Les « Grands Moghols » ont à jamais imprimé leur marque sur la culture, les arts et les lettres de l'Inde.

Où qu'il se tourne, le musulman indien a partout sous les yeux les vestiges de son prestigieux passé. La difficulté qu'il éprouve à accepter sa condition minoritaire — même s'il appartient à « la plus vaste minorité du monde » — dans un État démocratique n'en est que plus grande. La Constitution lui garantit les mêmes droits

et privilèges que ceux des autres citoyens.

La République indienne a compté deux présidents et un vice-président musulmans. Beaucoup de croyants ont appartenu au gouvernement central, près d'une cinquantaine sont à l'Assemblée nationale et un grand nombre occupent des fonctions ministérielles dans divers États régionaux. Preuves d'équité ? « Non », répond Syed Shahabuddin, porte-parole flamboyant des frustrations de la communauté. « Nous constituons 12 % de la population et moins de 5 % des emplois de l'État sont occupés par nous ».

Parmi les sept mille plus hauts fonctionnaires de la République, cent quarante-deux seulement sont musulmans. Dans les universités, ils représentent à peine 6 % du total.

Il y a peu de musulmans dans la justice — 15 juges de haute cour sur 441 — et guère plus dans la police (environ 3 % du total). Les fidèles du Prophète sont souvent plus mal logés et ont plus de mal à obtenir prêts bancaires et aide sociale.

Dans les bidonvilles de Bombay, d'Ahmedabad et d'ailleurs, les émeutes qui éclatent périodi-

quement à propos de tout et de rien font souvent plus de victimes — plusieurs centaines chaque année — chez les croyants. La police, indigente et corrompue, est rarement de leur côté.

#### La montée du militantisme islamique

Au musulman, l'adepte de Vishnou reproche pêle-mêle de faire trop d'enfants, d'être paresseux, de manquer d'hygiène et de fournir le gros des contingents de la pègre. Ou l'imaginaire sanguinaire et destructeur, comme sont décrits les envahisseurs mongols dans les livres d'histoire. Ou doute de son patriotisme, ou le soupçonne de loyauté extraterritoriale — vis-à-vis du Pakistan bien sûr, mais aussi, depuis quelque temps, de l'Iran, alors que 10 % seulement des musulmans indiens sont chiites.

La majorité hindoue a oublié que plus de trente millions de musulmans, en 1947, ont choisi volontairement, parce qu'ils croyaient à l'Inde, de rester sur place. Ils demeurent, dans l'inconscient populaire, collectivement responsables du « crime de partition ». Lourds fardeaux à por-

ter, que la multiplication des mouvements hindouistes sectaires n'allège en rien, mais que la jeune génération musulmane rejette. Le vendredi, à la Jama Masjid de Delhi, véritable « cathédrale » de l'islam indien, le son de l'imam monte chaque semaine un peu plus, et ses discours enflamment les cœurs.

Des milices de défense musulmanes ont été créées. Il y a deux mois, la capitale indienne a été le théâtre du plus grand rassemblement de croyants depuis l'indépendance. Ils réclamaient la « libération immédiate » d'une mosquée historique de l'Uttar Pradesh, construite sur un site que les fondamentalistes hindous

revendiquent comme « le lieu de naissance du Dieu Rama ». Trois mois plus tôt, Syed Shahabuddin avait appelé ses frères à boycotter, pour le même motif, la fête nationale de la République. Ce geste sans précédent illustre la montée du militantisme islamique, qui, si les autorités n'y prennent garde, risque bien de dégénérer...

PATRICE CLAUDE.

(1) Sont appelés mohajirs les musulmans indiens qui ont rejoint le Pakistan en 1947, et bisharis ceux qui avaient d'abord émigré au Pakistan-Orient et l'ont vu lorsque celui-ci est devenu le Bangladesh.

JE PASS DU QUEBEC AU SASKATCHEWAN.

## Devinez qui a commandé le copieur Ricoh ?



Depuis que ma secrétaire dispose d'un copieur Ricoh, un petit mot fait partie de son quotidien :

« Merci ».

C'est vrai, « merci » d'améliorer le rendement global de la Société.

« Merci » de réduire les factures d'entretien.

« Merci » Ricoh, à ses machines ultra fiables qui ont fourni des copies aussi nettes et parfaites.

Depuis plus de 50 ans, Ricoh crée du matériel de bureau dans un souci de simplicité et de modernisme.

En se mettant à sa place... Et à la mienne !

Car tout ce que l'on souhaite, on le retrouve dans les moindres détails des équipements Ricoh : commodité d'utilisation, technique de pointe pour simplifier les tâches, entretien personnalisé et surtout, normes de qualité et de fiabilité sans égales.

Ricoh, c'est la confiance. Cette confiance lui a permis de réussir dans plus de 130 pays.

Et, ultime preuve de sa compétence, il est numéro un sur le marché des copieurs au Japon où l'on a, paraît-il, le sens des affaires.

# RICOH

SPONSOR OFFICIEL DES DOSSARDS



RICOH FRANCE S.A. - 192, AV. CHARLES-DE-GAULLE 92200 NEUILLY-S/SEINE  
DISTRIBUÉ PAR : S.M.O. 24, AVENUE DE L'EUROPE - 78141 VÉLIZY  
GROUPE SETTON 10, RUE DES MINIMES 92270 BOIS-COLOMBES - TÉL. : (0) 47.24.74.77  
VILLA COURLAY CEDEX - TÉL. : (0) 39.46.96.38

## Les îles de la S

que le vendredi, et si le ramadan est assez largement suivi, les musulmans ne pratiquent pas la religion. La religion est présente à l'occasion des grands actes de la vie : circoncision, mariage et enterrement. Mais de toute façon, même les religions locales — essentiellement à Java — l'emportent sur le reste, beaucoup de musulmans sont classés « indigènes ». En d'autres termes, que 87 % des indonésiens sont musulmans ne signifie pas grand-chose.



La religion était interdite de l'Inde, le décret sur le pouvoir l'islam en son sein. Les musulmans étaient, avec les chrétiens, les seuls à ne pas être considérés comme « indigènes ». Les musulmans étaient, avec les chrétiens, les seuls à ne pas être considérés comme « indigènes ».

La religion était interdite de l'Inde, le décret sur le pouvoir l'islam en son sein. Les musulmans étaient, avec les chrétiens, les seuls à ne pas être considérés comme « indigènes ».

## oro aux Philippines

Le principal obstacle au gouvernement est le mouvement des musulmans. Les musulmans sont, avec les chrétiens, les seuls à ne pas être considérés comme « indigènes ».

## Liberté de la Libye

Liberté de la Libye. Le principal obstacle au gouvernement est le mouvement des musulmans. Les musulmans sont, avec les chrétiens, les seuls à ne pas être considérés comme « indigènes ».

JE PASS DE HALIFAX A VANCOUVER



# Politique

## Les dissonances majoritaires, le premier ministre

### Qui gouverne ?

M. JACQUES CHIRAC « *veille* », mais qui gouverne ? Il faudrait craindre, si l'on comprend bien M. Michel Noir, que M. Charles Pasqua n'ait, au chapitre, une voix prépondérante. Certains se rassurent en pensant que ce sont les idées de M. Edouard Balladur qui non seulement commencent, mais finissent toujours par s'imposer. M. Philippe Séguin désespère de faire respecter les sennes. M. Alain Chalon y a renoncé. Pour ceux de l'UDF, le problème est simple puisqu'il ne se pose pas : ils administrent, comme M. Pierre Méhaignerie, ou tentent de s'illustrer, comme M. François Léotard.

Le premier ministre est contraint de faire et de refaire la démonstration d'une autorité qui redevient incertaine aussitôt qu'affichée. Son irritation croissante a éclaté dans la violente remontrance qu'il a adressée, mardi en privé, au ministre délégué au commerce extérieur, M. Noir, coupable d'avoir voulu aborder de front le problème de l'extrême droite et d'avoir évoqué l'hypothèse maudite d'une défaite de la majorité, n'a pas eu le loisir d'expliquer sa position ni d'entendre M. Chirac justifier la sienne. Le propos de ce dernier se résumait à peu de chose : « C'est comme ça », dit le chef.

M. Chirac doit-il s'en prendre à lui-même du désordre qui règne dans sa maison ? Plusieurs facteurs concourent à rendre particulièrement difficile la tâche de chef du gouvernement, ou de la majorité, ou de la droite : bref, la responsabilité de l'exercice du pouvoir par le camp auquel les électeurs l'ont confié. La cohabitation, d'abord, a imposé à

M. Chirac de redéfinir la fonction de premier ministre, dans un conflit latent et, périodiquement, patent avec le président de la République. C'est l'ère des bis et des assises inconfortables entre deux chaises. Président bis, le chef du gouvernement est doté d'un premier ministre bis, M. Balladur, dont M. Alain Juppé se rêve, parfois, le ministre des finances bis, sans oublier le ministre de l'intérieur bis que M. Robert Mandroux a fallu devenir auprès de M. Pasqua.

Courant de Londres à Strasbourg, de Washington à Moscou, M. Chirac s'impose une activité dont tous les premiers ministres, avant lui, se résignaient, sans peine d'ailleurs, à être déchargés. Imagine-t-on que la majorité abandonne au chef du camp adverse la politique extérieure ? Et comment le candidat à la présidence de la République qu'est M. Chirac pourrait-il, au sommet de l'Etat, laisser son possible adversaire assumer seul la responsabilité à laquelle il prétend lui-même ?

#### Discipline et efficacité

Gouverner devait donc avoir, après les élections de mars 1986, un autre sens qu'auparavant. Pas seulement pour M. Chirac, mais aussi pour ses partenaires. Il n'est pas sûr que ceux-ci veuillent à leur tour être gouvernés ni qu'ils puissent l'être. Passé une période de mise en place de la cohabitation, dans laquelle le projet de M. Chirac — appliquer le programme sur lequel la majorité avait été élue — s'imposait, l'affaire Devequet a fait

voler en éclats l'apparence de cohésion jusqu'à respectée. Le premier ministre, depuis lors, ne parvient pas à rétablir durablement la discipline dont il a besoin pour assésir sa propre candidature à l'Elysée, et d'abord pour assurer l'efficacité de gestion, qui est son fort.

Le manque de cohésion ne résulte pas seulement, comme M. Balladur a feint de le croire lorsqu'il a proposé « une pause » politique, de la pluralité des candidatures au sein de la majorité. Il tient aussi à un défaut de cohérence qui affecte la droite depuis sa défaite de 1981. La « projet de société » commun, auquel tous ses dirigeants, et M. Chirac au premier rang d'entre eux, avaient couronné de sa réferre naguère, n'existe plus. Les dégâts que peuvent faire M. Jean-Marie Le Pen et ses affidés n'ont pas d'autre origine. La conservation du pouvoir assurait une synthèse à laquelle les électeurs de droite, avec ou sans états d'âme, finissaient toujours par se rallier. La perte du pouvoir l'a détruite. Le retour de 1986, loin de la reconstituer, en accuse au contraire l'absence.

La discorde, virtuelle ou agissante, est partout : au sein de l'UDF comme — le crime reproché à M. Noir est de l'avoir révélé — au RPR, au gouvernement comme au Parlement, chez les représentants comme chez leurs mandants. Le « phénomène de génération » qui a opposé les ministres plus jeunes du PR ou du CDS au RPR, lors de la crise universitaire, et qui distingue, aujourd'hui, face à l'extrême droite, les jeunes chiraquiens de leurs aînés, n'en est qu'un des aspects. Le moindre mérite de M. Noir n'est pas d'avoir, à sa façon, indiqué une ligne sur laquelle il était possible à la majorité de faire front.

Qui gouverne M. Chirac ? Ce n'est pas la première fois que la question se pose, mais le doute qu'elle traduit aujourd'hui ne se résume pas à une interrogation sur la personne du premier ministre.

PATRICK JARREAU.

### L'ultime avertissement

« *Quand les bornes sont franchies*... » M. Chirac a redouté que, si la dégradation de la situation au sein de la majorité se poursuivait, alors « il n'y ait plus de limites », comme disait François Ponsard (le Monde du 21 avril 1987). Le premier ministre a donc voulu donner un coup de semonce, pour tenter de couper court au spectacle de la désunion de la majorité, dont l'opinion est de plus en plus consciente.

Particulièrement irrité par la déclaration de M. Michel Noir au Monde, qui laissait accroître que certains éléments de la majorité avaient des complaisances pour l'extrême droite, M. Chirac n'a pas voulu laisser ce soupçon s'accroître davantage. M. Noir ne considérait-il pas déjà cette tendance comme irréversible puisqu'il allait jusqu'à envisager une défaite de la majorité en mars prochain ? Revenant de Moscou, où les dirigeants soviétiques lui avaient fait plusieurs remontrances concernant le comportement, à leur égard, de M. Noir, ainsi que celui de M. Mailhuret, l'ère du chef du gouvernement s'est encore accrue avec la déclaration de M. Noir mardi matin 19 mai à Europe 1, affirmant : « Je persiste et signe ».

Convoqué aussitôt à l'hôtel Matignon, l'ancien député du Rhône a subi pendant une demi-heure en tête à tête la colère du chef du gouvernement. Cette admonestation particulièrement vigoureuse constituait à la fois un ultime avertissement et un exemple pour d'autres. M. Chirac n'a toutefois pas demandé — cette fois-ci — à M. Noir de renoncer à ses fonctions, et ce dernier n'a pas présenté sa démission. Mais il a sans doute compris qu'il avait à choisir entre ses états d'âme et sa présence au gouvernement.

Aussitôt après, pendant environ dix minutes, devant l'ensemble

des membres du gouvernement, M. Chirac a fait une mise au point en forme de *valedictum* du parfait ministre et du loyal membre de la majorité. Cette adresse à propos de laquelle M. Chirac a prévenu ses auditeurs qu'il n'y aurait aucun débat a donné lieu à un résumé que M. Bandonin, son porte-parole, a lu à la presse.

M. Chirac dans son propos — rappelant celui qu'il avait tenu deux semaines auparavant aussi bien au déjeuner de la majorité qu'à la séance des questions orales au Palais-Bourbon — a insisté sur le fait que la majorité avait été élue le 16 mars sur son propre programme, que le gouvernement met en œuvre, et qu'il est inutile de chercher des références ailleurs, et encore moins d'offrir à M. Le Pen des occasions de polémique.

#### Le premier ministre critique

Le premier ministre a rappelé qu'il est moins que quiconque — lui qui n'a jamais rencontré M. Le Pen en tête à tête — responsable de la moindre comminence avec le Front national. Il a estimé que « l'extrême droite a toujours représenté en France 1 % à 2 % des voix mais, selon les époques, elle grossit par l'apport de citoyens mécontents de leur sort ou exaspérés par certaines conditions de vie ». Il a ajouté que ces personnes doivent être prises en compte, ainsi que leurs problèmes, et donc qu'il ne faut « exclure ni rejeter les électeurs de M. Le Pen », alors qu'en revanche l'idéologie et les dirigeants nationaux du Front national doivent être « combattus ». En quel que sorte pour le leader de la majorité, « nous, c'est nous, et le Front national, c'est l'extrême droite ».

Tandis que les ministres écoutaient en silence et sans prendre de notes ce clair rappel à l'ordre, le bureau du groupe parlementaire RPR siègeait à l'Assemblée nationale. Son président, M. Pierre Messmer, recevait un double mandat : inviter les députés à « rester à l'écart des orages provoqués par les déclarations de tel ou tel ministre », et aussi « demander au premier ministre de porter remède à une situation qui donne au gouvernement une mauvaise image et fait tort à la majorité ».

D'anciens premiers ministres, comme MM. Debré et Chaban-Delmas, se sont étonnés d'une telle « cacophonie » au sein du gouvernement, et M. Messmer a estimé que « si un ministre est libre de parler en public des questions relevant de ses compétences, il devrait pour évoquer les problèmes de politique générale obtenir l'autorisation du premier ministre ». Le reproche adressé à l'actuel chef du gouvernement par ses prédécesseurs, pour être implicite n'en est pas moins net.

Plusieurs élus RPR condamnent, plus ouvertement, la « maladresse » de M. Noir. Il est vrai que les RPR qui ne manquaient pas depuis un certain temps de danser sur les divisions de l'UDF étaient particulièrement déçus que le scandale vienne maintenant d'un des leurs.

M. Messmer, qui estime « préférable de ne pas divulguer » lorsque l'on est ministre, expliquait cependant que « les gens qui ont fait la guerre n'ont aucun complexe à l'égard du problème du racisme, de l'antisémitisme ou de l'immigration. Ils n'ont plus à faire leurs preuves. Les plus jeunes, en revanche, qui découvrent ces épures, ont naturellement tendance à en rajouter ». Une explication plausible qui ne

### DEVOYEE, LA « GUEUSE » ?..

Par GUY LECLERC-GAYRAU  
(Éditions ALBATROS)  
Entre le « millénaire » et le « bicentenaire »... une présidentielle !  
Exemplaire dédicaté (70 F francs) sur demande  
au CEDIP : 185, av. Victor-Hugo, 75116 Paris

## FEDERATION NATIONALE DES MUTUELLES DE FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ETAT

La solidarité n'est pas seulement une grande idée.

Elle est un des fondements de notre société  
C'est elle qui a donné naissance à la Sécurité Sociale  
C'est elle qui a permis de rendre le progrès médical accessible à tous

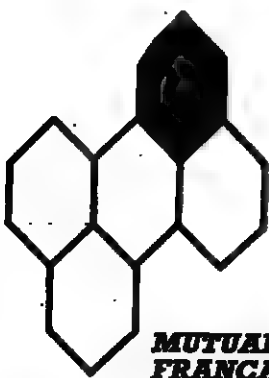


Aujourd'hui la Sécurité Sociale doit évoluer en s'appuyant sur une solidarité accrue pour poursuivre son œuvre.

LA MUTUALITÉ FRANÇAISE PROPOSE DES MESURES EFFICACES, ÉQUITABLES ET ADAPTÉES. SOUTENEZ SES PROPOSITIONS EN PARTICIPANT LE 23 MAI AU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DE 11 HEURES A 16 HEURES A L'HIPPODROME DE VINCENNES.

À cette occasion, les mutuelles de fonctionnaires vous invitent à découvrir une œuvre mutualiste : le Centre médico-chirurgical de la Porte-de-Choisy (CMC).

Au stand du CMC, vous pourrez participer à trois rencontres.



- 12 h 30 : Innovations médico-chirurgicales avec la participation de chirurgiens, de médecins et de chercheurs du CMC.
- 13 h 30 : Évaluation des pratiques médicales avec notamment le professeur Henrard.
- 15 h 00 : Le SIDA : craintes et espoirs avec le docteur Willy Rozenbaum, entouré de médecins du CMC.

FNMFAE : 17, avenue de Choisy, 75013 PARIS.

l'effet Le Pen  
M. Jacques

Le débat sur l'immigration  
M. Séguin la volonté

M. Chirac, qui estime « préférable de ne pas divulguer » lorsque l'on est ministre, expliquait cependant que « les gens qui ont fait la guerre n'ont aucun complexe à l'égard du problème du racisme, de l'antisémitisme ou de l'immigration. Ils n'ont plus à faire leurs preuves. Les plus jeunes, en revanche, qui découvrent ces épures, ont naturellement tendance à en rajouter ».

M. Messmer, qui estime « préférable de ne pas divulguer » lorsque l'on est ministre, expliquait cependant que « les gens qui ont fait la guerre n'ont aucun complexe à l'égard du problème du racisme, de l'antisémitisme ou de l'immigration. Ils n'ont plus à faire leurs preuves. Les plus jeunes, en revanche, qui découvrent ces épures, ont naturellement tendance à en rajouter ».

M. Messmer, qui estime « préférable de ne pas divulguer » lorsque l'on est ministre, expliquait cependant que « les gens qui ont fait la guerre n'ont aucun complexe à l'égard du problème du racisme, de l'antisémitisme ou de l'immigration. Ils n'ont plus à faire leurs preuves. Les plus jeunes, en revanche, qui découvrent ces épures, ont naturellement tendance à en rajouter ».

PASS PAR CANAL



550 000 000 000

# Politique

## et l'effet Le Pen de M. Jacques Chirac

constituait pourtant pas une excuse absolue.

Devant ses collaborateurs, M. Chirac exposait au même moment une idée voisine, disant en substance : « Vous pouvez parler librement pour défendre la politique du gouvernement, exposer votre action propre et riposter à l'opposition, c'est-à-dire aussi au Front national. Chacun peut avoir des idées personnelles mais il faut, avant tout, préserver la solidarité de la majorité et du gouvernement. Si vos options sont très marquées, il vaut mieux que vous les exprimiez en n'appartenant plus au gouvernement. Si vous pensez devoir dire certaines choses difficiles, venez m'en parler ».

Dans l'esprit de M. Chirac, tous les membres du gouvernement étaient ainsi désormais dûment prévenus. Cette règle pourrait-elle être respectée par les trois chefs de parti MM. Méhaignerie (CDS), Léotard (PR),

Rossinot (rad.), qui siègent au gouvernement lorsque la campagne présidentielle sera engagée ? Cette objection renforcée M. Chirac dans son souhait d'établir entre les candidats de la majorité un « code de bonne conduite » qui permettrait de concentrer les attaques contre les adversaires communs... ou d'éviter, au moins pendant quelques mois encore, les combats fratricides.

C'est le thème de l'union de la majorité — une union à restaurer — qui a dominé les discussions du déjeuner hebdomadaire des leaders de la coalition à l'Hôtel Matignon. Bien que M. Romani, président du groupe sénatorial du RPR, ait demandé le départ du gouvernement de M. Noir et aussi de M. Malhuret, alors que M. Léotard parlait de la « maladie » de son collègue, mais soulignant qu'elle correspondait aux sentiments de la jeune génération (il avait adressé à M. Noir, le

### M. Jospin : le rêve de M. Chirac

Commentant le rappel à l'ordre du premier ministre, le premier secrétaire du PS a estimé, le mardi 19 mai sur Europe 1, « que tout cela allait dans le sens d'un M. Chirac plus proche de M. Pasqua que de ceux qui refusent les thèses et les positions de l'extrême droite ». Conclusion de M. Jospin : « M. Chirac doit rêver d'un accord avec le Front national au deuxième tour de l'élection présidentielle ».

### PROPOS ET DÉBATS

#### M. Jospin : le rêve de M. Chirac

Commentant le rappel à l'ordre du premier ministre, le premier secrétaire du PS a estimé, le mardi 19 mai sur Europe 1, « que tout cela allait dans le sens d'un M. Chirac plus proche de M. Pasqua que de ceux qui refusent les thèses et les positions de l'extrême droite ». Conclusion de M. Jospin : « M. Chirac doit rêver d'un accord avec le Front national au deuxième tour de l'élection présidentielle ».

#### M. Chevenement : « bis repetita »

« Un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne ». En vertu de ce principe qu'il établit et exécuta lui-même en 1983, l'ancien ministre socialiste a estimé, le mardi 19 mai sur RMC, que « lorsqu'un ministre n'est pas d'accord sur un sujet grave qui engage profondément la politique du gouvernement, il doit être capable d'en tirer les conséquences ».

#### M. Le Pen : la majorité est minée

Dans une déclaration à l'AFP, le mardi 19 mai, le président du groupe sénatorial de la Gauche démocratique a déclaré qu'en demandant « à sa majorité de proscrire tout propos

#### M. Pelletier : refus des extrêmes

Dans une déclaration publiée le mardi 19 mai, le président du groupe sénatorial de la Gauche démocratique a déclaré qu'en demandant « à sa majorité de proscrire tout propos

## CANADA PASS, JE PASS PARTOUT.

Pour découvrir le Canada en toute liberté, Air Canada vous propose le Canada Pass: Canada Pass, c'est un forfait hôtel + voiture pour 240F par jour et par personne.

Ce prix est valable jusqu'au 14 juin et offre pour une personne, une nuit d'hôtel en chambre double catégorie standard, une journée voiture catégorie A et 200 km par jour (taxes, assurances, essence en supplément). Canada Pass est valable pour une location minimum de 4 jours, hôtel + voiture (la voiture doit être prise et rendue dans la même ville). Le Canada Pass c'est aussi un choix de 146 hôtels couvrant 80 villes.

Alors, n'attendez plus pour composer votre itinéraire canadien.

Pour plus d'informations, consultez la brochure "en route" d'Air Canada disponible dans toutes les agences de voyages et chez Air Canada.

**CANADA PASS FORFAIT HOTEL + VOITURE 240F PAR JOUR ET PAR PERSONNE.**

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS AIR CANADA

## Le débat sur l'insertion des travailleurs handicapés M. Séguin face à la mauvaise volonté patronale

M. Philippe Séguin n'a pas toujours à faire à une Assemblée nationale rétive devant ses propositions. Quand il lui propose un texte s'efforçant d'améliorer la situation des handicapés, le ministre des affaires sociales ne peut trouver qu'un large accord sur le principe et même sur l'essentiel des modalités. Pourtant, son attitude n'a guère été différente le mardi 19 mai, alors qu'il espère un consensus sur son projet, que les jours précédents lorsqu'il devait faire face à l'opposition inébranlable des socia-

listes et des communistes sur l'aménagement du temps de travail : hors du dispositif précis qu'il a choisi, point de salut ; tous ceux qui souhaitent le modifier sont renvoyés à leurs chères études, qu'ils soient de gauche ou de droite. Les amendements proposés par quelques membres de la majorité étaient mardi et doivent être encore mercredi, il est vrai, plus aimés par le soubre de limiter les charges des entreprises que par la volonté d'améliorer l'insertion des handicapés sur les lieux de travail.

Car, là encore, tout le monde est d'accord. Quand M. Louis Mercadier (PS, Calvados), dont chacun reconnaît la qualité de l'action qu'il a menée pour l'insertion des handicapés quand il était ministre des PTT, dit : « Les textes ne valent que par l'application qui en est faite », il souligne la même idée que M. Séguin quand celui-ci reconnaît que « les textes valent surtout par la détermination de ceux qui sont chargés de les appliquer ». Les agents économiques auront-ils la même détermination que celle manifestée mardi, lors de la discussion de ce texte, et, normalement, mercredi lors de son adoption par les hommes politiques ?

THIERRY BRÉMER.

« Qu'il est triste qu'il faille légiférer pour permettre aux handicapés de trouver un travail. Tout le monde fait bien ce regret émis par M. Jean Barillet (RPR, Val-d'Oise). Mais, enfin, il faut bien constater la réalité et reconnaître avec M. Michel Guyot (RPR, Nord) que « laisser les mécanismes du marché agir seuls, ce serait pratiquement la suppression de l'emploi ». Or, déjà tous les créateurs ont bien dû souligner que les handicapés sont les premières victimes de la crise de l'emploi. « Plus d'un sur deux, bien qu'apte au travail, est privé d'emploi », a expliqué M. Jean Prouvé (PS, Indre-et-Loire), alors que, comme le dit le ministre, traduisant là le sentiment général : « Que voudrait une société qui ne se ferait pas un devoir d'assurer à ceux qui sont diminués une possibilité d'insertion professionnelle avec les autres, comme les autres, répondant à leurs capacités, les assurant d'un salaire normal et leur permettant de progresser professionnellement ? ».

Il faut donc légiférer. Le Parlement l'a déjà fait en 1975 par la loi d'orientation sur les handicapés. Mais chacun s'accorde à reconnaître que son dispositif cherchant à faciliter leur insertion professionnelle s'est révélé inadéquat. Les socialistes eux-mêmes en avaient pris conscience, puisque M. Michel Delebarre avait préparé un projet dont M. Séguin s'est largement inspiré : remplacer pour les employeurs de multiples obligations de procédure par une obligation de résultat (le Monde du 17 avril 1987). Sur ce principe, le consensus est large. Seuls, une fois encore, les communistes font défaut.

« Cette disposition se révèle être un leurre », explique en leur nom M. Bernard Deschamps (PC, Gard), dès lors que tout le reste du projet aboutit à un recul généralisé des obligations : le seul des entreprises concernées est porté de 10 à 20 salariés ; le quota des handicapés qu'elles doivent employer est abaissé de 10 % à 6 % ; la pénalité en cas de non-respect de cette obligation « est diminuée de moitié ». M. Séguin a beau expliquer que les salariés du travail ayant un taux d'invalidité inférieur à 10 % ne sont plus pris en compte dans le calcul, que cela revient à accroître le taux actuel d'emploi de 5 % à 6 % et donc à créer de 120 000 à 150 000 postes de travail, et surtout qu'une législation moins contraignante pourra être véritablement mise en application — ce qui n'est pas le cas de l'actuelle — il n'a pas convaincu le PC : « Vous avez passé un marché de dupes avec le patronat », lui a dit M. Jean-Jacques Barillet (PC, Pas-de-Calais).

**Les charges des entreprises**

Les socialistes ne sont pas loin de faire la même analyse. M. Prouvé lui fait remarquer : « Les entreprises viennent de vous faire savoir, par la voix du CNPF, que les contraintes leur semblent encore trop lourdes ; voilà qui augure mal de l'application du texte ». M. Séguin, effectivement, a dû batailler ferme dans les couloirs pour convaincre ses amis de ne pas trop écouter les organisations patronales en tentant d'amoindrir les contraintes qu'il veut imposer aux entreprises. Si M. Michel Hannou (RPR, Isère) et M. Edouard Fintz (RPR, Yvelines) ont finalement renoncé à demander que le seuil minimal d'emploi des handicapés soit abaissé de 6 % à 5 %, nombreux sont encore ceux qui, comme M. Jean Desailis (UDF, Loire-et-Cher) ou Lucien Richard (RPR, Loire-Atlantique), continuent à souhaiter des compensations sous forme de dégrèvement de charges sociales.

M. Gilbert Gastier (UDF, Paris) a été encore plus loin en se livrant à une contestation en règle d'un dispositif, qu'il dit, pourtant, « approuver dans l'ensemble » : le seuil n'est pas « très réaliste » ; les sanctions sont si lourdes qu'elles sont « une nouvelle charge pour les entreprises ».

**JE PASS PAR CANADA PASS.**

**COMMENT UN HOMME AUSSI PETIT A-T-IL PU FAIRE UN AUSSI GRAND BOUQUIN ?**

**André Laignel A la force des idées**  
Pour un renouveau socialiste

André Laignel  
Éditions ROBERT LAFONT

«Un livre vivant (...) Une féroce critique»  
*Libération*

«Un plaidoyer lucide en faveur des valeurs fondamentales du socialisme»  
*Libération*

«Un ton incisif, volontaire et antidéfaïtiste»  
*Le Matin*

«Le grand livre d'André Laignel!»  
*Catherine Nay Jours de France*

es, le premier ministre  
time avertissement  
du gouvernement.  
a fait une mise au  
point de l'actualité  
du jour. Cette adresse à  
M. Chirac a été  
donnée à 18 h 30  
à M. Baudouin, son  
le à la presse.

Tandis que les médias  
étaient en silence et  
le bureau du gouver-  
nement RPR, M. Chirac  
a double mandat : le  
gouvernement, par ses  
actes, et le peuple, par  
ses paroles. « Vous pouvez  
parler librement pour défendre  
la politique du gouverne-  
ment, exposer votre action  
propre et riposter à l'opposi-  
tion, c'est-à-dire aussi au  
Front national. Chacun peut  
avoir des idées personnelles  
mais il faut, avant tout, pré-  
server la solidarité de la ma-  
jorité et du gouverne-  
ment. Si vos options sont  
très marquées, il vaut mieux  
que vous les exprimiez en n'ap-  
partenant plus au gouverne-  
ment. Si vous pensez devoir  
dire certaines choses diffi-  
ciles, venez m'en parler ».

Dans l'esprit de M. Chirac,  
tous les membres du gouver-  
nement étaient ainsi désor-  
mais dûment prévenus. Cette  
règle pourrait-elle être respec-  
tée par les trois chefs de parti  
MM. Méhaignerie (CDS), Léotard  
(PR), Rossinot (rad.), qui  
siègent au gouvernement  
lorsque la campagne prési-  
dentielle sera engagée ?

Cette objection renforcée  
M. Chirac dans son souhait  
d'établir entre les candidats  
de la majorité un « code de  
bonne conduite » qui permet-  
trait de concentrer les atta-  
ques contre les adversaires  
communs... ou d'éviter, au  
moins pendant quelques mois  
encore, les combats fratri-  
cides.

C'est le thème de l'union  
de la majorité — une union à  
restaurer — qui a dominé  
les discussions du déjeuner  
hebdomadaire des leaders  
de la coalition à l'Hôtel Ma-  
tignon. Bien que M. Romani,  
président du groupe sénatori-  
al du RPR, ait demandé le  
départ du gouvernement de  
M. Noir et aussi de M. Mal-  
huret, alors que M. Léotard  
parlait de la « maladie » de  
son collègue, mais soulignant  
qu'elle correspondait aux  
sentiments de la jeune gé-  
nération (il avait adressé à  
M. Noir, le 15 mai, une let-  
tre pour approuver son ar-  
ticle du Monde) M. Chirac  
n'a pas relancé le débat à  
ce sujet, considéré officiel-  
lement comme clos. En re-  
vanche, les résultats des  
dernières élections canton-  
ales et un prochain son-  
dage — mauvais — sur  
l'image de la majorité ont  
provoqué davantage d'inquié-  
tudes.

« Reprise en main », « res-  
toration des boulons », « so-  
lidaire gouvernementale »,  
« union de la majorité »  
sont les expressions qui  
sont le plus souvent reven-  
ues dans la conversation et  
qui illustrent le discours  
de M. Chirac prononcé  
dimanche 24 mai, devant  
les assises nationales du  
RPR.

En prenant publiquement  
conscience des dangers qui,  
à travers sa majorité, le  
menacent directement, en  
rappelant fermement à  
l'ordre ses ministres, en  
restant fidèle au programme  
mis en œuvre depuis un an  
seulement, M. Chirac s'efforce  
de reprendre en main une  
situation qui lui échappe.

ANDRÉ PASSERON.

AGENTS DE L'ÉTAT

ble à tous

larité accrue pour

FFICACES, ÉQUI-  
EN PARTICIPANT  
ES A 16 HEURES

liste : le Centre médico-

ens, de médecins et de

Herrard.

n, entouré de médecins

asy, 75013 PARIS.



(Publicité)

## MANIFESTE POUR LA C.G.T.

Les derniers mouvements sociaux ont fait la preuve concrète de l'efficacité et de l'exigence de l'unité et de la démocratie dans l'action. Les cheminots, les étudiants et les jeunes ont su rester unis et ont bien été les décideurs et les acteurs de leurs luttes. Ils ont pu ainsi s'insérer, chacun, dans le mouvement, donner à celui-ci une ampleur extraordinaire, et obtenir des résultats.

L'unité, la démocratie et l'indépendance apparaissent autant une aspiration crieuse des salariés que la condition essentielle de leur engagement et de l'efficacité de leur action.

### FACE À LA DROITE LE MOUVEMENT SYNDICAL FRANÇAIS DOIT RÉPONDRE À CES EXIGENCES

Il a connu un affaiblissement tel, au cours de ces dix dernières années, que la situation est aujourd'hui critique. Il connaît des blocages ou des dérives qui l'empêchent d'exercer pleinement sa fonction première de défense des intérêts des salariés.

Or, ces derniers n'ont jamais connu de telles agressions. La droite et le patronat organisent la régression sociale.

Plus que jamais les salariés ont besoin d'un mouvement syndical fort.

Pourtant, ils ne s'engagent pas dans ce mouvement. Celui-ci leur apparaît miné par la division et partisan.

### NOUS VOULONS ŒUVRER POUR QUE LA C.G.T. RELÈVE LE DÉFI LANCÉ AU MOUVEMENT SYNDICAL

Son histoire, sa place dans le syndicalisme français et la confiance que lui manifestent les travailleurs donnent à la C.G.T. une responsabilité et un rôle essentiel pour redresser le mouvement syndical français dans l'intérêt de tous les salariés. Elle doit redevenir cet outil fort et puissant, ce creuset de l'unité, ce lieu ouvert à tous. Les salariés en ont plus que jamais besoin face à une droite et un patronat réactionnaires. Mais ils doivent se reconnaître dans la C.G.T. Pour répondre à leur attente, la C.G.T. doit s'ouvrir au changement profond du monde du travail et prendre pleinement en compte les exigences massivement exprimées dans les récents mouvements sociaux.

#### 1. — Faire de l'unité un objectif prioritaire.

Toutes les luttes de la dernière période montrent que l'unité a été déterminante. Pour conduire et entraîner dans l'action les travailleurs l'exigent.

Ce débat sur l'unité est permanent dans nos structures. La C.G.T. doit en faire un choix stratégique. C'est la condition première de son redressement.

Les thèmes d'action ne manquent pas sur lesquels pourra se bâtir patiemment l'unité à retrouver : salaires, lutte pour l'emploi et contre toutes les précarisations, protection sociale, organisation et conditions de travail, intervention des salariés sur les décisions qui concernent leur entreprise, formation continue, luttes pour la préservation et le renforcement des libertés, lutte contre les expulsions et les lois sécuritaires, etc.

#### 2. — Mieux faire vivre la démocratie dans la C.G.T.

Les différences et les divergences sont normales dans une organisation de masse. Elles doivent être intégrées dans nos analyses et nos orientations. Ce sont les salariés qui tranchent et dégagent en dernier lieu les positions les plus conformes à leurs intérêts de classe.

La démocratie doit résulter de l'établissement d'un véritable débat interne afin d'accroître la capacité d'information, de réflexion et de rassemblement autour de la C.G.T.

Le mode de fonctionnement actuel et les méthodes de direction de la C.G.T. ne lui permettent pas de répondre à cette exigence.

Il faut qu'à travers les instances de la C.G.T. s'exprime et soit véritablement prise en compte la diversité qui compose notre organisation, ce qui permettra de lui éviter, dans les périodes cruciales, de prendre des positions partiales et parfois suicidaires qui ont été source de nombreux départs et de pertes sévères.

L'indépendance que les salariés recherchent dans une organisation syndicale est à ce prix.

#### 3. — Marquer clairement ses choix dans le combat politique permanent entre la droite et la gauche.

Qu'elle ne peut désormais prétendre renvoyer dos à dos, en négligeant les opinions de la majorité de ceux qui luttent et qui luttent toujours dans son sein.

#### 4. — Adapter son analyse aux réalités sociales de la France.

Des décalages existent entre le discours de la C.G.T., ses pratiques et les aspirations de travailleurs, comme le montrent les dernières mobilisations, même si elle a su accompagner efficacement les luttes de masse.

Cette réflexion, indispensable sur la réalité de ce qu'est et pense la diversité du monde du travail aujourd'hui, ainsi que sur les transformations des conditions de la production et de la vie de tous les salariés (ouvriers, administratifs, employés, cadres...), ne peut être que le résultat d'un véritable débat démocratique interne.

L'avenir du syndicalisme de masse et de classe est fonction de la capacité de la C.G.T. à porter ce débat.

Les signataires, dont l'attachement à la C.G.T. a été et reste sans faille, réaffirment haut et fort que seule la mise en œuvre des principes d'unité d'action, de démocratie et d'indépendance permettra à la C.G.T. de redevenir le syndicat puissant et déterminé que les salariés souhaitent, que les anciens adhèrent, et les électeurs C.G.T. rejoindront.

C'est pour aider à l'ouverture de ce débat que nous lançons cet appel.

### LE DÉFI EST IMMENSE MAIS IL EST EXALTANT !

#### LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES

##### ESSONNE

G. Bohner, F. Millera, A. Carré, M. Clavier, J.-P. Cousinard, J. Coustaut, G. Dufour, G. Goguelat, M. Limonier, L. Matina, F. Rabecchin, G. Bourin, G. Louvard, G. Grandvoisin, G. Le Merer, B. Chevalier, J.-C. Monmirel, J.-P. Nestour, J. Voisin, A. Dumec, A. Fievet, P. Froissant, L. Kerner, C. Maillard, C. Grison, C. Montzorg, D. Lefevre, X. Garbair, M. Orsali, J. Tetteire.

##### BOUCHES-DU-RHÔNE

J.-C. Soula, J.-C. Sene, S. Arribas, J. Capo, J. Fernandez, L. Steine, P. Martel, A. Alroune, G. Cross, B. Abdelkader, R. Vidana, A. Savelli, J.-P. Bouquier, A. Umbert, E. Gamelle, S. De Crescenzo, A. Santiago, A. Oulad, P. Boghossian.

##### HAUTE-GARONNE

H. Coucoureux, M. Dusan, D. Nardazian, J.-L. Darnaud, J. Brunel, J. Granter, P. Ribet, J. Rembert, M. Cassau, H. Toulza, M. Sarret, M. Chavanne, P. Juriant.

##### ILLE-ET-VILAINE

V. Prouchat, J.-Y. Lemaître, J. Citier, A.-Y. Tannou, M. Bridel.

##### ISÈRE

J.-B. Boulard, G. Lambolay, A. Jacquet, R. Notebart, M. Danaoui, J. Dupont, J. Rizzo.

##### LOIRE-ATLANTIQUE

R. Desmars, P. Haugnard, M. Legrand, P. Besnier, Y. Joay, M. Couret, M. Giansily, A. Gravouille, H. Boulmer, G. Dumout, J. Desmars, Y. Boulard, M. Pichot, R. Runavot, O. Cestor, L. Dabo, M.-J. Janvier, J. Herbretou, J. Guennat, X. Prou, H. Bernard, J.-C. Leguennec, F. Lemoine, G. Delanoë, J.-P. Barault, J.-M. Gachot, A. Herj.

##### MOSELLE

E. Maurer, R. Marchesin, C. Furbatto, R. Altemand, C. Barlier.

##### PUY-DE-DÔME

C. Lurnie, G. Roussel, L. Laurent, J. Puval, R. Roux, C. Tournac, M. Tournac.

##### REUNION

G. Minel, Y. Caridrol, G.-J. Deviaz, R. Mascho, A. Vaillard, G. Verrecchia, C. Brati, D. Gourgard.

##### SAONE-ET-LOIRE

J.-C. Parriot, A. Voie.

##### PARIS

G. Dufour, Funedda, G. Prais, E. Martin, J.-L. Landa, M. Carpentier, C. Kahn, J.-C. Parfait, L. Parfait, J.-P. Pillemand, P. Delva, A. Regole, M. Sinot, A. Bras, M. Denoize, J. Dupont, M. Paccard, J.-P. Enoch, J.-P. Sicut, S.-I. Rivolier, F. Fio, D. Moraine, A. Massé, E. Pignot, J.-J. Pedussaud, P. Jacquet, M. Fourcade, C. Martin, M. Faucher.

##### SEINE-MARITIME

J. Muller, J.-C. Boulien, P. Retourne, G. Petit, R. Charpiot, C. Noel, P. Greverie, G. Delanoue, R. Masson, P. Lenglois.

##### VAN

A. Le Brun, J. Vachar, C. Denans, G. Martin, M. Michelangi, R. Melissonier, L. Delucca, D. Bedel, M. Arnaldi, M. Bouvier, R. Giansi, A. Eymerie, Y. Rogosa, J.-C. Perrinoud, J.-L. Hugou, M.H. des Reis, P. Barone.

##### VAL-DE-LOIRE

J. Dauphin, J.-G. Franques, L. Alline, C. Dislaire, M. Paini, J. Loret, J.-L. Michiniak, R. Jolibois, C. Janin, R. Joly, B. Gaudige, M. Premislar, A. Brossard, D. Bourgeois, J. Vibert, M. Vauchelles, J. Bousset, L. Bousset, P. Meslin, P. Essed.

Rejoignez les 1 000 premiers signataires en prenant contact avec Gérard Bohner - B.P. n° 1 91941 Les Ulis Cedex

## Politique

### La réunion du comité central du PCF

### MM. Marchais et Leroy veulent démasquer les contestataires

La seconde journée de la réunion du comité central du PCF, le mardi 19 mai, a été marquée par la mise en cause du «rénovateur» Claude Llabres (Haute-Garonne), accusé de «manquer de courage» pour avoir refusé de donner le nom du candidat présidentiel ayant sa faveur. M. Llabres a demandé à la direction de le décharger du «suivi» de la fédération de l'Alsace.

«La liquidation de Sève et de Llabres est en cours d'instruction», a constaté désabusé un membre du comité central décrit, à sa manière, une des facettes de la réunion. Une vingtaine d'intervenants ont déjà apporté leur soutien à la candidature de M. André Lajoie pour l'élection présidentielle : «Je ne souhaite pas être candidat», a dit M. Charles Fiterman. Le mieux est que tous les communistes se rassemblent autour d'André Lajoie.

Mais deux autres questions ont implicitement émergé au cours de la deuxième journée de discussion : le philosophe Lucien Sève est-il sur une mauvaise pente idéologique ? Le «rénovateur» Claude Llabres a-t-il le droit d'être contre la candidature Lajoie sans faire une autre proposition ?

M. Sève, membre de l'équipe de direction de l'Institut de recherches marxistes (IRM), avait été violemment critiqué dans l'Humanité, juste avant cette session, par M<sup>me</sup> Danielle Bleitrach, membre du comité central. Il a répondu, lundi, en parlant de critique «deshonnête et ridicule», repoussant les «sottises» de M<sup>me</sup> Bleitrach, qui étaient «un manquement à la simple honnêteté intellectuelle». Mais il n'a guère pu compter que sur le soutien de l'historien Roger Martelli et la compassion de M. Llabres.

M. Roland Leroy, en conclusion d'une intervention largement consacrée aux changements en Union soviétique, dans laquelle il a indiqué, en substance, que le PCF ne pourra pas rester «neutre» vis-à-vis des luttes idéologiques qui ne manquent pas de naître, s'est étonné des termes utilisés la veille par M. Sève pour contraindre M<sup>me</sup> Bleitrach.

M. Llabres, dirigeant critique de Toulouse, a créé une certaine stupeur en demandant lecture à ses

pairs d'une lettre envoyée à M. Georges Marchais après la démission de MM. Claude Poperen et Marcel Rigout des instances dirigeantes, fin janvier dernier. Appelant dans cette missive à une «révolution culturelle», il a souligné dans son intervention qu'il n'avait rien à retirer aujourd'hui à cette lettre. «Jajo, ce monde s'ensommeille par manque d'imprudence !», a-t-il lancé sous la coupole de la salle du comité central en citant une chanson de Jacques Brel. «Non seulement j'y suis allé mais je recommencerai», a-t-il répondu à M<sup>me</sup> Sylviane Ainarid (Haute-Garonne), qui lui avait reproché d'avoir participé à un débat d'un cercle M (1) avec un responsable des Verts allemands.

«Le débat dans le parti [sur la désignation du candidat] est un faux débat», a-t-il dit. La possibilité est formellement ouverte et culturellement exclue, a-t-il déclaré.

Après que M. Marchais ait indiqué qu'il n'avait pas répondu à la lettre de M. Llabres — «Elle n'appelle pas de réponse, le bureau politique a décidé unanimement de ne pas engager de polémique», — et après une interruption de séance, quatre orateurs (M<sup>me</sup> Janine Jamba,

MM. Pierre Zarka, Guy Poussy et Nicolas Marchand) sont intervenus de la salle pour critiquer M. Llabres. Si ces intervenants laissent entendre que M. Llabres manquait de courage en refusant de donner un autre nom, le secrétaire général a estimé que cette «attitude est inacceptable et indigne pour un membre du CC».

Manifestement poussé par ses contradicteurs à proposer un candidat de substitution — «Il ne peut, dans le comité central comme dans les comités fédéraux, y avoir un vote en termes de pour, contre ou abstention», a précisé M. Marchais — M. Llabres a indiqué que la nuit allait lui porter conseil. A l'évidence, le but poursuivi par la direction est de faire apparaître d'autres noms, qui seront largement écartés par celui de M. Lajoie dans le processus de désignation. Un moyen de renforcer la «démocratie interne» et d'asseoir l'autorité du postulant à l'Élysée.

OLIVIER BUFFAUD.

(1) Cercle de réflexion mis en place par la revue M où se retrouvent des communistes «rénovateurs» ou critiques.

### M. Juquin militant de Kanaky

#### NOUMÉA

#### de notre envoyé spécial

La visite de M. Pierre Juquin en Nouvelle-Calédonie, à l'invitation du FLNKS, ne passe pas inaperçue. Dès son arrivée dans le territoire, le chef de file des communistes «rénovateurs» a exprimé son soutien au mouvement indépendantiste. «Je ne suis pas venu en Kanaky avec une carte d'identité française, mais avec un passeport européen. C'est un symbole, a-t-il précisé. Ici, en Kanaky, je ne m'estime pas en France.»

Inutile de dire que ces propos ont valu à M. Juquin d'être traité comme un subversif. C'est ainsi que le grand sommet médiatique de ce voyage restera sans doute le bref passage de M. Juquin à l'antenne de Radio-Séba, la voix

du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République).

Accueilli tel un démon venu égarer les tensions, l'ancien porte-parole du PCF a répliqué : «La France est ici mal représentée par une politique, celle du RPR et du gouvernement, qui lui donne un visage caricatural contraire à sa vocation de défense de libertés et des droits de l'homme.»

Il a ajouté que cette politique «imbécile et irresponsable» risque d'aboutir à une issue comparable à celle de la guerre d'Algérie. «Si les Européens qui sont sur ce territoire veulent y rester, a souligné M. Juquin, il faut qu'ils reconnaissent le principe de l'indépendance du peuple canaque.»

L'entretien a tourné court.

A. P.

(Publicité)

## POUR LA LIBÉRATION DE SEBTA ET MELILLIA

A l'issue de la réunion périodique à Melillia de tous ses membres, le secrétariat général du Mouvement marocain pour la libération de Sebta et Melillia, communique ce qui suit :

La libération des villes marocaines de Sebta et Melillia, ainsi que des îles Jaafarines avoisinantes, encore sous domination espagnole, est un problème marocain qui doit être résolu par tous les moyens possibles pour les restituer à la mère patrie, le Maroc, quel que soit le sacrifice pour cela.

C'est au peuple marocain et à ses forces vives que reviendra l'honneur de libérer ces territoires occupés par l'Espagne. Leur marocanité n'est plus à démontrer.

D'un autre côté, les membres du bureau politique ont eu à étudier de près le problème du « Sahara Occidental ».

Ils ont loué et encouragé les efforts récents entre le Maroc et l'Algérie, lors du dernier sommet politique entre le roi Hassan II et le président Benjidi, pour trouver une solution définitive, logique et fraternelle à la guerre du Sahara, qui dure depuis près de douze années.

Notre position politique concernant ce litige est la suivante :

Le Sahara Occidental est historiquement marocain et n'a jamais été une terra nullius. Le Maroc, dans un contexte politique difficile, n'a fait que récupérer son territoire spolié qui était sous domination espagnole.

Le peuple marocain tout entier défendra son intégrité territoriale depuis Tanger jusqu'à El Gouira, jusqu'à Oujda.

La récupération rapide par le Maroc des villes de Sebta et Melillia, ainsi que des îles Jaafarines complètera l'intégrité territoriale du pays et contribuera ainsi sérieusement à construire l'unité du monde arabe.

Cette position politique est aussi respectée et encouragée par le secrétariat général du Comité pour la défense de l'Union Arabo-Africaine.

La liberté a son prix à payer. Il en est de même pour la récupération rapide des villes de Sebta et Melillia par le Maroc, ainsi que pour toute réalisation sérieuse de l'unité des peuples arabes. Nous lutterons pour cela, pour la survie, l'honneur, le bonheur et l'unité totale de la nation arabe. Nous sommes pour la justice sociale, l'égalité, la fraternité avec les peuples du monde entier et pour la paix.

MELILLIA LE 20 MAI 1987

Le secrétaire général du Mouvement marocain pour la libération de Sebta et Melillia, Le secrétaire général du Comité pour la défense de l'Union Arabo-Africaine

DOCTEUR YOUSSEF FOUD

Le monde  
littéraire  
confie  
Du Moyen  
XVII<sup>e</sup> et  
Une oppo  
on vivan  
Enfin une  
passion  
Collection  
du nou







## Société

Le procès de Lyon

## Deux magistrats ouest-allemands pour une leçon d'histoire

LYON

de notre envoyé spécial

« Dans une affaire pareille, on ne saurait être trop prudent. » M. Jacques Vergès a bien raison, même si son observation, à la fin de la septième journée du procès de Klaus Barbie, se voulait, comme à l'ordinaire, plus impudente que sage. Il s'adressait alors à deux magistrats allemands, MM. Alfred Streim et Rudolf Holtfort. Ceux-ci, depuis cinq heures d'audience, venaient de donner leur sentiment sur l'authenticité des télex par lesquels Klaus Barbie rendit compte à ses supérieurs de la rafle à l'Union générale des israélites de France et de la liquidation de la maison des enfants juifs d'Izieu. Pour l'un et pour l'autre, après dix ans d'étude dans leur pays les dossiers concernant plus particulièrement les activités du SIPO-SD dans la France occupée, cette authenticité ne peut faire de doute.

Il est vrai cependant que leur connaissance de cette période ne saurait résulter d'une expérience personnelle. M. Streim est né en 1932 et M. Holtfort en 1938. C'est bien pourquoi, pour ne pas manquer d'intérêt, leurs dépositions ne pouvaient exprimer que des points de vue tirés de leurs études respectives des documents et des procès conduits en Allemagne contre d'autres criminels nazis. Cela n'est évidemment pas négligeable.

Il était aussi assez étonnant de voir et d'entendre citer par l'accusé deux compatriotes de Klaus Barbie, appelés à livrer ce que leur a appris professionnellement l'examen de cette période de leur histoire regardée en face et de la faire un peu à la manière qui est celle des experts. Car c'est bien à la façon des experts qu'ils ont répondu aux questions du procureur général, M. Pierre Truche. On peut en juger par ce dialogue :

« Quelqu'un, au KDS de Lyon, aurait-il pu utiliser le nom de Barbie pour signer ses comptes rendus d'opérations contre les juifs ? »

« Théoriquement oui, répondit M. Holtfort, mais, durant les longues enquêtes que j'ai pu mener, je n'ai jamais vu de cas où quelqu'un s'est servi d'un autre nom que le sien. Il y avait à l'époque une structure hiérarchique telle que celui qui aurait agi de la sorte aurait commis une action qu'il n'avait pas le droit de faire. »

C'est de la façon la plus simple qu'ils ont exposé les structures de la police allemande dans la France occupée et la manière dont était appliquée, dans ce système, la politique d'extermination des juifs.

« A Berlin, ont-ils rappelé, il y avait la RSHA, l'office central de la sécurité du Reich, dirigé d'abord par Heydrich, puis par Kaltenbrunner. Cet office comportait une section des affaires juives, la section IV B, dirigée par Eichmann, qui donnait ses instructions par le canal du BDS à Paris, dirigé par Heinrich Knochen, différents Einsatzkommandos installés dans les grandes villes de la France occu-

pée. D'autre part, il y avait à Paris un chef supérieur de la police et des SS, le général Oberg, qui recevait, lui, directement les ordres de Himmler, Reichsführer SS, et pouvait les transmettre de son côté à Knochen, son adjoint. Mais il faut retenir que les Einsatzkommandos des grandes villes avaient la même structure que le RSHA lui-même ; ils avaient leur section IV et, dans cette section, une sous-section IV B chargée des affaires juives. »

## Autorité directe sur la section antijuive

Dans l'affaire Barbie, l'une des questions essentielles est de savoir si l'accusé, chef de la section IV à Lyon, avait autorité sur la sous-section IV B, chargée des affaires juives. Klaus Barbie a assuré, tout au long de l'instruction, que cette sous-section IV B de Lyon était autonome.

Pour M. Holtfort, « cela est inexact ». « Le chef de la section IV B, chargée des affaires juives, dit-il, était automatiquement subordonné au chef de la section IV et recevait ses instructions de lui. »

Cependant, la défense entend soutenir que le RSHA à Berlin ou le BDS installé à Paris pouvaient envoyer, dans telle ou telle ville, des commandos spéciaux pour des actions antijuives, sans que le chef local d'une section IV en soit obligatoirement informé.

Pour M. Holtfort, tous les documents dont il a eu la connaissance dans ses fonctions de magistrat montrent que, même dans le cas où les commandos spéciaux ont pu opérer, c'était toujours le chef de la section IV qui signait et établissait les comptes rendus de telles opérations et intervenait personnellement dans leur exécution. Il ajoute : « A la période où a eu lieu la liquidation des enfants juifs d'Izieu, au printemps 1944, le SIPO-SD de Paris ne pouvait plus faire arrêter et déporter autant de personnes que le souhaitait Berlin. C'est pourquoi une note fut adressée aux différents KDS de province, les invitant à agir de leur propre initiative. C'est pourquoi on peut donc penser que l'affaire Izieu, dont le compte rendu signé Barbie ne porte aucune référence à des instructions venues de Paris ou de Berlin, a bien été le résultat d'une initiative locale. »

Ces questions et ces réponses touchaient directement au dossier. Pour en contrecarrer les effets, M. Vergès fit valoir que les hommes, armés et en uniforme, qui intervenaient à Izieu n'étaient pas des SS, ni des membres du KDS de Lyon, mais un bataillon de la « Flack » allemande, unité de défense antiaérienne de la Wehrmacht stationnée alors à Belley dans l'Ain. On voit là l'indice que l'affaire ne fut pas conduite à

l'initiative de son client. Et, comme MM. Holtfort et Streim appartaient ce détail, fut pour lui une bonne occasion d'insister sur « ces procureurs experts en activité du SIPO-SD en France ». »

De ces mêmes témoins, le procureur général attendait, lui, encore autre chose. Puisque le procès de Klaus Barbie doit être l'occasion de montrer les réalités de l'idéologie nazie à travers un homme qui com-

berg et maintenue jusqu'en 1960, a été détruite, abandonnée par ceux qui ont été poursuivis en Allemagne. Nous avons d'ailleurs de nombreux exemples de SS qui ont refusé certains ordres ou ont demandé leur mutation. La seule sanction qu'ils encouraient était alors l'envoi sur le front. »

Il convenait aussi de revenir sur le sens de l'expression « solution finale de la question juive », apparue pour

entraîner leur mort. Quant aux inadaptés, c'était pour eux directement le gergon. Mais je veux ajouter qu'on peut déjà tirer une conclusion du sort qui leur était réservé par les conditions mêmes de leur transport, qui, déjà, entraînait des décès. Ainsi, l'extermination se trouvait planifiée dès le départ des trains. »

## Barbie savait

Cependant, ce « langage codé », cette réalité des horreurs de l'extermination, Klaus Barbie était-il de ceux qui les connaissait ? Faisait-il partie de ces initiés, dont les témoins avaient parlé un peu plus tôt ? Pour M. Holtfort, cela paraît une certitude. Puisqu'un homme comme Danneberg, chef de la section IV antijuive au BDS de Paris, a écrit des notes montrant sa parfaite connaissance d'un plan d'extermination, on peut dire que Barbie, chef, lui aussi, d'une section IV dans un service aussi important que celui de Lyon, savait de la même manière. Et ne savait-il pas déjà, par sa formation de SS, quelle était la doctrine national-socialiste sur ces choses ?

« Le principe de cette doctrine », a rappelé M. Streim, à la demande de certains avocats de la partie civile, était la destruction de toute vie considérée sans valeur, pas seulement par l'enthousiasme pour les infirmes ou les débilés, mais par la destruction de toute race considérée inférieure. C'était la théorie de la supériorité de la race aryenne, les non-aryens devant disparaître ou, pour le mieux, être des esclaves.

Pour M. Holtfort, il n'y a pas de doute. Ce jour-là ont été revêtus les plans pour la réalisation d'une extermination. Mais ces plans avaient été évidemment conçus bien auparavant.

« Il n'existe pas de document écrit, mais l'un part de l'hypothèse que des instructions orales furent données par Hitler et que l'on usa alors d'un langage codé, dont seuls les initiés connaissaient la signification. C'est ainsi que, pour la France, les instructions furent transmises par le RSHA au chef du SIPO-SD à Paris ; les rafles et les arrestations furent effectuées conformément à ces instructions. On a dénombré en France soixante-treize convois de déportation pour soixante-quinze mille juifs emmenés vers les camps d'extermination de l'Est. »

Et M. Holtfort, lentement, pesant ses mots, comme s'il éprouvait une certaine gêne à les livrer, a continué : « Nous savons, d'après les procédures judiciaires en vigueur en France sur ce qui se passa à Auschwitz, qu'au moment de leur arrivée les juifs étaient sélectionnés. Ceux considérés comme aptes au travail étaient affectés à des travaux qui, à plus ou moins long terme, devaient, de toute façon,

qu'ils n'aient pas demandé assistance sous condition ? »

M. Streim rétorqua que les autorités allemandes étaient liées par des textes, qu'il n'y avait pas de convention d'extradition entre la République fédérale d'Allemagne et la Bolivie.

« De plus, nous savons que les Etats d'Amérique du Sud refusent toujours les extraditions et cela ne nous aurait pas mené bien loin. »

Pourtant, repartit M. Vergès, la République fédérale devait bien demander l'extradition de Barbie en 1982 et une information avait bien été ouverte contre son client dès 1963 en Allemagne ?

« Oui, mais nous ignorons alors que Barbie avait fait l'objet d'un jugement par contumace rendu par un tribunal militaire français. »

Ainsi, des spécialistes des activités du SIPO-SD en France ne savaient pas, en 1963, qu'un jugement public avait été rendu à Lyon... Savaient-ils du moins qu'à Izieu c'est une unité de la défense antiaérienne qui effectua l'opération ?

« Non, admit M. Holtfort, je ne le savais pas. »

Maintenant qu'il le sait, ne va-t-il pas demander, pour le moins, contre les survivants éventuels de cette unité l'ouverture d'une procédure pour crime contre l'humanité ?

« Nous étudierons l'affaire et nous verrons effectivement quelles conclusions nous devons en tirer. »

« Soit, mais comment expliquer que rien n'ait été engagé contre Knochen, qui était, si je ne me trompe, bel et bien le supérieur à Paris de Klaus Barbie ? »

« Parce que Knochen a été jugé en France avec son supérieur Oberg et que ce fut un procès contradictoire, où l'un et l'autre ont répondu. »

Mais, repartit M. Vergès, un procès où l'affaire d'Izieu était posée comme charge, que se passe-t-il ?

Telle fut donc la riposte de la défense. Elle illustrait la manière de celui qui la représente, déjà tant proclamée, de faire du procès de Barbie le procès des autres. M. Vergès est apparu moins combattu dans son essai de riposte à l'affirmation d'authenticité par les deux témoins des deux télex. Il se borna sur ce chapitre à faire état de différences, scabieuses à ses yeux, d'écritures entre ces pièces et un autre télex parti, lui, de Marseille et produit, en la circonstance, comme pièce de comparaison. Mais, en dépit de son insistance, la différence qu'il voit, lui, entre les écritures, les deux témoins ne l'ont malheureusement perçue.

En total, ce fut une rude journée, non par son intensité dramatique, mais par l'attention qu'elle exigeait, et qui, il faut le constater, ne fut pas toujours une attention soutenue.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE



LE PROCUREUR GÉNÉRAL

PIERRE TRUCHE

la première fois lors de la conférence de la Wehrmacht, le 20 janvier 1942, sous la présidence de Heydrich, alors chef du RSHA, l'office central de la sécurité du Reich.

Pour M. Holtfort, il n'y a pas de doute. Ce jour-là ont été revêtus les plans pour la réalisation d'une extermination. Mais ces plans avaient été évidemment conçus bien auparavant.

« Il n'existe pas de document écrit, mais l'un part de l'hypothèse que des instructions orales furent données par Hitler et que l'on usa alors d'un langage codé, dont seuls les initiés connaissaient la signification. C'est ainsi que, pour la France, les instructions furent transmises par le RSHA au chef du SIPO-SD à Paris ; les rafles et les arrestations furent effectuées conformément à ces instructions. On a dénombré en France soixante-treize convois de déportation pour soixante-quinze mille juifs emmenés vers les camps d'extermination de l'Est. »

Et M. Holtfort, lentement, pesant ses mots, comme s'il éprouvait une certaine gêne à les livrer, a continué : « Nous savons, d'après les procédures judiciaires en vigueur en France sur ce qui se passa à Auschwitz, qu'au moment de leur arrivée les juifs étaient sélectionnés. Ceux considérés comme aptes au travail étaient affectés à des travaux qui, à plus ou moins long terme, devaient, de toute façon,

## Au-dessus des lois

En théorie, a exposé M. Streim, ils devaient observer les lois de l'Etat, mais ils étaient au-dessus des lois et avaient leurs propres lois. On ne put savoir pourtant à quel cela correspondait vraiment, ni quelle avait été la formation idéologique et pratique de Klaus Barbie à l'école de Berne, près de Berlin, où il fit ses classes. Mais M. Streim insista beaucoup sur le fait qu'un SS pouvait parfaitement refuser un ordre dont le caractère criminel était reconnu. « Cette thèse de l'obligation d'obéir, du « Führerprinzip », soutenue par les accusés de Nurem-

Le procès à Pau de membres présumés du GAL  
C'est la police espagnole qui embauchait  
affirme un des accusésPAU  
de notre envoyé spécial

Devant la cour d'assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques, la deuxième journée du procès de quatre membres présumés du GAL, accusés du meurtre du journaliste basque espagnol Xabier Galdano, a révélé une lacune de l'instruction. Malgré les conclusions de l'enquête du SRPI de Bayonne, malgré les accusations du « sergent recruteur » du commando du GAL, Alain Parmentier, malgré le témoignage du principal témoin à charge, M. Michèle Bekefi, aucun mandat d'arrêt, aucune demande d'extradition a été diligentée pour amener devant la justice française le commanditaire de l'attentat. Il s'agit d'Edouardo Mari-Chicha, qui dirige à Torenzuela, en Espagne, un institut de massage d'un genre spécial. Son beau-frère Carlos Gaston, qui demeure lui aussi sur la Costa del Sol et qui était en relation avec un des accusés, Guy Cantavenera, est recherché depuis 1978 pour le meurtre d'une réfugiée basque à Saint-Jean-de-Laz, attentat revendiqué par le « bataillon basque-espagnol », prédécesseur du GAL.

La partie civile et la défense se sont unies pour solliciter un supplément d'enquête et donc la suspension du procès, afin que Mari-Chicha soit déféré devant la cour des Pyrénées-Atlantiques. Sa comparution pourrait permettre d'éclaircir la participation, dans cette affaire, de Guy Cantavenera, le seul des quatre présumés à proclamer son innocence. L'unique témoin qui le charge, M. Bekefi, après être revenu à l'audience sur ses premières déclarations, a fini par reconnaître qu'elle avait reçu des lettres de menaces. Et l'avocat général, M. Bestard, a provoqué un incident

d'audience en produisant ces documents, dont les parties ignoraient jusqu'alors l'existence, et en accusant Cantavenera d'en être l'auteur. Considérant qu'il s'agissait là d'une violation des droits de la défense, celle-ci a aussitôt déposé des conclusions sur lesquelles la cour a suris à statuer jusqu'à la fin de l'audition des témoins.

Autre temps fort de cette deuxième journée : les révélations d'Alain Parmentier sur le caractère politique de leurs « contrats » : « Mari-Chicha m'avait dit qu'il travaillait pour les services secrets espagnols et que la police française n'était pas opposée à ce genre de mission ; c'est la police espagnole qui embauchait. »

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Atermoiements procéduriers  
à la cour d'appel de BordeauxLes avocats de François Korber  
menacés de sanctionsBORDEAUX  
de notre correspondant

Les avocats de l'ex-candidat RPR bordelais François Korber, sont menacés de poursuites disciplinaires sur la demande du procureur général près la cour d'appel de Bordeaux, M. Claude Jorda. M. Denis Sutter et Daniel Lalonde, du barreau de Bordeaux, et M. Thierry Lévy, du barreau de Paris, défendent François Korber dans une affaire où il est accusé de trafic d'or et de devises avec le Luxembourg et du meurtre de l'un de ses collaborateurs qui fut son complice.

Les deux procès devaient avoir lieu devant la cour d'assises girondine, l'un le 6 mai 1987, l'autre le 11 mai. Or ils ont été renvoyés. Les conditions dans lesquelles a été arraché le renvoi de la seconde affaire sont à l'origine de la démarche du procureur général. M. Lévy, Sutter et Lalonde ont été récusés par leur client. Commis d'office, ils ont alors refusé de plaider, contraignant ainsi la cour à ordonner le renvoi du procès.

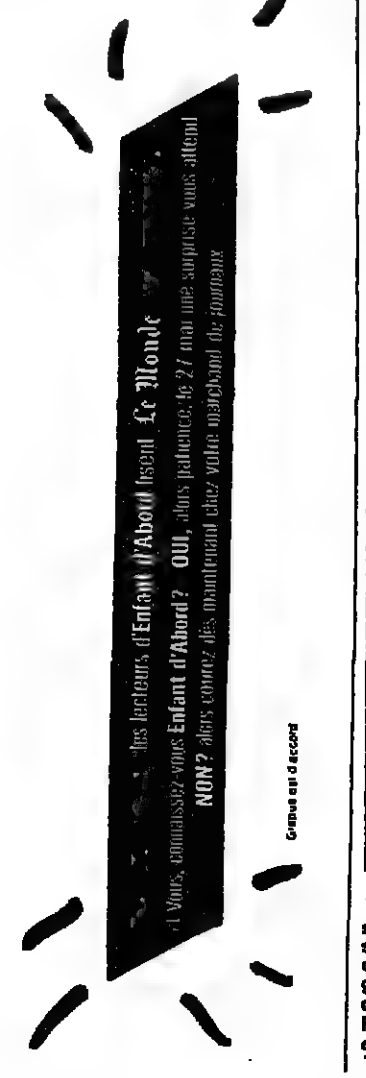
C'est une dérive inacceptable de l'utilisation des failles du code de procédure pénale, dit en substance le procureur général, qui estime que les avocats de François Korber manquent à la déontologie de leur profession en aidant un accusé à choisir le lieu, la date de son procès et ses juges.

François Korber, qui purge actuellement deux peines correctionnelles pour outrages à magistrat et injures à agent de la force publique, pourrait être libéré — de manière anticipée ou non — dans le courant de l'été.

Dans ces conditions, les attermoiements procéduriers pourraient s'expliquer par l'acharnement de l'ancien candidat du RPR à compenser librement les assises.

GINETTE DE MATHA.

● Interpellations en Corse. — Une quinzaine de personnes soupçonnées d'appartenir aux milieux nationalistes corses ont été interpellées, mardi 19 mai, à l'aube. Ces interpellations furent suivies d'une série d'arrestations commises récemment à Ajaccio et dans la région. Les personnes interpellées ont été placées en garde à vue au commissariat de police d'Ajaccio.



● PRÉCISION. — Dans le dossier intitulé « 1940-1944 : la répression antijuive en France » (Le Monde daté 17-18 mai 1987), à la bibliographie volontairement limitée, il convient d'ajouter le livre de Michèle R. Manus et Robert O. Paxton, Vichy et les Juifs, Ed. Calmann-Lévy, 1981, 89 F.

20110150



150

## Société

Un sondage IPSOS sur les jeunes et l'aide au tiers-monde

### Balavoine et Mère Teresa en vedette

(Suite de la première page)

Si la majorité des sympathisants de gauche pensent que l'Etat devrait consacrer davantage d'argent à l'aide au développement, la plupart des sympathisants de droite estiment qu'il vaudrait mieux affecter cet argent pour combattre la « nouvelle pauvreté » en France. « La Corée avant le Zambèze », comme disait Raymond Cartier ? Plutôt une prise de conscience de la misère « à domicile », développée par le chômage.

Il est d'ailleurs significatif que Coluche, dont l'action caritative s'est essentiellement exercée en France avec les Restos du cœur,

Quelles sont les personnes dont le nom vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux actions efficaces d'aide au développement ?

ENSEMBLE	%
Daniel Balavoine	27
Mère Teresa	15
Coluche	11
Francis Cabrel	9
Bob Geldof	9
Médécins sans frontières	8
Michel Berger	5
Abbé Pierre	5
Chanteurs sans frontières	4
Bernard Kouchner	4
La Croix-Rouge	3
Renard	3
Autres	20
Ne se prononcent pas	34
(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

Sondage réalisé par IPSOS, entre le 6 et le 13 mai 1987, auprès de 800 jeunes de quinze à vingt-cinq ans constituant un échantillon national représentatif de cette population.

## SPORTS

### Coupe de France de football

#### Reims et Alès dans le dernier carré

Alès, Reims (deuxième division), Marseille et Bordeaux se sont qualifiés, mardi 19 mai, pour les demi-finales de la Coupe de France qui se disputent les 26 mai et 2 juin prochain. C'est Reims qui a créé la principale surprise des quarts de finale en éliminant Laval (première division) dans l'épreuve des tirs au but.

Les résultats sont les suivants :

#### DIVISION I ENTRE ELUX

\* Lille B. Bordeaux ..... 2-1 (1-3)

\* Marseille et Lens ..... 0-0 (1-0)

#### DIVISION II ENTRE ELUX

\* Reims B. Laval (4 pén. à 2) ..... 1-0 (0-1)

#### DIVISION II ENTRE ELUX

\* Strasbourg B. Alès ..... 1-0 (0-0)

(Entre parenthèses : le résultat du match aller. En caractère gras, les clubs qualifiés pour les demi-finales dont le tirage devait avoir lieu mercredi 20 mai à 19 h 15.)

• **TENNIS :** McEnroe renonce aux Jeux olympiques. — L'Américain John McEnroe, septième joueur mondial meilleur américain, a confirmé, mardi 19 mai, qu'il ne participerait pas aux JO de Séoul en 1988, en dépit de la décision du CIO d'ouvrir la compétition aux professionnels (le Monde, du 13 mai). « Pour moi, les Jeux sont réservés aux amateurs », a-t-il déclaré.

arrive en troisième position — après Balavoine et Mère Teresa — pour son efficacité dans l'aide au développement. L'abbé Pierre est également cité. On notera au passage que Balavoine et Coluche se sont tous les deux tués accidentellement et que leur mort tragique n'a pu qu'accentuer leur prestige.

### Ethiopie l'abord

Quel est le sujet qui préoccupe le plus les quinze-vingt-cinq ans ? Le chômage, évidemment (82 %). Ils le lient à la nouvelle pauvreté (57 %). Mais les difficultés du tiers-monde (47 %) passent devant le SIDA (44 %).

Ces difficultés ne sont, pour la plupart des jeunes Français, ni l'analphabétisme ni la dictature, mais la famine et la sécheresse. Un pays est massivement cité : l'Ethiopie, alors que l'Inde ou le Bangladesh arrivent loin derrière. Sans doute l'influence d'une

actualité récente et du fameux disque des Chanteurs sans frontières.

75 % des jeunes interrogés pensent qu'il faut aider au développement d'un pays quel que soit son régime politique. Une proportion encore plus forte (83 %) estime pourtant que l'aide financière des Occidentaux est détournée de sa destination initiale. Et il se trouve 62 % pour affirmer que l'aide au développement est un prétexte ou un moyen pour dominer les pays démunis.

Faut-il s'étonner de ces paradoxes ? 94 % des jeunes Français qui ont été associés à une aide au développement ne sont jamais allés dans le pays concerné. Mais sans doute l'ont-ils « vu » sur leur petit écran. A l'heure de la « charité business », fondée sur le marketing et la télévision, les images l'emportent sur les idées. Elles sont forcément passagères et un peu contradictoires.

ROBERT SOLÉ.

Avez-vous ou non participé à une action en faveur de l'aide au développement, ne serait-ce que sous la forme de don ?

	Ensemble %	Garçons	Filles	Pratiquants religieux	Non pratiquants
Oui	40	36	43	61	36
Non	59	63	56	38	63
Ne se prononcent pas	1	1	1	1	1
	100	100	100	100	100

Les difficultés du tiers-monde vous préoccupent-elles énormément, beaucoup, peu ou pas du tout ?

	Ensemble %
Enormément	12
Beaucoup	58
Peu	29
Pas du tout	1
Total	100

Donne la liste suivante des actions conduites en faveur de l'aide au développement, quelles sont les quatre qui vous paraissent les plus efficaces ?

	ENSEMBLE %
L'aide apportée par Médécins sans frontières ou Médécins du monde	83
L'aide apportée par la Croix-Rouge	51
L'action des personnalités du show-business telles que les chanteurs sans frontières, ou band aid	41
L'action des personnes bénévoles se rendant sur place	40
La participation de la France aux programmes de coopération proposés par ONU, PUNICE ou PUNESCO	40
L'aide apportée sur place par des associations comme Terre des hommes ou Frères des hommes	36
L'aide financière du gouvernement français	20
L'action des coopératives, techniciens et professeurs payés par le gouvernement français	18
L'aide apportée par l'Institut Pasteur	17
L'aide apportée par les missions catholiques ou protestantes	17
Les actions de jumelage entre une ville française et une ville d'un pays ayant besoin d'aide au développement	15
Ne se prononcent pas	3
(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100 % en raison des réponses multiples.

**Le Monde**  
PUBLICITE LITTERAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

## EDUCATION

Avec la multiplication des plastiquages

### La situation devient de plus en plus difficile pour les enseignants en Corse

BASTIA de notre envoyée spéciale

« Que le plastiquage soit reconnu comme accident de travail, il fallait y penser !... » Cent plaintes ont été déposées en Corse, depuis cinq ans, par des professeurs continentaux, en majorité du secondaire. Vingt pendant les seules vacances scolaires en 1987.

Le vendredi 15 mai, les enseignants ont fait grève dans le primaire (à 60 %) et le secondaire (à 75 %). Leurs élèves ont suivi à 90 %. Les syndicats aussi éloignés que la FEN et le SNALC font cause commune contre le terrorisme. Le SGEN-CFDT, tout en dénonçant les attentats, ne s'associe pas à cette action. Seul le SCI (syndicat des enseignants corses), nationaliste, défend une position évidemment différente.

Hier, ces organisations nationales pressaient leurs adhérents de résister... Aujourd'hui, elles exigent du ministère qu'il assume ses responsabilités : « La défense de l'école de la République ». Les victimes qui veulent partir doivent pouvoir le faire sans préjudice supplémentaire, en bénéficiant d'une « mutation exceptionnelle, sans perte de salaire, et conforme aux vœux de la victime » et de l'indemnisation rapide » des dégâts causés par les explosions.

Une évolution qui satisfait les plus farouches nationalistes. « Enfin, disaient-ils, les enseignants continentaux passent de fond : c'est de leur présence dans ces emplois que les Corses souhaitent occuper pour le retour au pays ».

L'enseignement français est un « vecteur de colonisation française », déclare l'ex-FEN, dans une lettre envoyée le 17 mai à des syndicats continentaux, où il dénonce « le rôle peu ragoutant

des syndicats jaunes ». « Il faut que vous preniez une décision : celle de partir. C'est le premier avertissement. »

« Je paie de ma poche 9000 francs pour être fonctionnaire de l'Etat. Trouvez-vous cela normal ? » Cet homme discret, professeur en Corse-du-Sud depuis des années, va payer cette somme à la suite d'un plastiquage. Il n'a reçu ni lettre de menaces ni coup de téléphone anonyme. Mais un pain d'explosif a fait voler en éclats, à 21 h 30, sa porte et celles des voisins et le plafond du palier. Depuis, le voisinage est plus réservé. Le propriétaire a donné congé. « Ce n'est qu'un début, conclut le malheureux. On connaît la suite. Des collègues en sont à leur cinquième plastiquage. Je n'ai pas envie de travailler le fusil dans le dos. Je demande à partir. » Ses démarches au rectorat n'ont pour le moment pas abouti.

### « Ce n'est qu'un début »

Si l'on reconnaît au ministère que l'enseignement en Corse peut être « usant », on se refuse à envisager un rapatriement systématique qui « trait dans le sens des auteurs des attentats ». On affirme que des dérogations aux règles de mutation peuvent être accordées dans des cas exceptionnels. Le nouveau recteur de Corse, qui prend ses fonctions jeudi 21 mai, a reçu des instructions pour apporter un soutien psychologique aux enseignants et accorder des prêts à ceux qui ont subi des dommages.

Ces assurances suffiront-elles à rassurer les professeurs ? « Jusqu'à présent, nous avons assuré seule le fonctionnement de l'enseignement », constatent les militants de la FEN, le syndicat le plus visé. Pour eux, la situation

est « très grave » : « Faute de candidats, la déqualification s'accroît. Des agrégés, des certifiés s'en vont sous la menace. Ils sont remplacés le plus souvent par des auxiliaires. »

Ils estiment que la « corssication » des emplois réclamée par les nationalistes « est un mythe qu'il faut démentir ». Ils pensent que les Corses ne sont pas légion à vouloir rentrer au pays et observent que les instituteurs recrutés sur l'île, très majoritairement corses, ont largement participé à la grève du 15 mai.

Parmi les nationalistes, certains s'interrogent sur l'opportunité de ces plastiquages et estiment qu'il suffirait de reconnaître la spécificité culturelle de l'île, sa langue, pour « désamorcer les bombes ».

Les parents d'élèves ne se manifestent pas encore publiquement, même si beaucoup dénoncent en privé ces plastiquages. Deux fédérations ont bien apporté leur soutien aux grévistes, mais ceux-ci se sentent de plus en plus isolés. « Il faut que le problème sorte des frontières de la Corse », demande la coordination intersyndicale. Mais, observe désabusé cet enseignant corse de Bastia : « Les collègues du continent ? Ils s'en foutent. »

DANIELLE ROUARD.

### L'ANGLAIS... UN PROBLEME ?

Pour moins de 250 F

vous pourrez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec

LES COURS DE LA BBC

Deux cassettes et un livre avec explications en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS BBC OMNIVOX (s)  
8, rue de Belfort, 75008 Paris  
Tél. (1) 43-88-80-08

**L'E.S.D.E.**  
**A LE MEME AGE**  
**QUE SES ETUDIANTS:**  
**20 ANS...**  
**ET LE PRESTIGE**  
**DE L'EXPERIENCE.**

Ses origines : fondée en 1967, l'Ecole Supérieure des Dirigeants d'Entreprises est une Grande Ecole de Commerce et de Gestion.  
Elle a vocation à former les responsables d'Entreprises de demain : à leur donner les connaissances et les compétences nécessaires à la gestion d'Entreprises.  
Ses programmes : 3 années d'études (généralistes + 1 année de spécialisation : Marketing, Communication, Finance, Gestion des Ressources Humaines, Création d'Entreprises, Informatique).  
Préparation au CCFP et au DECS.  
Ses avantages :  
• 12 mois de stages répartis sur le cycle d'études.  
• 35 BPA PC à la disposition permanente des étudiants.  
• Une vie associative complétant l'enseignement avec la possibilité de préparer un MBA aux USA (en 4<sup>e</sup> année).  
• 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> année pour les titulaires d'un diplôme de premier ou deuxième cycle.

**ESDE**

Ecole Supérieure des Dirigeants d'Entreprises.  
Rue de la République, 111 - 92100 Nanterre

L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS propose un

### Mastère spécialisé en management social D'UNITE OPERATIONNELLE.

Une formation complémentaire en management des hommes et de l'organisation à l'intention des diplômés des écoles d'ingénieurs ou de gestion (ou équivalent), soucieux de se préparer à leur fonction de PATRON d'Unité Opérationnelle (service de production ou administratif, agence, usine, etc.).

• Agréée par la Conférence des Grandes Ecoles.

• Renseignements et inscriptions :

E.S.C.P. 3ème CYCLE - 79, avenue de la République  
75543 PARIS CEDEX 11 - Tél. : 43 55 39 08 poste 1156

**groupe ESCP**

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

### COLLEGE DES MAGISTÈRES POUR L'ENTREPRISE

une formation de qualité adaptée aux besoins des entreprises

Plusieurs universités sont habilitées à dispenser un enseignement de haut niveau à des étudiants sélectionnés en vue d'acquies une qualification en prise directe sur le monde de l'entreprise.

Pour l'année universitaire 1987-1988, les Magistères suivants sont ouverts aux étudiants en droit, en économie ou en gestion.

	AD-MARSEILLE-II	Université Aix-Marseille-II 3, avenue Robert-Schuman 13628 AD-MARSEILLE CEDEX Tél. 42.95.07.53
Droit des affaires, fiscalité et comptabilité *		
Gestion des entreprises *	GRENOBLE-II	Ecole supérieure des affaires 47 x 38000 GRENOBLE CEDEX Tél. 78.54.81.70
Juriste d'entreprise	MONTPELLIER-I	Ecole du droit de l'entreprise 35, rue de l'Université 34000 MONTPELLIER Tél. 67.55.25.51
Juriste d'affaires *	PARIS-III	Institut de droit des affaires 82, rue d'Assas 75006 PARIS Tél. (1) 43.20.12.24, poste 475
Sciences de gestion *	PARIS-IX	Université Paris-Dauphine Place de Lattre-de-Tassigny 75775 PARIS CEDEX 16 Tél. (1) 45.05.14.10
Droit social	PARIS-X NANTERRE	Université Paris-Nanterre 200, avenue de la République 92001 NANTERRE CEDEX Tél. (1) 47.26.32.34, poste 731
Juriste d'affaires franco-allemand	STRASBOURG-II	Faculté de droit Place d'Arénas 67084 STRASBOURG CEDEX Tél. 88.81.78.18
Economie industrielle	PARIS-XII	1 & 3, rue Victor-Hugo 93000 PANTIN Tél. (1) 48.46.13.50

\* Formation mise en place dès 1985.



## Le Monde

# EDUCATION

### Le minitel au secours des inscriptions à l'université

Le minitel permettra-t-il de mettre fin à la traditionnelle « émeute des inscriptions » dans la région parisienne ? L'éducation nationale l'espère. Dès à présent, les quatre-vingt-cinq mille élèves de terminale de la région sont invités à faire connaître par télématique leurs vœux pour les études supérieures. Ils ont, pour cela, jusqu'au 30 mai. Cette opération, indépendante des procédures d'inscription proprement dites, est destinée à aider l'administration à prévoir les capacités d'accueil nécessaires dans chaque établissement. Mais de son côté, l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) va plus loin et lance, dès maintenant, la première opération totale d'inscription par minitel.

Objectif officiel dans les deux cas : rationaliser la gestion des inscriptions et éviter la course folle qui conduit, chaque année, les nouveaux bacheliers à s'agglutiner dans d'interminables files d'attente et à courir d'université en université pour obtenir une place avant que la porte ne se referme devant eux. C'est la « règle de l'autobus », implacable et stupide, qui avantage les élèves reçus sans oral au baccalauréat, mais aussi les plus vindicatifs et... les plus rapides.

La course aux inscriptions est devenue le symbole d'une sélection sournoise et illégale. Certaines universités choisissent, en effet, dans la foule des candidats ceux qui ont obtenu les meilleures notes au bac, et refusent les bacheliers des séries jugées non

nobles. Or, après la révolte de décembre, le mot « sélection » est plus que jamais tabou, et les promoteurs des deux systèmes télématiques inaugurés cette année s'emploient à réfuter toute accusation de ce genre. « Ce que nous avons fait en 1986 en matière de choix d'étudiants, nous le refaisons cette année, ni plus ni moins. Mais sans le traumatisme des files d'attente », affirme M. Michel Garnier, président de l'université Paris-VI. Dans cette université, seuls les candidats certains de pouvoir s'inscrire seront convoqués pour retirer un dossier ; les autres recevront sur leur minitel, puis par courrier, un message poli les informant que « les capacités d'accueil de l'université ne permettent pas de satisfaire (leur) demande ». Fini donc, les crises de nerfs dans les files d'attente et surtout les rassemblements de mécontents devant les bureaux d'inscription, lieux privilégiés d'agitation et d'adhésion pour les syndicats étudiants.

Le récent congrès de l'UNEF-ID (le Monde du 11 mai) ne s'y est pas trompé, qui a violemment condamné le système télématique de Paris-VI, « exemple-type du renforcement de la présélection à l'entrée de l'université ». En mars dernier, les élus de ce syndicat avaient pourtant approuvé le projet minitel au conseil d'administration de l'université, car « il ne change rien à la politique déjà menée ». Mais aujourd'hui, ils estiment qu'on veut les empêcher de « rencontrer les étudiants mécontents ».

L'autre débat soulevé par l'introduction de la télématique

**La télématique permettra-t-elle de résoudre le casse-tête des inscriptions universitaires dans la région parisienne ?**  
L'administration l'espère, en jurant que le minitel ne se transformera pas en petite machine à sélectionner.

est celui de la transparence. Informera-t-on précisément les candidats de l'utilisation faite des données personnelles qu'ils communiquent à la machine ? Officiellement, l'opération « Ravel » (recensement automatisé des vœux des élèves) mise en place

par les trois académies de l'Ile-de-France (Paris, Créteil et Versailles) est destinée à recueillir, avant le bac, les souhaits des lycéens, pour mieux répondre à leurs demandes d'orientation et ajuster, avec plus de précision et

de rapidité, les formations aux besoins. Mais dira-t-on aux élèves que le fichier constitué doit être partiellement communiqué sur support magnétique, dès le 9 juin, aux présidents d'université ? En fait, peu d'entre eux ont les moyens informatiques d'exploiter ce fichier. Et chaque université ne recevra que la liste des lycéens qui l'ont demandée en premier choix, cela afin d'empêcher les établissements les plus prestigieux de se disputer les mêmes élèves.

Cependant, plusieurs des données transmises — date de naissance, adresse — constituent des critères de sélection potentiels, même s'ils sont rudimentaires. Quant à la série du bac préparé, élément décisif pour les universités, elle ne sera pas en principe transmise. Mais, indique un responsable de l'opération, « elle pourra être divulguée aux présidents qui en feront la demande ». Coincés entre l'impossibilité légale d'afficher des critères précis de sélection et la nécessité de dédramatiser les inscriptions, les gestionnaires des rectorats cherchent une voie. Les universités, elles, sont autonomes et se sentent plus libres pour utiliser les données collectées par minitel.

A Paris-VI, université scientifique, on indique que l'opération télématique permettra d'écarter les bacheliers A, B, F et G qui « ne pourraient pas suivre un DEUG chez nous dans de bonnes conditions ». Pour les autres, la barre d'accès sera fixée en fonction des notes obtenues au bac en mathématiques, physique et sciences naturelles, elles-mêmes saisies par minitel.

« Le problème est simple, explique M. Michel Garnier. Nous attendons trois mille cinq cents demandes pour environ

deux mille deux cents places, dont trois cents ouvertes spécialement à la rentrée dans un nouveau centre à Versailles. Si nous étions hypocrites, nous n'aurions pas recouru à l'informatique ».

Reste à mesurer l'efficacité réelle des deux opérations annoncées. L'inquiétude des promoteurs de « Ravel » vient d'abord des conditions de saisie des données imposées aux lycéens. Chaque élève de terminale devra passer à son tour sur un minitel souvent installé actuellement dans le bureau du proviseur. Certains chefs d'établissement ont déjà accueilli l'opération avec mauvaise humeur, l'accusant de désorganiser la vie de leur lycée et d'être « inutile ». Dans le cas de Paris-VI, personne n'est certain que tous les candidats pourront se connecter en temps voulu.

Cette université, qui dispose d'un important centre de calcul, a mis au point un système informatisé global qui serait capable de suivre tous les élèves parisiens de terminale, depuis leur vœu du mois d'avril jusqu'à leur inscription dans une université, en intégrant leurs résultats au bac. Ce projet a été refusé cette année par les recteurs de la région parisienne qui lui ont préféré le système « Ravel », plus limité. Mais ses auteurs ne désespèrent pas. Dès 1988, l'informatique va faire son entrée dans chaque centre du baccalauréat, où les résultats définitifs pourront être saisis en direct. L'ordinateur pourra alors aider les universitaires et l'administration à gérer le destin de chaque bachelier. Mais il ne tranchera pas à leur place la question de la sélection à l'entrée des universités.

PHILIPPE BERNARD.



Inscription à l'université Paris-VI.

### Orsay reçoit

La panique des inscriptions ? L'université Paris-Sud (Orsay) affirme ne pas la connaître. Pendant que les files du quartier Latin sont prises d'assaut par les nouveaux bacheliers, Orsay reçoit paisiblement ses nouveaux étudiants en première année.

La situation périphérique de l'université par rapport à la capitale n'est pas l'unique explication de cette sérénité. Si Paris-Sud est trop excentrée pour prétendre attirer l'ensemble des bacheliers d'Ile-de-France, elle n'en est pas moins l'une des toutes premières universités scientifiques françaises.

Le secret des inscriptions « en douceur » à Orsay semble résider dans un vaste effort d'information et de dialogue avec les lycéens de terminale engagé en 1984, en application de la loi Savary sur l'enseignement supérieur. L'idée de base est simple : il n'y a pas de bonnes inscriptions sans une information complète des futurs étudiants. Tout au long de l'année scolaire, les responsables de l'Office des carrières et de l'orientation (OCO) de l'université visitent les lycées, dans la couronne sud de Paris, pour expliquer l'organisation et la finalité des études à Orsay, et la procédure d'inscription. Les professeurs, parents et conseillers d'orientation sont également reçus.

Dès la fin juin, tous les lycéens intéressés doivent parti-

ciper à une des séances d'information, programmées pendant trois semaines. Un responsable de l'OCO et un enseignant y insistent sur les exigences de chaque filière et sur les possibilités offertes aux bacheliers non scientifiques : année de ramasse à niveau scientifique « en blanc » pour les lauréats des séries A et B, modules spécifiques pour les bacheliers F. Un « ticket », qui permettra de retirer un dossier d'inscription à une date précise après les résultats du bac, est délivré à tous les participants des séances d'information.

Après avoir rempli son dossier, le candidat est reçu individuellement, éventuellement avec ses parents, par un enseignant du module qu'il a choisi et par un membre de l'administration. Il doit présenter son dossier scolaire depuis la seconde et ses résultats au bac. Cet entretien, précise M<sup>me</sup> Frémont-Lamouraine, vice-présidente de Paris-Sud, n'est pas destiné à sélectionner les candidats, mais à préciser leur projet, à adapter leur orientation à leurs possibilités. Peu de bacheliers toutefois renoncent à s'inscrire.

Résultat : les étudiants de Paris-Sud savent en principe tous pourquoi ils se sont inscrits, et l'université peut se targuer d'une manière de record : seuls 6 à 7 % des inscrits s'étaient inscrits avant les examens de fin de première année.

**Donner aux élèves les moyens de réussir**

- 50 % de classes de plus de 35 élèves en lycée.
- Trop de classes à 28-30 en collège, aucun travail en petits groupes possible.
- Trop d'élèves en difficulté et 3 000 postes supprimés en collèges à la rentrée.
- 80 000 jeunes de plus prévus dans les lycées et seulement 28 000 places créées.
- 30 000 enseignants titulaires contraints de changer d'établissement chaque année.

**Effectifs trop lourds, locaux insuffisants, instabilité des personnels nuisent à la qualité de l'enseignement.**  
**Pour former 80 % des jeunes au baccalauréat, il faut cesser d'aggraver les conditions de travail des élèves et des maîtres : c'est urgent.**

### Pianotez « Ravel » sur le 3614

Tous les élèves de terminale d'Ile-de-France sont invités — jusqu'au 30 mai — à formuler sur un minitel dix vœux maximum, pour leur inscription dans l'enseignement supérieur. Ils choisissent leur filière (université, BTS, classe préparatoire, IUT), leur spécialité (droit, sciences, etc.) et leur établissement. Afin d'éviter les pléthores, l'opération Ravel aura lieu exclusivement dans les lycées, sous la surveillance de l'administration, qui dispose d'un code d'accès secret.

Le premier choix exprimé par les élèves sera communiqué, le 9 juin, aux présidents des treize universités de la région parisienne, qui pourront choisir de les convoquer ou non pour une inscription, ou de ne pas utiliser cette liste. Dès l'ouverture des inscriptions, le 6 juillet, les universités devront mettre à jour le fichier en communiquant aux recteurs la liste des élèves officiellement inscrits. Vers le 20 juillet, une liste des bacheliers restés sur la touche sera dressée. Ils pourront alors être orientés en

fonction de tous les vœux qu'ils auront exprimés.

Pour l'université Paris-VI, c'est l'inscription proprement dite qui s'effectuera par minitel. Tous les candidats à cette université doivent s'adresser par écrit au service de la scolarité avant le 31 mai (1). Ils recevront en retour un code confidentiel d'accès au serveur télématique, à contacter dès le 10 juin. Dès les résultats du bac connus (notes, mentions), les candidats devront les saisir sur minitel. Avant le 15 juillet, ils auront tous reçu, toujours sur minitel, une réponse à leur demande : soit un rendez-vous pour venir retirer leur dossier d'inscription, soit un refus, confirmé par écrit, pour cause de « désaccord de la capacité d'accueil ».

(1) Une déclaration d'intention comportant le nom, le prénom, l'adresse, la nature du baccalauréat préparé, un certificat de scolarité et un timbre doit être adressée à M. Philippe Chaignon, secrétaire 1<sup>er</sup> cycle, bld. M. 4, pl. Jussieu, 75232 Paris Cedex 05.

### LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir  
**assistant-réalisateur**  
**scripte**  
**monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. (1) 48.74.65.94  
Documentation M sur demande

### FACULTÉ DE MÉDECINE PARIS-NORD

année universitaire 1987-1988

#### DIPLOME UNIVERSITAIRE DE SEXOLOGIE

(études biologiques, psychologiques et sociales des sexualités humaines)

Ce diplôme est ouvert aux professionnels de la Santé, de l'Éducation et du Champ social.

Les études s'étendent sur 3 ans à raison de 10 week-ends/an.

Les candidats doivent envoyer une lettre de candidature et un C.V. avant le 30/6/87 aux :

Directeurs des enseignements : Drs S. Képès et A. Durandou

Secrétariat des Enseignements Spéciaux - UFR médecine Paris 13 - Bobigny

74, rue Marcel-Cachin, 93012 Bobigny Cedex. Tél. : 48-56-66-79 (poste 161)



150

# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### PARIS

37/87, cinquantenaire de l'Exposition des arts et des techniques



L'inauguration de l'exposition avec les présidents Lebrun, Blum et Herriot.

### Du marbre et

A défaut d'organiser, pour 1989, une Exposition universelle à Paris, la municipalité parisienne se contente de célébrer par toute une série de manifestations la dernière, qui eut lieu sur le sol français, en 1937. Dédicée aux arts et à la technique, elle exalta un sage néo-classicisme dont il reste des traces considérables sur la colline de Chaillot.

### de la lumière

On est bien loin de la frénésie technologique qui animait l'exposition de 1900, mais le futur n'est pas oublié grâce à la présence massive des nouveaux médias : radio, cinéma, télévision, publicité. L'avenir proche, beaucoup plus inquiétant, se profile : de part et d'autre du pont d'Iéna, deux pavillons colossaux s'affrontent. Celui de l'URSS et celui du III<sup>e</sup> Reich.

### Dernière fête avant l'orage

LE 24 mai 1937, à 15 h 30, Albert Lebrun, Léon Blum et Edouard Herriot, présidents respectivement de la République française, du conseil des ministres et de l'Assemblée nationale ; tous trois en queue-de-pie, le « huit-reflets » vissé sur la tête, inaugurent de concert l'Exposition internationale de Paris. Dans les gravats. A l'exception de celui de la presse, aucun des bâtiments français n'est prêt. En revanche, deux mastodontes, l'un russe, l'autre allemand, s'affrontent déjà de chaque côté du pont d'Iéna. Le pavillon italien est achevé depuis un bon mois. Celui des Etats-Unis, gigantesque cheminée de Sunset Boulevard, est planté au bord de l'eau ; comme ceux de la Grande-Bretagne et de la Belgique, au pied de la tour Eiffel. La Seine, en effet, est l'épine dorsale de l'exposition, qui s'étend de la colline de Chaillot à l'Ecole militaire et de l'île aux Cygnes à la place de la Concorde :

105 hectares où sont dispersés 300 pavillons, dont 44 étrangers. « Une singulière loi de l'histoire veut que depuis soixante ans nos expositions aient toujours accompagné ou suivi de graves crises politiques », prévoyait Léon Blum à la veille de son ouverture. Mais pouvait-il se tromper ? L'horizon de ce printemps est particulièrement chargé de nuages. En Europe, les démocraties se réduisent comme peau de chagrin. Hitler rêve tout haut d'un Anschluss avec l'Autriche. L'Italie fait main basse sur l'Ethiopie. Radek et les dix-sept membres de son « groupe », inculpés à Moscou, avouent tout ce qu'on voudra avant d'être fusillés. La guerre civile ravage l'Espagne où l'aviation allemande, au service des nationalistes, pilonne Guernica. En France, l'euphorie des premiers mois du Front populaire s'estompe. Depuis bientôt un an, Léon Blum préside aux destinées d'une France déchirée.

Les Lignes ont été dissoutes, mais la Cagoule complète. Provocation : elle va faire sauter le siège du CNPF, près de l'Etoile. A Cligny, communistes et partisans du colonel de La Rocque s'affrontent. Les forces de l'ordre interviennent. Il y aura 5 morts et 500 blessés. Les grèves ralentissent l'activité du chantier de l'exposition. Léon Blum avait symboliquement souhaité l'inaugurer le 1<sup>er</sup> mai. Le défilé semble impossible à tenir. Pour la plus grande joie de la presse de droite, Thierry Maulnier exulte : « L'exposition dont on avait annoncé qu'elle serait la triomphe du Front populaire ne sera pas prête ? Bonne nouvelle ! » Effectivement, le public devra attendre la fin juin avant de profiter de la totalité des espaces. Et encore certains d'entre eux n'ouvriront-ils qu'à la veille de la fermeture, comme la grande salle de spectacle du Palais de Chaillot. Voire après, comme le Musée des travaux publics des frères Per-

ret. Pourtant l'exposition tant moquée va trouver son rythme et finalement drainer des foules considérables : 34 millions de visiteurs en six mois. Plusieurs fois par semaine, des « fêtes nocturnes », rythmées par Honegger, Auric ou Milhaud, attirent des milliers de spectateurs sur les quais de la Seine transformée en coulée lumineuse. Charles Trenet apparaît un soir, entre deux feux d'artifice, au premier étage de la tour Eiffel embrasée. La lumière est le leitmotiv de cette entreprise. L'un des pavillons majeurs de l'exposition, construit par Robert Mallet-Stevens et Georges Pingusson, est dédié à l'électricité. Placée au fond de la perspective du Champ-de-Mars, sa façade légèrement incurvée forme un écran géant de 600 mètres carrés, visible de la terrasse de Chaillot et sur lequel, à défaut des films initialement prévus, des vues panoramiques sont projetées. Une série de pro-

jecteurs balayaient le ciel de leurs pincesaux, et la lanterne du phare d'Ouessant, la plus puissante du monde à l'époque, est placée dans l'axe de la composition. Devant le bâtiment, une stucelle de 7 mètres stupéfie les badauds. A l'intérieur, devant la fresque de Dufy, la Fée électricité (60 mètres de long sur 10 mètres de haut), un disjoncteur géant de 500 000 volts scelle le mariage des arts et de la technique, thème officiel de l'exposition. Un millier d'artistes ont été sollicités. Chaque pavillon est orné de fresques. Les dizaines de statues qui peuplent l'espace sont autant d'homages au classicisme retrouvé. Le modernisme se réfugie chez les Espagnols, qui abritent Picasso, Calder et Miró. Mais l'Exposition de 1937, c'est aussi le triomphe des médias. La presse a son pavillon. La radio aussi. Le cinéma est omniprésent, et le bâtiment « Photo-cinéma-phonie » montre pour la première fois au public la télévision. Pour la première fois aussi, la publicité a droit de cité. Un immense grillage métallique court le long de la façade du bâtiment qui lui est réservé, où des enseignes lumineuses, des affiches, vantent le vin Nicolas ou les lames Gillette, à côté des slogans qui sont sur toutes les lèvres : « Pas de bonne semaine sans week-end... » Les organisateurs n'ont pas négligé pour autant les vieilles

filles qui assurent inmanquablement le succès de telles manifestations. L'île au Cygne sacrifie à l'exotisme. Les visiteurs y déambulent entre deux rangées de constructions rappelant le charme et la diversité de l'empire colonial français. Sur l'esplanade des Invalides, les amateurs d'émotions fortes essaient les attractions d'une fête foraine new-look. L'exposition s'achève mieux qu'elle n'a commencé. Les députés votent même une motion pour la prolonger l'année suivante. Le Sénat refusera ce dernier feu d'artifice. Elle ferme ses portes le 28 novembre. Le froid s'installe. Les colonies massées sur l'île aux Cygnes grognoient, les pieds dans l'eau. En démontant leur pavillon, l'Autriche et la Tchécoslovaquie n'imaginent pas encore qu'elles seront bientôt rayées de la carte. Pourtant, les menaces se précipitent. En Espagne, Bilbao est tombée. Les Japonais bombardent Shanghai. Le maréchal Tchkatchevski et sept généraux de l'armée soviétique sont passés par les armes. Chautemps a remplacé Blum à la tête du gouvernement. Le Front populaire agonise. André Malraux publie l'Espoir, mais Michel Leiris, après avoir contemplé l'hommage à Guernica, écrit : « Picasso nous envoie notre lettre de deuil : tout ce que nous aimons va mourir. »

EMMANUEL DE ROUX.

### Monuments à la paix

C'EST au Musée d'art moderne de Paris que se déploie la principale et lumineuse évocation du cinquantenaire de 1937. L'exposition a été organisée par l'Institut français d'architecture, avec soin, force documents d'origine et tout ce qu'il faut de maquette. La commission en était Bertrand Lemoine, on pouvait s'attendre à un travail sérieux et poussé, et le monumental catalogue en est la preuve. Mais l'architecture, genre volontiers considéré comme austère, trouve en outre son lot de plaisir, de surprises, d'émotion. Il est vrai que l'Exposition de 1937 porte avec elle une charge de mystère et de souffre, qu'elle est sortie des consciences, occultée par les événements qui vont suivre, alors qu'elle a laissé trois des plus visibles monuments de Paris : le palais de Chaillot, si inutilement et cruellement mutilé ; le Musée des travaux publics de Perret, qui aurait sans doute fait l'affaire pour ce musée de l'architecture dont on parle tant aujourd'hui si le Conseil économique et social n'y avait trouvé son siège ; enfin « les » musées d'art moderne, ou palais de Tokyo. Rarement exposition internationale aura si bien collé à son temps, dans ses imperfections et ses inévitables certitudes et ses inquiétudes. Et rarement l'architecture, puisqu'elle en fut

assurément l'expression la plus aboutie, aura traduit d'aussi près les réalités politiques, sociales, esthétiques d'une époque. Ces manifestations conçues et financées par les grands producteurs de poudre aux yeux réussissent en général à masquer les plaies d'une époque derrière la célébration de l'industrie, du progrès, sinon d'un futur auquel « 37 » fit bien de ne pas se référer. Pourtant le futur était là, l'architecture le montre, même si la passé restait maître, l'architecture encore le prouve. Les acteurs de « 37 » se savaient-ils ainsi écartelés ? Le face-à-face, désormais légendaire, des pavillons allemand et soviétique restait sous les ailes protectrices du palais de Chaillot, temple lyrique d'un pays bientôt vaincu. Les Etats-Unis, à la veille, n'avaient pas vraiment déployé les efforts d'un plan Marshall pour courtoiser le continent européen. Ils avaient fait appel à Wiener, Higgins et Levi, noms qu'il est inutile de retenir ici, l'année même où Miss Van der Rohe quittait Berlin pour Chicago. En France, nation invitante, Le Corbusier, qui n'était déjà pas le moins connu des architectes, se vit, lors du concours pour le palais de Tokyo, préférer les noms de Dondel, Aubert, Viard et Destugue, tandis que Carlu, Boileau et

Azéma, qui eurent finalement l'honneur et la gloire d'édifier le palais de Chaillot, obtenaient un quatrième prix. Le Corbusier dut aller camper porte Maillot, où furent plantés les voiles du pavillon des Temps nouveaux. La modernité, terme dont le savoir n'avait pas encore un arrière-goût de passé, était pourtant présente. Le pavillon espagnol s'honorait non seulement de la signature de José Luis Sert, mais d'abriter le Guernica de Picasso, présage de nouveaux carnages. La Finlande avait déjà su reconnaître son génie en Alvar Aalto, seul évident représentant du style international, mais dont le bâtiment simple et compact confirmait l'indécision stylistique et de l'époque et de l'exposition. Seul ? On aurait tort d'oublier, même s'ils ont acquis moins de célébrité, l'architecte du Japon, Junzo Sakakura, ou ceux de la Norvège, Knut Knutsen et Arne Korsmo. Et puis, parmi les pavillons français voués aux arts, aux techniques, aux soins ou au bonheur du corps, voici quelques prouesses qui donnent l'aune d'une liberté formelle, si bridée ailleurs par les règles d'un classicisme périmé. Pour la mémoire, on citera les noms de Mallet-Stevens, Pingusson, Camelot... Mais on voudrait que soient exhumés ceux des auteurs

du pavillon des métaux (Dorian, Paquet, Vitry) restés dans l'ombre de leur ferronnier Subes. Ceux encore du pavillon de Saint-Gobain (Coulon et Adnet). Enfin, le trainement de portes de l'Exposition internationale de Boris Iofan, elle associait la joie vengeresse de son profil phallique aux deux pavillons guerriers de l'URSS et de l'Allemagne nazie. Mais la symétrie de son contexte faisait évidemment allégeance et aux musées préférés d'Hitler, si magistralement suivies par Albert Speer sur les bords de la Seine, et à l'ordre marshallien de Boris Iofan dans le pavillon de l'URSS, et à l'harmonie impériale de l'envoyé italien, Piacentini. Et elle répondait à la sage soumission de Carlu, Boileau et Azéma, aux règles d'un classicisme qu'ils imaginaient, pour leur part, tempéré. FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ Jusqu'au 31 août. Catalogue 510 pages, 270 F.

## CANNES

### 40 ANS DE FESTIVAL

40 ANNÉES DE CINÉMA VUES PAR LE MONDE

NUMÉRO SPÉCIAL 44 PAGES - 19 F

largement illustré

## Le Monde

UN NUMÉRO-RÉTROSPECTIVE

exclusivement consacré au Festival

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

à l'université

Planotez Ravel sur le 3614

CONSERVATOIRE DE LA MUSIQUE FRANÇAISE

tant-réalisateur leur-monteuse

F







150

internationale des arts et des techniques

MUSEE

## Apothéose et commémoration

L'entre-deux-guerres est, à Paris, l'âge d'or du musée - et 1937, l'année de son apothéose. Le musée devient l'institution reine, qui s'étend à des domaines qui, jusqu'alors, lui étaient demeurés étrangers.

ENTRE 1918 et 1939, il se crée à Paris un musée par an, en moyenne. Et, en 1937, l'Exposition internationale donne l'occasion d'un déplacement et d'un regroupement, ainsi que d'un inventaire d'un genre nouveau. La

ter des salles du Petit Palais. Dans ce cas, il s'agit simplement de développer des organismes qui existent depuis 1818 pour le Luxembourg - Louis XVIII l'inaugure - et depuis 1902 pour l'autre. Point de nouveauté donc ; une amplification qui rendait obligatoire le gonflement des collections, amplification qui s'accompagne d'un effort de présentation. On s'éloigne du modèle ancien pour adopter peu à peu le style « moderne » des murs blancs, de l'éclairage zénithal, de la sobriété géométrique qui triomphe au même moment dans le

de superficies doublées ou triplées par rapport à celles de l'ancien Trocadéro et de hauteurs de salles qui permettent d'abriter aussi bien un mât-totem que des monnaies de chapelles à taille réelle. Il y a même tant d'espace, de profondeurs et de sous-sols que deux autres musées s'établissent à leur tour à Chaillot, un très ancien et un tout neuf.

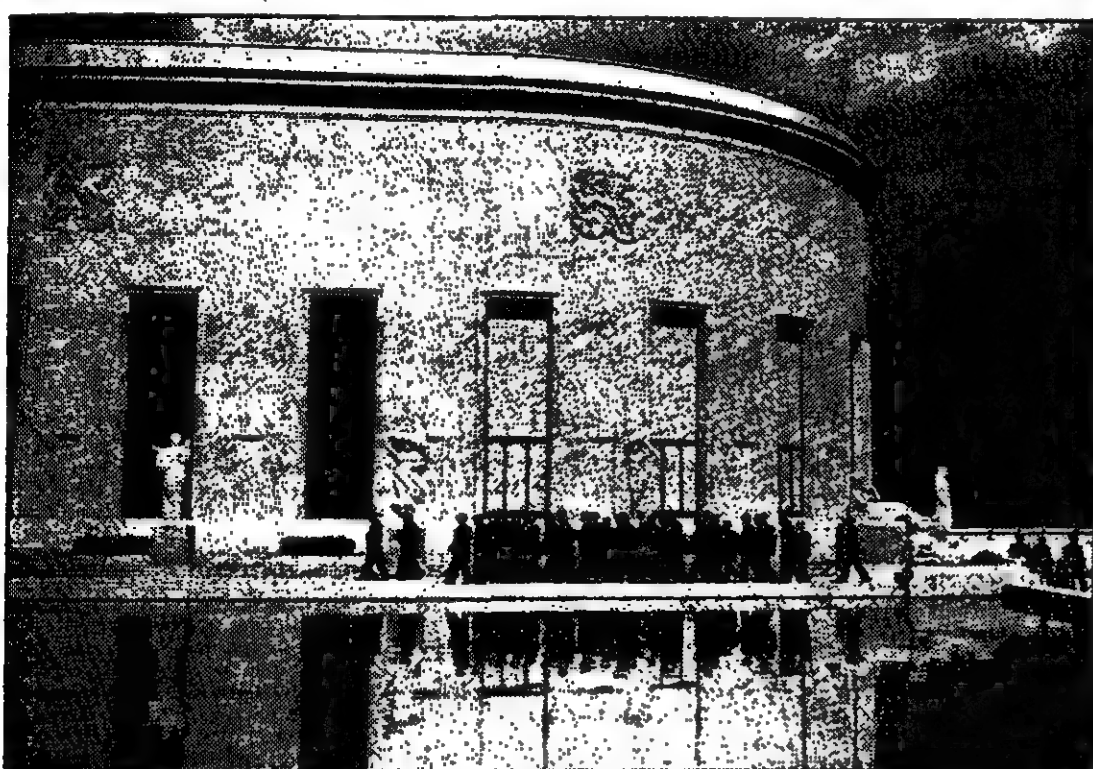
Le très ancien a été fondé sous l'autorité de Colbert, en 1678 précisément, et depuis a déménagé au fil des pouvoirs pour finir cantonné, en 1833, dans un coin du Louvre. Le Musée naval, ainsi le

à l'exceptionnel. Le musée se métamorphose en mémorial. D'anthologique il devient anthropologique et sociologique. C'est fini du Palais des beaux-arts, comme c'en est fini des beaux-arts : le temps de la « culture » commence, d'une dévorante culture qui absorbe toutes les activités sans distinction ni hiérarchie. Le musée entend témoigner et non plus séduire. A ce titre, 1937 pourrait passer pour une date-phare : celle à laquelle s'accomplit triomphalement la révolution des musées. Le titre même de l'Exposition n'était-il pas « Des arts et des techniques », formule exemplaire parce qu'équivoque ?

Aux ATP, musée des techniques « ancestrales », correspond de façon symétrique le Palais de la découverte, aménagé dans le Grand Palais pour montrer la modernité scientifique. A en croire Paul Valéry, qui fut l'un des responsables principaux de l'Exposition, il réunit « le paradis de faire voir ce qui n'existe que par l'esprit et dans l'esprit », de faire voir l'invisible en somme. Qu'il y parvienne par des moyens théâtraux ne choquait pas le poète, extasié devant l'appareil électrostatique de dimension prodigieuse - construit de manière à produire des étincelles de plusieurs mètres de long... Cet anctore de la Villette se voulait le temple d'une civilisation moderniste qui réédifierait elle-même son église en forme de galerie des miracles.

La notion de musée, dès lors, est extensible à volonté, n'ayant d'autres limites que celles, toutes matérielles, de ses moyens. Deux projets de 1937 le démontrent. Le premier, en partie accompli, fut de rassembler un Musée des travaux publics : des maquettes composaient un panorama de l'économie nationale. Perret construisit le bâtiment, mais le musée a disparu dans des caisses, chassé dès 1956 par l'Assemblée de l'Union française, à laquelle a succédé le Conseil économique et social. La seconde idée, qui n'a été appliquée que le temps de l'Exposition, poussait plus loin l'ambition muséale. Elle proposait un musée de la littérature. A l'aide de manuscrits et de papiers explicatifs, ce dernier devait, toujours selon Paul Valéry, dépeindre le sérieux et les difficultés d'une création littéraire que le public aurait estimée bien gratuite et aisée en regard de l'invention mathématique. Le musée, dans ce système implicite, a seul le pouvoir de garantir une œuvre contre le mépris. Il a par lui-même, par sa seule existence, valeur probatoire. L'institution, dès lors, fait le mérite de ce qu'elle conserve. Et non plus l'inverse.

PHILIPPE DAGEN.



L'inauguration du Palais des arts modernes.

vgue atteint alors son paroxysme, ne serait-ce que par le gigantisme des bâtiments et l'ampleur des projets scientifiques qu'ils sont censés recevoir. Ceux-ci sont de deux types, schématiquement parlant : musées « classiques », d'une part, consacrés aux beaux-arts ou aux arts appliqués ; musées nouveaux, de l'autre, qui naissent de l'extension de la muséologie à des disciplines techniques ou terrains qui semblaient jusqu'alors « indignes » ou « immémorables ».

La première catégorie, la moins surprenante, contient les édifices voués aux œuvres d'art, celles que soient leurs origines géographiques, leurs fonctions originelles ou, plus prosaïquement, leurs dimensions. C'est ainsi que 1937 voit l'ouverture des deux musées d'art moderne de l'avenue du Président-Wilson, l'un étant d'État et se voulant l'héritier prospectif du musée du Luxembourg, devenu ridiculement exigu, l'autre appartenant à la Ville de Paris, qui ne peut plus se conten-

tout nouveau Museum of Modern Art de New-York.

La politique est la même à Chaillot, où le Musée de l'Homme (ex-Musée d'ethnographie fondé en 1880) et le Musée des monuments français (ex-Musée de sculpture comparée créé en 1882) prennent leurs aises. Dans un effort de clarté dont on peut encore juger aujourd'hui puisque la présentation n'a guère évolué depuis 1937, classements et vitrines sont alors améliorés, cependant que le Musée de l'Homme est complété de salles d'expositions temporaires, d'une salle de projection et d'une bibliothèque. Les Monuments français, traités avec moins de luxe, n'en sont pas moins disposés dans un ordre chronologique - qui permet à l'élève et au chercheur une étude facile et raisonnée -, à en croire l'Architecte d'aujourd'hui, très séduit par le sol dallé et paré « qui crée une atmosphère de vérité ».

Ces deux monstres de la muséographie monumentale bénéficient

nomme-t-on, tourne alors, à en croire les témoignages, au capharnaüm décourageant, dans des réduits où « l'obscurité rendait parfois impossible l'étude des modèles exposés ». En 1937 - en 1943 en fait, la guerre ayant retardé l'aménagement, - galeries et bateaux du premier rang, maquettes, peintures et plans retrouvent la lumière.

Le très neuf est le Musée des arts et traditions populaires, qui reçoit en donation une part des sous-sols de l'Aile Paris, plus de 3 000 m<sup>2</sup> en tout. Il ne s'agit plus désormais de restauration ou d'embellissement, mais d'invention - d'un musée du second type selon notre classement. Et de l'un de ceux qui réalisent le mieux l'idéal du « tout-musée ». Jusque-là, en effet, il n'a été question que de collections au sens le plus traditionnel du terme.

Aux ATP, organisée sous la houlette de G.-H. Rivière, on prétend rendre « hommage à notre vieille civilisation artisanale et paysanne » et, par conséquent, exposer le quotidien de préférence



Jean Gabin et Pierre Fresnay dans la Grande Illusion.

passion qui finit mal, mais le « réalisme poétique » n'y est pour rien. C'est un drame de la vie, tout simplement. Marcel Carné et Jacques Prévert esculent un échec rententissant, à l'automne, avec *Drôle de drame*, malgré la présence de Michel Simon, Louis Jouvet et Jean-Louis Barrault. Marcel Pagnol a plus de succès que Carné avec le drame paysan *Regain*, inspiré de Jean Giono, dont Fernandel et Orane Demazis sont les principaux interprètes.

1937 : le cinéma français se porte bien. *Griboille* de Marc Allégret (où se révèle Michèle Morgan), *Les Perles de la couronne* de Sacha Guitry, *Abus de confiance* de Henri Decoin (un rôle dramatique pour Danielle Darrieux), *Maman Colibri* de Jean Dreville, *La Mort du cygne* de Jean-Benoît Levy, sont présentés au jury de l'Exposition (1). C'est *La Mort du cygne*, beau film sur la danse, avec Yvette Chauviré, qui reçoit le Grand Prix.

1937, c'est aussi *Carnet de bal*, de Julien Duvivier, film à sket-

ches à grand succès (qui vieillira mal), et *L'Alibi* de Pierre Chenal, qui se trouve en bonne place, au début de 1938, dans les délibérations des jurés du prix Louis-Delluc, créé en 1936 et décerné, pour la première fois, aux *Bas-Fonds* de Jean Renoir. Mais le prix sera attribué au *Parlons de* Jeff Musso, adaptation d'un roman irlandais de Liam O'Flaherty où, sur un thème qui fait penser à *Crime et châtiment* de

Dostoevski, Jean-Louis Barrault joue à cache-cache avec le commissaire Pierre Fresnay. Ce film noir et tourmenté a fait grosse impression. Dans la production 1937, ce n'est pourtant pas celui dont on se souvient le plus.

JACQUES SICLER.

(1) Le numéro mensuel de la Cinéma-Écriture (mai 1987) est consacré à 1937, l'Exposition internationale et le cinéma (10 p.).

MODE

## « Cinq heures du soir »



Septembre 1937 : Nina Baye, place du Tertre, photographiée par Jacques-Henri Lartigue.

SOURIRE rouge baiser, sourcils crayonnés, diégance impertinente. La Parisienne de 1937 est coquette : elle a oublié les robes en rectangle, et les coupes au carré des garçonnas, revendique les drapés, les fantaisies, les broderies. Au pavillon de la mode et de la parure, sorts de ville en tulle côtelé ornés de colonnades, de médaillons rose drapés, des courtiers comme Valix (la future Madame Grès), Chanel, Lucien Lelong, Maggy Rouff, Jeanne Lanvin (la présidente du groupe), habillent les mannequins en céramique de drapés néoclassiques, de fourreaux incrustés de dentelle, de boléros-bijoux. Le soir, les happy-few descendent sur la terrasse, une volière jazzy baptisée « le club des oiseaux ». Un peu plus loin vers le pont de l'Alme, s'élevaient les pavillons de la maroquinerie et de la bijouterie. Encore plus loin, le pavillon des arts féminins (décoré par Paul Colin) réunit les artisans du tricot, de la broderie. Les enfants sillonnaient les plates de trottoir, les mères courant s'informer au « pavillon de l'habillement »...

L.B.

XXXII<sup>e</sup> SALON DE MONTROUGE 6 MAI - 9 JUIN  
ART CONTEMPORAIN  
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo etc.  
**Louis VALTAT**  
Ouvres de 1892 à 1925  
2, av. Emile-Boutroux et 32, rue Gabriel-Péri  
MONTROUGE 10 h à 19 h - Tél. : 42-33-33-00

LE SALON DES ARTISTES FRANÇAIS  
est ouvert tous les jours de 10 h 30 à 18 h 30 y compris les samedis et dimanches  
**JUSQU'AU 30 MAI**  
**GRAND PALAIS**  
Entrée principale, avenue Winston-Churchill

**GALERIE HOPKINS-THOMAS**  
2, rue de Miromesnil 75008 Paris - Tél. : (1) 42.65.51.05  
**BERTHE MORISOT**  
23 Avril - 18 Juin 1987

MUSÉE RODIN  
77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>rs</sup> Varenne  
**MARBRES DE RODIN**  
Collection du Musée  
Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h 45  
DU 8 AVRIL AU 31 AOUT

**GALERIE FELIX VERCEL**  
9, avenue Matignon - Paris 8<sup>e</sup>  
Tél. 42 56 25 19  
**BOUYSSOU**  
"Balade à Paris"  
13 mai - 15 juin

ANTIQUITES  
BROCANTE  
A LA  
**BASTILLE**  
14 - 24 MAI  
T.L. 11 H - 19 H  
Sams. Dim. 10 H - 20 H  
(Métro Bastille)  
ET USEZ "TROUVAILLES"

21 mai - 30 juin  
**James Brown**  
Peintures, sculptures, dessins  
**Galerie Maeght Lelong**  
13-14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

## L'année des deux Jean

Renoir porte encore son cœur à gauche et symbolise la sagesse de l'humanisme. A la Biennale de Venise, son film reçoit le Prix du « meilleur ensemble artistique ». Il sera pourtant interdit en Italie par la censure fasciste. Et il déchaîne, en Allemagne hitlérienne, la rage de Goebbels pour qui la *Grande Illusion* devient « l'ennemi cinématographique n°1 ».

Cette même année, Jean Renoir entreprend la *Marseillaise*, chronique quotidienne de la Révolution française à travers un bataillon de fédérés marseillais, conçu par le peuple et pour le peuple. Slogan justifié par le fait que l'argent de la production est recueilli grâce à une souscription de la CGT auprès des futurs spectateurs. L'enthousiasme pour le Front populaire n'est pas encore retombé. Lorsque le film sortira en 1938, ce sera un autre son de cloche...

Au mois de septembre 1937, Gabin revient avec Mireille Balin dans *Gueule d'amour*, de Jean Grémillon. Récure une histoire de



Le 40<sup>e</sup> Festival de Cannes

## Brouillard, injures et sifflets

Le 40<sup>e</sup> Festival de Cannes s'est achevé le mardi 19 mai. Le jury a décerné sa Palme d'or à Maurice Pialat pour son film adapté du roman de Georges Bernanos : *Sous le soleil de Satan*. C'est la première Palme d'or française depuis vingt et un ans. M. François Mitterrand et M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, ont félicité Maurice Pialat, mais, à Cannes, le verdict du jury a été accueilli par des sifflets et des huées.

La soirée de clôture de ce quarantième Festival, on a pu en juger sur la deuxième chaîne en direct, s'est déroulée, comme le Festival lui-même, dans une atmosphère assez désagréable, ce qui, pour le télé-spectateur, est évidemment satisfaisant, on s'en doute. Le bon Tchernoï, émergent de brouillards artificiels (une allégorie prémonitrice), secondé par Carole Bouquet, gémissement à côté de la plaque, a d'abord servi, comme il se doit, les hors-d'œuvre : la Caméra d'or (prix pour une première œuvre) à la Géorgienne Nana Dzordzadze pour *Robinsonnade*, et le Prix de la Commission supérieure technique du cinéma à Gilles Jacob, délégué général du Festival de Cannes, pour *Le Chien dans les yeux*. Merci patron.

Puis Tchernoï s'est enroulé dans le brouillard et le président du jury est apparu. On allait entrer dans le vif du sujet. Yves Montand, le Papet, avait l'air coincé. Il était colère apparemment, l'air grave, la voix tendue : « Les choix sont arbitraires et cruels, mais c'est le jeu. » Visiblement, il avait passé un sale moment. Il envoie le menu fretin, *Le Mort soudain* et *Les tentatives du colonel KK*, de Mikos Radovic, et du court-métrage animation, *Academy Leader Variations*, de David Ehrlich. Puis la Palme d'or du court-métrage pour *Palladas*, de Laurie McInnes. Très bien, mais le gros reste à faire.

D'anciens avaient juré qu'il n'y aurait pas d'ex-sec. C'est arrivé pourtant : le très grand Souleymane Cissé (*Yeelen, la Lumière*) a dû partager son Prix du jury avec le Japonais Rentaro Mikuni pour *Silence*. Cissé aurait pourtant mérité le prix en entier. Il se contente de dire merci pour lui et pour tous ceux qui n'ont pas le droit de parler.

Le Papet, imperturbable, annonce le Prix de la meilleure contribution artistique : *Prick up your ears*, de Stephen Frears. Contribution artistique ? On imagine les cendres d'Orson s'envoler dans leur urne.

Norman Mailer, déclaré grand écrivain américain par Carole Bouquet, rend hommage à Jean Simmons et manque la bonne porte. Charmant. Mais on ne rit plus : le jury rend hommage à Gilles Jacob pour sa contribution au cinéma. Re-merci patron, on en a plein les yeux.

Enfin, on entre dans le vif du sujet. Papet lit son carton : Prix de la mise en scène : Wim Wenders pour *Les Ailes du Désir*. Le réalisateur fantomatique paraît, myope, timide, et sursure : « Nous pouvons renouveler les images du monde, nous pouvons améliorer le monde. » C'est bien la foi.

« Je ne vous aime pas ».

## Le palmarès

- Palme d'or : *Sous le soleil de Satan*, de Maurice Pialat.
- Prix du 40<sup>e</sup> anniversaire : *Intervista*, de Federico Fellini.
- Grand Prix spécial du jury : *Repentir*, du Soviétique Tengiz Abouladze.
- Prix de la meilleure interprétation féminine : l'Américaine Barbara Hershey pour *Shy People* (le Bayou), du Soviétique Andreï Konchalovski.
- Prix d'interprétation masculine : Marcello Mastroianni pour *Oci Cornie* (les Yeux noirs), de Nikita Mikhalkov.
- Prix de la mise en scène : l'Allemand de l'Ouest Wim Wenders pour *Der Himmel über Berlin* (les Ailes du désir).
- Prix du jury : *Yeelen* (la Lumière), du Malien Souleymane Cissé, et *Shiranu* (Shiranu ou la Voie innuée), du Japonais Rentaro Mikuni.
- Meilleure contribution artistique : le Britannique Stephen Frears pour *Prick Up your ears*.
- Palme d'or du court-métrage : *Palladas*, de l'Australien Gloria Macdonald.
- Prix de la Commission supérieure technique : *Cinéma dans les yeux*, de Gilles et Laurent Jacob.
- Caméra d'or : *Robinsonnade*, de la Soviétique Dzordzadze.

## CANNES de notre envoyée spéciale

Soufflons donc ces quarante bougies et passons à autre chose. Cannes, cette année, fut gracieuse. Trop de films (1 500 projections), trop de manifestations parallèles à la compétition officielle, trop de participants, trop de pub, trop de mal élevés dans les salles, de roulements pendant les projections du matin : les prétextes à la morosité ne manquent pas. La plupart des festivals n'eurent même plus le temps de se montrer dans les fêtes, lesquelles, il est vrai, ne sont plus ce qu'elles étaient. Le cinéma est bien malade. Vivement Roland-Garros !

Les stars n'ont pourtant jamais été aussi nombreuses. Alors, est-ce le champagne qui a fait défaut ou la qualité des films ? Là n'est pas le dilemme qui agite la Croisette. Non, le microcosme cinématographique accuse la « stérilisation » : néologisme qui ne s'applique pas à ses vedettes, bien sûr, mais à celles de la télévision. « Ce n'est plus une fête du cinéma mais un festival de télévision », entend-on du Martinez au Majestic.

Wim Wenders, Lorin Maazel, John Voight, et même Peter Falk débambulent tranquillement sur le bord de mer. Dès que Christophe Dechavannes (A2) montre ses lunettes noires, c'est la ruée sur les Instamatic. Il y a peu, Daniel Toscani du Plantier ne faisait se retourner que les « pros ». Cette fois, il s'agissait de figurer au palmarès des chasseurs d'autographes : entre-temps, le producteur a fait une apparition régulière sur Canal Plus. « Bernard Rapp était génial d'être plus sollicité que moi lorsqu'il m'a interviewé », raconte le cinéaste Souleymane Cissé. « Ce n'est pas sa faute, mais que voulez-vous que je fasse ? », dit le même Bernard Rapp (A2) en parlant du foulard d'une dame. « Cette année, la télé est très à la mode, y compris à Cannes » : les demandes d'autographes ont grimpé comme les enchères entre la Une et la Cinq.

Le chic ? c'est moi !

Toujours pas fixé sur son sort télévisuel, Frédéric Mitterrand vient de signer son dernier édito sur les rapports télé-cinéma dans un quotidien du Festival sponsorisé par une banque et un fabricant de machines à écrire. « J'ai vécu une ruine du cinéma, la même, et son rattrapage par la télé, le phénomène ne me surprend pas. Notre société est à la recherche d'une nouvelle image d'elle-même et va là où elle peut se faire tirer le portrait. » Entre-temps, une radio privée lui demande une définition de chlo. Facile : « C'est moi ».

Il y a tout vu, ou presque, ces animateurs ou présentateurs radio-télé aux cachets de stars : « Bernard », « Frédéric » et bien sûr « Yves » (Mozzoni), qui jone chaque soir les aboyeurs au haut des marches du Palais au son de *Ainsi parlait Zarathoustra* (le Festival ne lui a offert l'an dernier qu'un modeste livre ancien comme gratification, assure son secrétaire général, Michel Bonnet).

Même Michel Polac a été saisi par le démon de la Croisette mais un peu tard. La direction du festival a refusé de « faire le moindre effort » pour lui trouver un plateau. Celui d'Antenne 2 qu'il aurait bien joué, pas fier, était trop exigé. Michel Polac est donc resté à Paris et l'objet de son débat en suspens : « Le cinéma est-il fou ? ».

**Bois du Moulin Rouge**  
femmes, femmes, femmes...  
**ÉPOUSTOUFLANT!**  
un chien interviewe son maître

20h : dîner dansant, champagne et revue : 495F.  
22h et 01h : champagne et revue : 340F.  
Prix nets - Service compris  
MONTMARTRE - PLACE BLANCHE  
Tél : (1) 48 06 00 10 ET AGENCES

**CRETEL**  
Maître des Jours  
Du 14 au 31 mai  
**PLAUTO IN FARS**  
par les Pupi e Fresedde  
Du 19 au 23 mai  
**JEAN GUIDONI**  
5 récitals  
48 99 94 50  
Métro Créteil-Préfecture

**Théâtre de la Bastille**  
ATTENTION! MUSIQUE FRANÇAISE  
DU 27 AVRIL AU 27 MAI  
22-23 mai 21h, 24 mai 12h  
**PEREC/LITOLFF/NESSI**  
26-27 mai 21h  
**DUNCAN YOUNGERMAN**

Boum! Boum! Tuons la musique avec Cendrars!  
**ALMURO** et sa bande!  
Venez vivre avec nous vos dernières minutes!  
**LA FIN D'UN MONDE**  
Plané vers votre mort et votre renaissance!  
**ACIC** au Musée Guimet,  
place Léna  
23 et 24 mai à 20 h 30

V.O.: GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES • GAUMONT MONTPARNASSE • GAUMONT HALLES  
GAUMONT OPÉRA • 14 JUILLET ODÉON • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • 14 JUILLET BASTILLE • MAYFAIR  
MAILLOT • PAGODE • ACTION RIVE GAUCHE  
V.F.: PARAMOUNT OPÉRA • MIRAMAX • GAUMONT ALÉXIA • GAUMONT CONVENTION • CLICHY PATHÉ  
NATION • ST-LAZARE PASQUIER • UGC Gobelins

**CANNES 1987** Sélection officielle

**RADIO DAYS**

Une Production Jack Rollins et Charles H. Jaffe "Radio Days"  
Créateur des Costumes Jeffrey Karland • Chef-monteur Susan E. Morse, ACE • Directeur Artistique Santo Loquasto  
Directeur de la Photographie Carlo Di Palma A.C. • Superviseur Musicale Dick Hyman • Producteur Associé Ezra Swerdlow  
Producteurs Exécutifs Jack Rollins et Charles H. Jaffe • Producteur pour Robert Greenblatt  
Scénario et Réalisation par Woody Allen

V.F.: ÉVRY Gaumont • GAUMONT OUEST • THIAIS Belle Épine Pathé • VÉLIZY 2 • ENGHEN Françoise  
Bueil Arlet • ST-GERMAIN C2L • CRÉTEIL Arlet • V.O.: VERSAILLES Cyrano

**GRANDE HALLE LA VILLETTE**  
22 et 23 mai 1987  
20h00  
COPERNIC OPÉRA F&B  
ou l'Infini dans le commencement  
MILNA CREMONA  
26-27 mai 21h  
GRANDE HALLE de la Ville de Paris  
20h00 et 21h00

**EXPOSITIONS**

EXCEPTIONNEL  
JUSQU'AU 27 MAI  
**GUC**  
SOLDE DE 40%  
70%  
27 Fbg SAINT  
AVANT TOUT  
DANS SON  
21 RUE



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h, sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

**NOUVELLES TENDANCES :** Les nouvelles tendances de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. La mutation des styles. Galerie du CCI. Jusqu'au 8 septembre.

**HANS HOLLEIN.** Retrospective d'œuvres des années 50 à nos jours. CCI. Jusqu'au 8 juin.

**MIES VAN DER ROHE ET SES DISCIPLES 1894-1969.** CCI. Entrée libre. Jusqu'au 15 juin.

**CARTES BLANCHES :** Musée Kupferstich und Zeichensammlung (choix de Yona Fischer, conservateur au musée d'Israël) ; Jean-Charles Blais (choix de la Société des amis du musée national d'art moderne) ; Les courants du style (choix de la Georges Pompidou Art and Culture Foundation) ; 16 artistes (choix de l'Association des amis du Centre Georges-Pompidou). Jusqu'au 24 mai.

**DESSINS AUTRICHIENS DANS LES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE.** Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.

**1977-1987.** L'époque, la mode, la morale, la passion. Jusqu'au 17 août.

## Musées

**MUSÉE PICASSO.** Nouveaux horaires d'ouverture : tous les jours sauf mardi, de 9 h à 17 h 15 ; le mercredi de 9 h à 15 h.

**LE THÉÂTRE DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.** Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-09-24). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

**COSTUME-COUTURE.** Jusqu'au 15 juin : TANGS. L'art des vêtements. Entrée avenue Winston-Churchill. Jusqu'au 30 juillet. Galerie nationale du Grand Palais (42-56-09-24). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

**DESSEINS FRANÇAIS DU DÉBUT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE DE WATTEAU À LEMOYNE.** Musée du Louvre, Pavillon de Flore (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

**IAN HAMILTON FINLAY, KAREN KNOX, JEAN-LUC VILMOUTH.** ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-23-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 28 juin.

**PARIS 37.** Chronologie de l'histoire de la photographie des arts et des techniques dans la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

**L'ARCHITECTURE DES ANNÉES 30 À PARIS.** Musée du Louvre, 11, avenue du Président-Wilson. Sauf le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 27 juin.

**HIPPOLYTE BAYARD.** Naissance de la photographie. Musée du Louvre, 11, avenue du Président-Wilson. Sauf le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 27 juin.

**LE TURKISTAN.** Jusqu'au 31 mai. LE TEMPS D'UN MOUVEMENT. Jusqu'au 8 juin. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (42-23-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 28 juin.

**SCULPTURE DE MATTA.** Et pour une œuvre. Entrée libre. Jusqu'au 30 août. L'INVITATION AU VOYAGE. Jusqu'au 30 août. Musée du Louvre, 11, avenue du Président-Wilson (42-23-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 28 juin.

**DEMEURES DES HOMMES, SANCTUAIRES DES DIEUX.** L'architecture théâtrale. Musée Grévin, 6, place d'Orléans (42-23-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 28 juin.

**TREASORS OF THE TIBET.** Région autonome du Tibet-Chine. Musée national d'histoire naturelle. Galerie de botanique, 57, rue Cuvier (42-36-19-09). Sauf mardi, de 11 h à 18 h 30 ; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

**ANCIEN PÉROU :** vie, pouvoir et mort. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (42-36-19-09). Sauf mardi, de 11 h à 18 h 30 ; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

**PARIS. COUTURE ANNÉES 30.** Palais Galliera, Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Sicile.

(47-20-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 20 septembre.

**WOU TSO-JEN** ou la modernité dans la tradition de l'est. SIAO CHOU-FANG et les fleurs de Chine. Musée Cernuschi, 7, av. Vézinet. Sauf lundi et les 28 mai et 7 juin, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 juillet.

**HOMMAGE À CHRISTIAN DOR** 1947-1957. Musée des arts et des modes, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

**LONDRES A LE TICKET.** Chronologie des affiches de transport ; ALAIN LE QUENEC. Affiches. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 24 mai.

**MARRES DE RODIN.** Collections de musée. Musée Rodin, 77, rue de Varennes (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 août.

**LE SCULPTURE À PROPOS D'UN MILLÉNAIRE.** 967-1967. Hôtel de Soubise, Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 12 octobre.

**LES CHAÎNES.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**HOMMAGE À SIMON GANTILLON.** Départs. Bibliothèque nationale. Galerie Colbert, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (42-77-44-21). Sauf dimanche, de 9 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

**OLIVIER DESRÉ.** Bibliothèque nationale. Galerie de l'estampe contemporaine. Rotonde Colbert, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs. Sauf le dimanche, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 30 mai.

**L'ÉCHAPÉE BELLE.** Sites et monuments de Lorraine. Bibliothèque nationale. Galerie Mottet, 38, rue de Richelieu (47-03-81-26). Sauf dimanche et jours fériés, de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 juin.

**LE MARAIS.** Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Anne. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**LES CLEFS DE LA FORTUNE ET LE CINÉMA FORAIN.** Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. de Mahatma-Gandhi (47-47-69-80). Jusqu'au 15 juin.

**ÉLÉPHANTILLAGES.** Musée en Herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

**LORENZO VIANI.** Musée de la Seine, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 juin.

**RÉTROSPECTIVE FOURTAT.** Musée de la Seine, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 13 juin.

**IMAGES DE LA POSTE.** Jusqu'au 31 mai. ILS EXPOSENT ! Les mécanismes de l'imagerie. Jusqu'au 30 août. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Leprieux (42-72-11-13). Samedi et dimanche, de 10 h à 18 h ; Mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

**JUAN SORIANO.** Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (43-25-95-95). Jusqu'au 6 juin.

**MERMOZ.** Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (45-66-13-65). Jusqu'au 5 septembre.

**PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL.** BOUWENS. Musée national des arts africains et océaniques, 251, avenue Daumesnil (43-43-14-34). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 14 septembre.

**LE CORBUSIER INTIME.** Fondation Le Corbusier, 10, square de la Blanche (42-88-41-53). Sauf dimanche et lundi, de 9 h à 12 h 30, et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 31 décembre.

**CONSTANTIN BOUYENSKI.** Homo Universalis. Institut Néerlandais, 121, rue de Lille. Sauf le lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 5 juillet.

**RAFAEL CANOGAL.** Paris Art Center, 34, rue Falguère (43-23-39-47). Jusqu'au 30 août.

**JIM DINE CHEZ ALDO CRONACHE.** LYNCE (gravures). American Center, 261, boulevard Raspail (43-35-21-50). Sauf dimanche, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 8 juillet.

**LOTTI RINGSTROM ; ERLING JOHANSSON.** Peinture abstraite. Musée de la Ville de Paris, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

**PICHA.** Centre Walther-Brancaccio, 7, rue de Valenciennes (42-72-11-13). Jusqu'au 8 juin.

**JORGES DU BON.** Centre culturel du Mexique, 28, boulevard Raspail (45-40-16-26). Jusqu'au 26 mai.

**L'ART DU MEUBLE EN MARQUETERIE À SORRENTO DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE À NOS JOURS.** Institut culturel italien. Hôtel de Guiffé, 59, rue de Valenciennes (42-22-12-78). Sauf dimanche, de 9 h à 13 h et de 15 h 30 à 19 h. Le samedi de 10 h à 13 h. Jusqu'au 7 juin.

**AB'ART 87.** A. Fleischer ; J. Le Gac ; K. Kappel ; A.-P. Mump. Peinture abstraite. Centre Jemmapes, pont Louis-Blanc.

**LE PEINTRE DEVANT SON MIROIR.** 222 autoportraits. Collection Gerald Schiller. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-23-00). Jusqu'au 5 septembre.

**WHANKO.** 10 ans de peinture à New York. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-43-90-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 juin.

**LES JOYAUX DES RUES.** Retrospective des plaques émaillées françaises. Bibliothèque Forney, Hôtel de Sens, 1, rue du Figeac (42-78-14-60). Du mardi au samedi, de 11 h 30 à 20 h. Jusqu'au 23 mai.

**RAYMOND LEWY, LE DESIGNER QUI A MARQUÉ SON TEMPS.** Hall MBF Mercedes, 118, Champs-Élysées. Jusqu'au 28 juin.

**100<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'UNION DES ARTS ET MÉTIERS.** Exposition de peintures, sculptures, gravures, etc. Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes. Tous les jours. Jusqu'au 24 mai.

**JEUNE SCULPTURE 87/1.** Espace de l'art contemporain. Acrope par la Seine (43-04-62-86 en machine). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 14 juin.

**EXPOSITION COLLECTIVE DES ARTISTES DE LA CITE.** Cité internationale des arts. Salle Edouard-Saunders, 18, rue de l'Hotel-de-Ville. Tous les jours, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 4 juin.

**Galerie**

**MATTHIAS FRANCK.** 100<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'UNION DES ARTS ET MÉTIERS. Exposition de peintures, sculptures, gravures, etc. Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes. Tous les jours. Jusqu'au 24 mai.

**HISTOIRE, MYTHOLOGIE ET ÉPIQUE DANS LA PEINTURE FLAMMANDE.** Galerie d'art Saint-Honoré, 267, rue Saint-Honoré (42-60-15-03). Jusqu'au 10 juillet.

**HOMMAGE À FRANCES PONCE.** La Cour de Varennes, 42, rue de Varennes (45-44-50). Jusqu'au 26 mai.

**GEOMETRIES.** art abstrait 1910-1960. Peintures, dessins, sculptures. Galerie Arnaud, 27, rue Oudinot (46-33-04-66). Jusqu'au 3 juin.

**MEMOIRE VIVE :** Jean-Paul Hubert, André-Marie Chénier, Michel Plasset, Bernard Turlin, Galerie G, 19, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 30 mai.

**LA VOIE DU MATÉRIEL.** Galerie G, 19, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 30 mai.

**HAJDU.** Sculptures-dessins. Jusqu'à fin juin. MARINO MARINI. Gravures et lithographies. Arnaud, 9, av. Matignon (42-60-36-36). Jusqu'au 18 juillet.

**VINCENT VERDEGUE.** BRUNO ROSENWEG. Galerie Bercy-Fugère, 27, rue de Charonne (43-07-07-79). Jusqu'au 13 juin.

**RAINER FETTING ; JAMES ROSENWEG.** Galerie David Tompkins, 30, rue de Valenciennes (42-72-14-10). Jusqu'au 30 mai.

**LES PEINTURES DE LA RÉALITÉ PORTIQUE.** Galerie J.-P. Joubert, 38, rue de Valenciennes (43-22-97-15). Jusqu'au 11 juillet.

**LAURENT DAUPHIN ; GEORGES SUBOCC.** Galerie Jean de Maré, 22, galerie Véro-Dodat (42-36-26-99). Jusqu'au 10 juillet.

**HARRY ANDERSON ; JAMES HARMON.** Memories of a new light. Clara Sorensen Gallery, 39, rue de Charonne (43-55-43-56). Jusqu'au 20 juin.

**MARTINE GOLE.** U. J. JEAN-FRANÇOIS BRIANT ; HÉLÈNE GAUTHIER. Galerie Broca, 40, rue Bonaparte (43-26-40-96). Jusqu'au 6 juin.

**BARBARA ET MICHAEL LEISCH.** Galerie Bercy-Fugère, 27, rue de Charonne (43-07-07-79). Jusqu'au 13 juin.

**JOSEF ALBERS.** Galerie David Tompkins, 30, rue de Valenciennes (42-72-14-10). Jusqu'au 30 mai.

**ATLAN.** Les photographies des années 1962 à 1969. Galerie La Halle, 14, rue de l'Abbaye (place Saint-Germain-des-Près, 43-25-54-06). Jusqu'au 3 juin.

**AVRIL.** Montages récents. Galerie Brail, 16, rue de Seine (43-64-73-49). Jusqu'au 2 juin.

**JORG RADER.** Galerie Brail, 16, rue de Seine (43-64-73-49). Jusqu'au 2 juin.

**VICTOR BRAUNER.** Galerie Petrice Trépo, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Du 22 mai au 30 juillet.

**COLETTE BRUNSCHWIG.** Galerie Citrines, 46, rue de Valenciennes (42-96-69-57).

**URBATTONI.** Peintures, sculptures. Galerie Gaudier-Bullin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10) et Galerie Potier, 25, rue Michel-le-Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 27 mai.

**PHILIPPE CAZAL.** Galerie Claire Bours, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 30 juin.

**CHAGALL.** Galerie Adrien Maighe, 46, rue de Bac (45-48-15-10). Jusqu'au 14 juin.

**ALAIN CLÉMENT.** Galerie Maighe, 46, rue de Bac (45-48-15-10). Jusqu'au 14 juin.

**ROBERT DOERNEAU.** peintures. Compagnie de la photographie, cour de Bédouin, 56, rue de Valenciennes (43-44-11-36). Jusqu'au 30 juin.

**DUBUFFET.** Galerie Di Mo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Du 22 mai au 15 juillet.

**DEUTY.** Galerie David Mollé, 26, rue Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 20 juin.

**DAN FLAVIN.** Galerie Nikki Diana Marzocchi, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 27 juin.

**FRANTA.** Galerie Piero-Lucot, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 13 juin.

**ELIZABETH FRANZOSINI.** La Galerie d'art international, 12, rue Jean-Perraud (45-48-84-28). Jusqu'au 20 juin.

**BOUGERON.** Peintures d'années 1937-1967. Galerie Jean-Jacques Dulko, 3, rue Beaupré (43-26-93-13). Jusqu'au 30 juin.

**R.E. GILLET.** Galerie Diane Manière, 11, rue Passerelle (42-77-04-36). Jusqu'au 27 juin.

**LEONEL GORDART.** Galerie François Pallot, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 6 juin.

**RAYMONDE GOMIN.** Galerie Loif Stille, cour Delapine, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 13 juin.

**HAMER.** Galerie Broca, 40, rue Saint-Sabin (43-55-34-07). Jusqu'au 27 juin.

**JEAN HELION.** Galerie Louis Carré et Cie, 10, avenue de Ménilmontant (45-62-57-07). Jusqu'au 25 juillet.

**MICHAEL HENICHEL.** Bergues et Cie, 70, rue de Valenciennes (42-22-02-12). Jusqu'au 27 juin.

**MOSHE KUPFERMAN.** Galerie Janczger, 45, rue Rambuteau (45-08-51-25). Jusqu'au 6 juin.

**CHARLES LE BARS.** Sculptures. Galerie Michèle Brota, 31, rue des Beaux-Arts (45-77-93-71). Jusqu'au 13 juin.

**LANSDOWN.** Galerie K, 15, rue Godefroid (43-26-15-41). Jusqu'au 27 juin.

**JEAN-LUC LE FLOCH.** Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazaron. Jusqu'au 13 juin ; Œuvres sur papier. Galerie Marie Paccard, 3, rue Jacques Callot. Jusqu'au 20 mai.

**BARBARA ET MICHAEL LEISCH.** Derniers travaux, portraits. Galerie BAMA, Nicos Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 27 juin.

**LEPPIN.** Galerie Franka Bernitz, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 30 mai.

**LOUTRE.** R. Champs d'Amour. Galerie Fabrice Boulikas, 20, rue Beaupré (43-26-56-79). Jusqu'au 8 juin.

**HOMMAGE À MADRIOL.** Galerie D. Vaz, 34, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'au 30 mai.

**GERHARD MERR.** « Le Cœur de Mère ». Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 13 juin.

**REXHEE MORISOT.** Galerie Hopkins-Thomson, 2, rue de Valenciennes (43-65-51-05). Jusqu'au 27 juin.

**OLIVIER MOSSET.** Gilbert Brota et Cie, 17, rue Saint-Gilles (42-78-42-21). Jusqu'au 30 mai.

**ARNULF RAJNER.** Peintures. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-30). Jusqu'au 10 mai.

**GUILLERMO ROUX.** Peintures à l'aquarelle 1964-1967. Galerie Jeanne-Rocher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 6 juin.

**GERARD SCHLOSSER.** Galerie Beaubourg, 23, av. de la République (42-71-50-30). Jusqu'au 29 mai.

**SEGERAL.** Galerie Jacob, 25, rue Jacob (46-33-00-66). Jusqu'au 13 juin.

**SUZANNE.** Galerie Lacourrière Frérot, 23, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-00-30). Jusqu'au 27 juin.

**KVIVY TAILLANDIER.** L'œil de bouffon. 58, rue Quincampoix (43-78-36-66). Jusqu'au 20 mai.

**CLEMENT THOMAS.** Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grands-Augustins (46-33-52-45). Du 22 mai au 27 juin.

**TRÉVIER.** Les œuvres récentes de Babel. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaupré (42-78-05-62). Jusqu'au 6 juin.

**BERNARD TURIN.** art éphémère. Galerie Alain Oudin, 28 bis, boulevard Saint-Michel (42-71-83-65). Jusqu'au 20 mai.

**GER VAN ELK.** sept pièces dans la tradition de l'expressionnisme. Liliane et Michel Durand-Dessert, 3, rue des Harpocrates (42-77-63-60). Jusqu'au 30 mai.

**VASARELY.** Peintures, sculptures, gravures. Galerie Goussier, 39, rue de Valenciennes (42-66-66-48). Jusqu'au 30 mai.

**VESQUE.** sculptures et œuvres sur papier. Galerie G, 19, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 30 mai.

**VLAMINCK.** Galerie de la Présidence, 90, rue de Valenciennes (42-65-49-60). Jusqu'au 30 juin.

**RICH WEISS.** « Ruche-Tout ». 100 dessins. Galerie de la Rue de Seine, 20, rue de la République (40-22-67-27). Jusqu'au 27 juin.

**TOM WESSELMANN.** Metal Cut-Out Paintings and Drawings. Galerie de France, 52, rue de Valenciennes (42-74-38-00). Jusqu'au 13 juin.

**YAMADA.** Galerie Claude Sautel, 18, place des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 20 juin.

**DIMITRI ZHILINSKY.** peintures et dessins. Galerie Claude Sautel, 18, place des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 20 juin.

**En région parisienne**

**AUVES-SUR-ORSE.** Artiste en son lieu. Salle polychrome d'art contemporain, rue Marcel-Martin (30-36-70-30). Jusqu'au 30 mai.

**LA DÉFENSE.** Les Indes d'André, objets d'art et objets de quotidien. Art, 4, 15, place de la Défense. La Défense (40-00-15-56). Jusqu'au 31 juillet.

**CHAMPS-SUR-MARNE.** Cécile Tabe : peintures, photographies. Châtillon (40-00-36-74). Jusqu'au 7 juin.

**CORREZ-LES-ONNIES.** Jean Zehner. Centre d'art contemporain Pablo-Narada, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). Jusqu'au 9 juin.

**FRESNES.** Sept peintures et leur support. Salle Henri-Poup, 16, rue Maurice-Ténès ; puis à l'Ecomat, 41, rue M. Ténès (46-66-08-10). Jusqu'au 30 juin.

**GENNEVILLE.** Tjard Alléme et Marcel Gaudier. Centre d'art contemporain. Galerie municipale Edouard-Maun, 3, place Jean-Gaudier (4





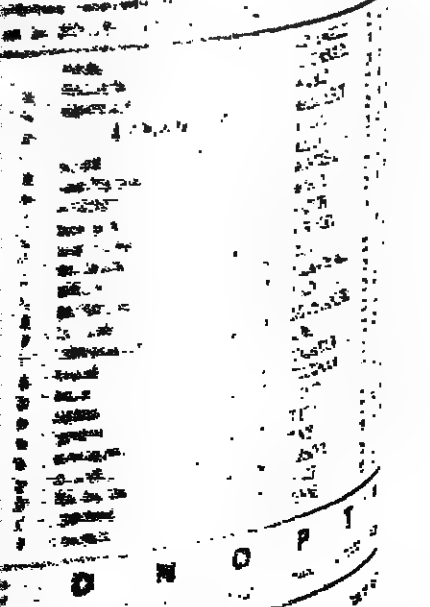
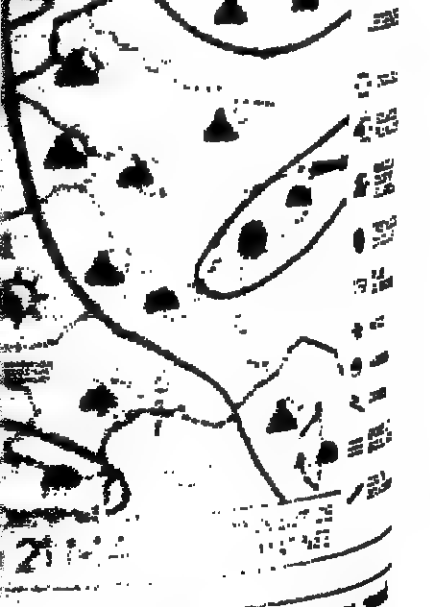
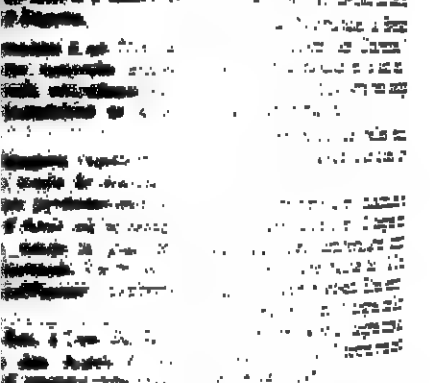






## Informations « services »





## Communication

La guerre des chaînes

### TF1 refuse l'entrée de la Cinq dans l'UER

Finies les amabilités, terminés les hommages appuyés, exclues les flatteries réciproques, conviendrait de l'admettre : la Cinq a tiré la première avec la guerre des stars, la course aux meilleurs programmes américains et l'extension de son réseau. TF1 entend maintenant riposter sur le sport et l'information en déclenchant la bataille de l'UER (Union européenne de radiodiffusion).

En jeu : l'admission de la Cinq - et de M6 - au sein de l'UER, préalable nécessaire à l'accès de ces chaînes à la Bourse européenne des

images d'information et à la retransmission de grands événements sportifs. Les responsables de la Cinq ont donc récemment frappé à la porte du club pour bénéficier de ces images et être admis au sein de l'organisation qui le représente en France : l'Office français de radiodiffusion (OFRT), dont font partie TF1, Antenne 2, FR3 et depuis peu Canal Plus. L'admission de nouvelles télévisions est subordonnée, selon le règlement, à l'accord unanime des membres.

Accord unanime ? C'était compter sans M. Francis Bouygues, qui, au nom de TF1, refuse l'entrée de

son concurrent dans le club. « Les échanges, qui excluent toute comptabilité, ont été rendus possibles parce que TF1 et Antenne 2 alimentent abondamment la Bourse en images quotidiennes et fournissent l'essentiel de la contribution française, déclare-t-on dans l'entourage de M. Bouygues. Pourquoi voulez-vous que ces deux chaînes offrent à leur concurrent de profiter des images de l'UER et de faire de l'information avec une rédaction limitée et à un coût incalculable ? La Cinq, au moins au départ, ne fournira rien en échange de ce qu'elle recevra. L'accepter reviendrait donc à la subventionner ! »

Coup de théâtre, surprise des autres membres, panique des candidats à l'accord éventuellement pour payer un droit d'entrée - qui pèserait, en plus de temps, plusieurs télévisions privées d'Europe pourraient s'allier et créer un club privé, concurrent redoutable pour l'UER. Président de l'OFRT, et membre de la CNCL, M. Jean Aurin est désolé de l'incident et tente de rapprocher les points de vue. L'attitude de TF1 n'est-elle pas dangereuse à long terme ? « C'est l'entrée de la Cinq dans le club qui ne manquerait pas de le faire rapidement éclater », répond la Une. Alors certains s'interrogent : TF1 privilégie-t-elle, de droit, partie d'un organisme auquel appartenait TF1 service public ? Sa admission ne devrait-elle pas également faire l'objet d'un vote ?

La réunion ultime a lieu à Genève les 29 et 30 mai. A la CNCL de réconcilier d'ici là les adversaires.

P.-A. G.

A. Co.

Un problème pour la CNCL et le gouvernement

### L'INA a-t-il le droit de produire pour la Cinq ?

L'accord conclu entre l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et la Cinq pourrait-il être partiellement remis en cause ? Annonce il y a un mois à grand son de trompe par la presse de M. Robert Hersant, copropriétaire de la chaîne, l'accord porte sur l'ensemble des prestations proposées par l'Institut : conservation et exploitation des archives, production d'émission et de nouvelles images, formation du personnel (le Monde du 22 avril). Il prévoit aussi la participation de l'INA, à des productions « légères », des feuilletons simplifiés, de type « soap opera ». Et c'est ce point précis qui est en cause.

L'INA, d'après la loi, ne doit produire que des œuvres « en liaison avec ses activités de recherche et d'exploitation des archives ». Une restriction importante que les producteurs privés estiment n'être pas respectée par la partie litigieuse de l'accord. Les organisations professionnelles des producteurs ont donc officiellement saisi du différend le ministère de la culture et de la communication, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), ainsi que M. Michel Péricard, député maire RPR de Saint-Germain-en-Laye, et membre du conseil d'administration de l'Institut. Ce dernier s'en est ouvert à Mme Janine Langlois-Glaud, présidente de l'INA, et la CNCL s'est dite prête, dans une lettre, à « alerter le gouvernement, à qui il incombe de veiller au respect, par l'Institut, des prescriptions de la loi ».

L'affaire n'est pas encore tranchée, mais à l'INA le sentiment d'un malentendu prévaut. Il n'a jamais été question, selon ses responsables,

d'atteindre aux prérogatives des producteurs, le tournage des « soap operas » n'ayant pour objet que de « valoriser un outil de production performant et des personnels compétents, en les mettant à la disposition des producteurs travaillant avec la Cinq ». Dans cette perspective, l'INA ne jouerait qu'un rôle de prestataire de services. L'explication suffirait-elle à apaiser les craintes des producteurs privés, des craintes alimentées par la lenteur avec laquelle le marché de la production tarde à se réveiller ?

Désigné par les actionnaires minoritaires de la chaîne

### M. Tapie présidera le comité stratégique de TF1

Les « ambitions » de M. Bernard Tapie ne se limitent pas à l'émission du même nom qu'il a lancée sur TF1. Le voilà nommé président du comité stratégique de la chaîne. Un comité regroupant les actionnaires qui détiennent 25 % du capital de la Une aux côtés de M. Francis Bouygues et qui ne semblent pas se résigner à jouer les seconds rôles.

La création d'un comité stratégique était d'ailleurs inscrite dans le dossier de candidature à la reprise de TF1 présenté par le numéro un mondial du bâtiment-travaux publics. Mais, selon M. Tapie, « ni la fonction exacte ni les droits » de ce comité n'avaient été « formalisés » jusqu'à maintenant. C'est

chose faite depuis une dizaine de jours.

Il garde son but initial : « réfléchir en commun aux grandes orientations » à donner à la chaîne « en étroite collaboration » avec la direction générale de TF1. En revanche, il semble qu'il y ait en débat, parmi les actionnaires, sur la conception et sur le fonctionnement : soit le comité devient partie intégrante de la direction générale, soit il pouvait agir de manière plus autonome et « suggérer, de son propre chef », des actions précises. C'est cette dernière solution qui a finalement prévalu avec la nomination de M. Tapie comme président.

A. Rd.

Remplaçant M. Pierre Werner

### M. Gaston Thorn devient président de la CLT

Le conseil d'administration de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a appelé le 20 mai à sa présidence M. Gaston Thorn, ancien chef de gouvernement luxembourgeois, qui succède à M. Pierre Werner. M. Thorn était jusqu'à présent vice-président directeur général de la CLT. M. Jacques Rigaud a vu renouveler son mandat d'administrateur délégué.

La CLT a réalisé pour l'année 1986 un chiffre d'affaires de 10,9 milliards de francs luxembourgeois (1,6 milliard de francs français) pour un bénéfice de 910 millions de francs luxembourgeois (145 millions de francs français), en augmentation de 12,4 %.

### EN BREF

● Les transferts entre les chaînes continuent. — Pierre-Luc Séguillon, rédacteur en chef du service de politique intérieure de TF1 depuis près de quatre ans et l'animateur, avec Anne Sinclair et Alexandre Tarta, de l'émission mensuelle « Questions à domicile » (lancée en mars 1986), quitte la chaîne pour rejoindre le 8. Marie-France Cubeddu suit le même chemin, après avoir présenté, pendant plus d'un an, le « 20 heures » en binôme avec Bruno Messier. Enfin, il est vraisemblable que Thierry Roland, l'un des responsables du service des sports de la Une abandonne lui aussi l'équipe Bouygues, sans pour autant avoir, semble-t-il, un nouveau point de chute. L'arrivée du transfuge d'Antenne 2, Gérard Holtz, nommé chef adjoint du service des sports aux côtés de Jean-Michel Leulliot, aurait mécontenté Thierry Roland, l'amenant à prendre cette décision.

● M. Hervé Bouygues confirme qu'il n'a plus de responsabilités à TF1. — L'ancien PDG de la Une « a décidé, le 3 mai, de ne plus être le conseiller personnel de M. Francis Bouygues », nous a-t-il déclaré lundi 18 mai, en précisant qu'il avait fait savoir une semaine plus tard au nouveau patron de la Une qu'il « ne voulait plus, désormais, jouer un quelconque rôle sur la chaîne ». Se

refusant à « porter le moindre jugement sur ce qui se passait actuellement à TF1 », il a déclaré « partir en bons termes avec Francis Bouygues ».

PRÉCISION. — A la suite de l'article publié dans nos colonnes, en dernière page, sous le titre, « Un rapport parlementaire souligne les faiblesses de la télévision dans les DOM-TOM » (le Monde daté 17-18 mai), M. Raoul Sangla apporte les précisions suivantes : « Les quatorze éditions du « Journal d'un Guadeloupéen » (vingt-trois heures de programmes) que j'ai réalisées pour TV Caraïbes en janvier 1987 et dont M. Pelchat, député UDF, a présenté à la presse — sans moi ni mon accord — « deux ou trois brèves écrites, ont été par lui qualifiées d'écrites ». Il est d'ailleurs, en effet, vers la démocratie, celle qui fait de la télévision un métier pour certains, mais aussi un droit pour tous. Les citoyens volontaires de Guadeloupe, acteurs de la réalité, sont devenus les acteurs de la télévision. Eux — UDF, socialistes, communistes — ou anonymes, ils ont, en français et en créole, rédigé et enregistré librement leur récit de la vie en Guadeloupe. Je souhaite que la télévision qui précède M. Pelchat soit, comme TV Caraïbes, une télévision qui se mette de ceux qui la regardent ».

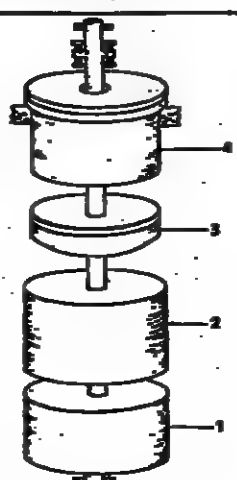
(Publicité)

Enfin le miracle s'est produit. L'énergie électrique est devenue gratuite. Ceci, grâce à la société française MAKKOUK INTERNATIONAL FRANCE. Son président directeur général, monsieur Souheil Makkouk a enregistré un nouvel appareil se composant d'un moteur électrique, d'un générateur électrique, d'une roue en acier magnétique et d'une tête d'aimant permanent.

Le schéma montre les deux rotors (1) et (2) et le rotor (3) qui sont fixés sur le même arbre. La roue est solidement fixée à l'arbre. Au-dessus de cette roue et à une distance étudiée, est fixée une tête d'aimant permanent stable (4) dont le pôle est parfaitement parallèle à la roue. L'arbre traverse le trou de la tête magnétique sans la toucher.

La force magnétique attractive appliquée par la tête sur la roue doit être exactement égale à la force du magnétisme terrestre qui est appliquée sur la partie rotative de l'appareil, c'est-à-dire les deux rotors, la roue et l'arbre.

SOCIÉTÉ MAKKOUK INTERNATIONAL FRANCE  
4, rue de l'Abreuvoir, 92400 Courbevoie  
Tél. : 47-88-50-48 — Téléc. : 615 759 F — Télécopie : 47-88-94-78



Vous envisagez l'achat d'un ordinateur...  
Ne manquez pas  
ces 3 jours exceptionnels !

# AMSTRAD

Spécial 3 jours portes ouvertes  
Démonstration, présentation, vente  
**Vendredi 22 - Samedi 23  
Dimanche 24 mai inclus**  
de 9 h 30 à 18 h 30

CENTRE CHAILLOT GALLIERA  
28, avenue George-V  
75008 PARIS

Entrée libre

Venez découvrir les ordinateurs Amstrad au prix incroyable  
Maintenant l'informatique sérieuse à la portée de tous !

La gamme PC 1512 utilise tous les logiciels  
compatibles PC à partir de

Avec 512 K de mémoire centrale, le micro processeur 16 bits 8086 ultra-rapide (8 Mhz) la souris et les systèmes d'exploitation MS-DOS, Dos plus et GEM en standard le PC 1512 est vraiment le roi des compatibles PC.

PC 1512 SD 1 lecteur de disquette	Moniteur 4 997F HT - 5 820F TTC	Clavier 6 890F HT - 8 171F TTC
PC 1512 DS 2 lecteurs de disquette	Moniteur 6 290F HT - 7 460F TTC	Clavier 8 190F HT - 9 713F TTC

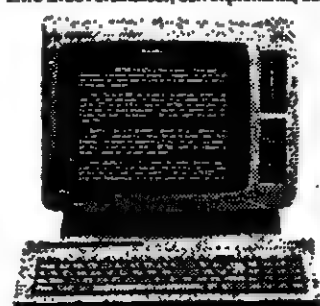
PC 1512 HD 30 3 disques de 20 mégas plus 1 lecteur de disquette	Moniteur 9 990F HT - 11 840F TTC	Clavier 11 890F HT - 14 100F TTC
--	-------------------------------------	-------------------------------------



OFFRE SPECIALE  
-10%  
sur toutes les imprimantes

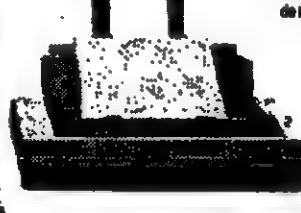
La gamme PCW ordinateur de traitement de texte pour écrire, calculer, programmer

Plus de 20 000 utilisateurs en France, une machine réellement professionnelle avec des logiciels simples et puissants. Livré avec l'ordinateur, son imprimante, son moniteur, le Basic, le CPM et un programme de traitement de texte.



PCW 8258  
256 Ko 2 lecteurs, moniteur monochrome, clavier, imprimante, logiciel traitement de texte.

3 997F HT - 4 740F TTC



PCW 8512  
512 Ko 2 lecteurs, moniteur monochrome, clavier, imprimante, logiciel traitement de texte.

4 997F HT - 5 820F TTC

SPÉCIAL 3 JOURS : Vous pourrez tester les logiciels, traitement de texte, base de données, tableurs, facturation stock, comptabilité etc. la carte Kortex qui se comporte en Minitel.

Réseau : Présentation d'un réseau local pour entreprise jusqu'à 16 ordinateurs (MEMSOFT).

Présentations imprimantes : LASER - MATRICIELLE - MARGUERITE  
Sopabri département bureautique 416, rue Saint-Honoré - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.61.82.03 - Téléc. : 212 185 CINTEL.

Si vous le souhaitez, vous pouvez passer votre commande directement par l'intermédiaire du bon ci-dessous. Vous recevez par retour une confirmation avec un numéro d'ordre et date de livraison.  
Livraison gratuite dans toute la France métropolitaine.  
Assistance gratuite par téléphone avant et après l'achat.

ESSAIS GRATUIT 8 JOURS

N'hésitez pas, Sopabri vous garantit le remboursement intégral si vous retournez le colis dans les 8 jours en bon état et dans l'emballage d'origine.

MATÉRIEL GARANTI 1 AN SAV DANS TOUTE LA FRANCE

BON de COMMANDE

à retourner à Sopabri 416, rue Saint-Honoré - 75008 PARIS

DÉSIGNATION	PRIX

Raison sociale : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Règlement comptant joint : \_\_\_\_\_ Pour facilités de règlement, nous téléphoner.







## Décès

M<sup>me</sup> Tekla Beauvais, née Janine Clardi, Laurence et Hervé, ont perdu

M. Francis BEAUVAIS, dans sa quarante-quatrième année, survenu le 18 mai 1987.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Louis de Garches, le vendredi 22 mai 1987, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

M<sup>me</sup> Charlotte Vernois, ses enfants, Serge, Irène, Didier, ses neveux, ses nièces, Et tous sa famille ont le deuil de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Mireille BENSE, née Vernois,

à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 21 mai 1987, à 14 heures, en la paroisse Saint-Pierre-Saint-Paul de Fontenay-aux-Roses.

La famille ne reçoit pas.

La présente avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M<sup>me</sup> Daniel Delort, née Janine Clardi, Laurence et Hervé, ont perdu

M. Daniel DELORT, décédé le 18 mai 1987 des suites d'un cancer.

M<sup>me</sup> J. Delort, 6, rue d'Es-Pontet, Escalquens, 31320 Castanet.

Ajaccio. Codi-Chiavari. Tux.

Les familles Maillet, Marzi, Versini, Bastolice, Perotti, Ferri, Filippi et, Galiani.

Ses amis, ont le tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Madeleine FILIPPI, née Marzi, ancien maître de Codi-Chiavari, survenu le 12 mai 1987, à Ajaccio.

La cérémonie religieuse et les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Codi-Chiavari.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille.

Ils rappellent à ceux qui les ont connus et estimés le souvenir de son époux,

Raymond FILIPPI, avocat, bâtonnier d'Aix-en-Provence, et de son beau-frère

Jean MURZI, avocat au barreau de Marseille, tous deux décédés.

M<sup>me</sup> Georges Lurac, née Michèle Arret, fait part du décès de son époux,

M. Georges LURAC, directeur de l'agence centrale de la Banque nationale de Paris, survenu le 14 mai 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

32, avenue de la Tourcelle, 94100 Saint-Maur-le-Parc.

— Brabant-le-Roi. Sévres (92).

Jeanne Muzet, sa fille,

Les familles Dewig, Hach, Chelvin, Launay, Kuba,

Et tous ses amis ont le deuil de faire part du décès de

M. Pierre MUZET, retraité EDF,

survenu le dimanche 17 mai 1987, à Bar-le-Duc, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 19 mai, en l'église de Brabant-le-Roi (55).

— Nicole Roche, née Gervais, son épouse,

Dominique et Jacques Monbeig, Elisabeth et Jean-François Roche, Valérie Roche et César Lédou, Pascal et Peter Lindemann, ses enfants,

font part avec tristesse du décès de

Claude ROCHE, ingénieur général honoraire de la SNCF.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, le 13 mai 1987.

Selon sa volonté, cet avis tient lieu de faire-part.

— L'ambassade du Liban en France a le deuil d'annoncer le décès de son premier conseiller,

M. Marwan TARSISSI, survenu, à Paris, le 18 mai 1987, dans sa quarante-deuxième année.

Ses obsèques auront lieu ultérieurement au Liban.

Un registre de condoléances sera ouvert à l'ambassade du Liban les 21 et 22 mai 1987, de 10 heures à 14 heures.

3, villa Copernic, 75116 Paris.

VENTE A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES

DIMANCHE 24 MAI à 14 h

Tableaux anciens et modernes

L.-C. de CARMONTELLE

Deux nœuds troyens anciens

Bernard BUFFET, MONTICELLI, J.-B. LAZERRE, P.-E. LECOMTE, etc.

IMPORTANTS OBJETS D'ART, Sceaux et médailles des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> s.

Commission de la vente jeudi 25 mai (après midi 2, 15/21) - Sam. 23, 19/21

et dimanche 24 mai 10/11 à 30

M<sup>me</sup> J. et J.-P. Lelièvre

1 bis, pl. de la Gare, 28000 Chartres

Tél. : 37-56-04-53

— Nous apprenons le décès, survenu le 15 mai à Paris, de

M<sup>me</sup> Jacqueline VENDEROTTE,

dont les obsèques seront célébrées, le vendredi 22 mai, en l'église Saint-Philippe-et-Saint-Jacques de Châtillon-sous-Bagny et l'inhumation au cimetière de Clamart (Hauts-de-Seine).

[Née le 19 janvier 1923, à Clamart, Jacqueline Venderotte a notamment été secrétaire administrative du groupe des sénateurs gauchistes, de décembre 1948 à mars 1975, au Palais du Luxembourg. Entrée au service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), en 1976, au ministère de la Défense, elle a été, de 1978 à 1986, responsable des relations avec la presse à la direction générale pour l'armement (DGA).]

Communications diverses

— Le Cercle Bernard Lazare reçoit Alain Finkielkraut à l'occasion de la parution de « La Défaite de la pensée », éditions Gallimard, jeudi 21 mai, à 20 h 30, 10, rue Saint-Chaude, Paris-3<sup>e</sup>.

Anniversaires

— Le 21 mai 1983, disparaissait à l'âge de vingt et un ans

Laurent CATTIER.

Que tous ceux qui l'ont connu pensent à lui et aussi à

M<sup>me</sup> G. FLOUREAU, née Rose-Mary Catier,

cruellement décédée le 1<sup>er</sup> mai 1987, à l'âge de cinquante-trois ans.

— Henri DEGENNE

A l'occasion du deuxième anniversaire de sa mort, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.



# NOTRE SÉLECTION

# HEBDOMADAIRE

Une profession ouverte aux jeunes :

## LA TRANSACTION ET LA GESTION IMMOBILIÈRES

### SOURCES D'EMPLOI IGNORÉES

La lutte contre le chômage est une des préoccupations essentielles du gouvernement. Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail ont besoin de trouver des activités pleines d'intérêt.

Saviez-vous que les agents immobiliers sont à la recherche, et très souvent en vain, de collaborateurs et de négociateurs qu'ils sont prêts à former pour développer leurs services commerciaux ?

Saviez-vous que les administrateurs de biens et syndics de copropriété, professionnels en pleine expansion, rencontrent de grandes difficultés pour trouver des assistants de travail et des gestionnaires, des comptables, des administrateurs, pour assurer la gestion des immeubles qui leur sont confiés ?

Saviez-vous que la profession d'agent immobilier, de syndic de copropriété et de gérant d'immeubles leur est largement ouverte s'ils possèdent l'aptitude professionnelle définie par la loi (encadré dans la présente brochure), et que la FNAIM, le Caisse de Garantie de la FNAIM et la Chambre Syndicale FNAIM de Paris et d'Ile-de-France, leur facilitent l'accès à la profession en leur offrant des avantages financiers particulièrement intéressants, avantages qui s'ajoutent à ceux que dispense l'Etat en matière de créations d'entreprises ?

Je considère, sans grand risque de me tromper, que plus de 50 000 emplois et activités sont offerts aux jeunes désireux de s'établir, de créer une entreprise, ou de collaborer à des cabinets de transactions et de gestion immobilières.

Je leur demande de prendre contact avec les services de la Chambre Syndicale FNAIM de Paris et d'Ile-de-France, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. (Tél. 47-56-55-10) qui leur fournira toutes les informations nécessaires.

ROGER REVILLA.

#### maisons individuelles

CHAVILLE  
Gd ad. 6 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
CHAVILLE IMMOBILIER 47-50-32-80

#### BOULOGNE CENTRE

7 p. 4 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 48-25-22-77

#### boutiques

RUE DE DUNKERQUE  
libre de suite 2 p. 2 ch. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 47-53-82-45

#### maisons de campagne

Au bord de l'Eure, 1 h de Paris, belle maison, 10 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 45-57-44-12

#### propriétés

Région Fontainebleau, villa 10 p. 4 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
NADEL — 47-42-52-12

#### viagers

LIBRE DE SUITE 2 p. 2 ch. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 47-53-82-45

#### pavillons

RUE LYCÉE  
Plein-pied 100 m<sup>2</sup>, 10 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 47-42-52-12

#### RUE HIPPODROME

50 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 47-42-52-12

#### RUE HAUT

50 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 47-42-52-12

#### CHAMPBONAY (25 km Paris)

à 200 m de la gare, 10 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 47-42-52-12

#### MONTREUIL

100 m<sup>2</sup> terrain, 10 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 47-42-52-12

### appartements ventes

#### 3<sup>e</sup> arrdt

### LE MARAIS BONDEVILLE

GRAND STANDING  
Belle vue sur jardin  
A.G.T. 400 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### BASTILLE

Imm. p. de 2 ét. 10 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 4<sup>e</sup> arrdt

### PLACE VOISSE

Tête à 3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 5<sup>e</sup> arrdt

### LUXEMBOURG-PARTHENON

2 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 6<sup>e</sup> arrdt

### RUE POLYVALE

4 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 7<sup>e</sup> arrdt

### PORT ROYAL

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 8<sup>e</sup> arrdt

### CARDINAL LEMOINE A SAL

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 9<sup>e</sup> arrdt

### QUAI D'ORSAY (près)

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 10<sup>e</sup> arrdt

### IMMEUBLE P. D. T.

Tête à 3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 11<sup>e</sup> arrdt

### RUE LAFAYETTE

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 12<sup>e</sup> arrdt

### MAIRIE 12<sup>e</sup>

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 13<sup>e</sup> arrdt

### CONVENTION

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 14<sup>e</sup> arrdt

### MAIRIE 14<sup>e</sup>

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 15<sup>e</sup> arrdt

### MAIRIE 15<sup>e</sup>

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 16<sup>e</sup> arrdt

### RANELAGH

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 17<sup>e</sup> arrdt

### ROME VILLIERS

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 18<sup>e</sup> arrdt

### COURCELLES

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 19<sup>e</sup> arrdt

### BUTTES-CHAUMONT

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### 20<sup>e</sup> arrdt

### MAIRIE 20<sup>e</sup>

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

### locations non meublées

#### Paris

VERSAILLES RD proche gare, 10 p. 4 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 48-25-22-77

#### CLAMART CENTRE

44, AV. JEAN-JAURES  
Imm. résidentiel neuf  
Libre 1<sup>er</sup> trimestre 88  
Bureau de vente mardi, jeudi  
au lundi 14 h à 18 h  
BETRA (17) 47-53-24-25

#### Val-de-Marne

MAISON ALFORT. Rue  
Mare-Sangnier, imm. résidentiel  
Libre 1<sup>er</sup> trimestre 88  
Bureau de vente mardi, jeudi  
au lundi 14 h à 18 h  
BETRA (17) 47-53-24-25

#### VINCENNES

Tête à 3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### VINCENNES

App. standing 80 m<sup>2</sup>, 3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### CHARENTAIS

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### LOUVECIENNES PORT-MARLY

maison 5 p. en duplex, jard., 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 48-25-22-77

#### Région parisienne

#### MONTREUIL

App. ch. 10 p. 4 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### CHARENTAIS

3 p. 2 ch. 2 b. 2 s. 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
A.G.T. 400 000 F

#### LOUVECIENNES PORT-MARLY

maison 5 p. en duplex, jard., 200 m<sup>2</sup> terrain. 1 500 000 F  
Tél. : 48-25-22-77

# IMMOBILIER

# 36-15

# TAPEZ LEMONDE



## Médecine

Malgré les protestations du ministre fédéral de la santé

### La Bavière a annoncé des mesures très sévères pour empêcher la propagation du SIDA

BONN  
de notre correspondant

La chasse aux porteurs du SIDA commence en Bavière. Le gouvernement du Land, qui depuis des mois faisait cavalier seul en exigeant des mesures contraignantes pour lutter contre l'extension de la maladie en RFA, a adopté, le mardi 19 mai, un catalogue de mesures allant de l'internement des malades qui ne se conforment pas aux règlements aux tests obligatoires pour les étrangers demandant un permis de séjour.

Cette série de décisions vise à assurer la véritable croisade antistida lancée depuis l'année dernière par le secrétaire d'Etat pour la santé du Land de Bavière, M. Gausweiler. Ses efforts pour convaincre les dirigeants des autres Länder de suivre son exemple sont restés, pour le moment, vains. L'attitude extrêmement ferme du ministre fédéral de la santé, M. Ritts Stussmuth, qui défend une conception totalement opposée de la lutte contre le SIDA, fondée sur l'anonymat et la mise en confiance des malades et des personnes à risque, a jusqu'à présent reçu le soutien de tous les partis politiques à l'exception du Parti social-chrétien (CSU) de Bavière.

#### Renouvelable tous les trois mois

La partie est cependant loin d'être gagnée pour le populaire ministre de la santé, comme on l'a vu récemment lors de la controverse qui a éclaté à propos du contrôle des suspects à la frontière. Une partie de la presse conservatrice commence à estimer que M. Stussmuth pêche par excès de vertu et que, après tout, comme le soulignait récemment un éditeur du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, il s'agit de penser d'abord à ceux qui acceptent les règles de la morale bourgeoise.

La Constitution de la RFA, qui laisse aux Länder une grande autonomie en matière de santé, ne permettrait pas à M. Stussmuth de s'opposer aux décisions du cabinet bavarois. Devant les violentes réactions suscitées aussi bien en RFA qu'à l'étranger par certaines mesures envisagées au départ, celui-ci a quelques pas adouci le projet de M. Gausweiler, notamment en ce qui concerne la définition des groupes suspects.

Contrairement à ce qui avait été annoncé il y a une semaine, ne seront considérés comme suspects d'être porteurs du SIDA que les prostituées et les personnes soupçonnées de s'adonner à la prostitution, ainsi que les drogués. Il ne suffira plus d'avoir été aperçu une fois sur

un lieu de prostitution, comme M. Gausweiler l'avait envisagé.

Pour ces suspects, le gouvernement bavarois a institué des tests obligatoires, qui seront renouvelés tous les trois mois. La police pourra intervenir si nécessaire pour aider les services de la santé en recherchant les personnes qui se soustraient à cette obligation.

Les prostituées dont le test se révélerait négatif pourront continuer à exercer leur métier, mais en utilisant obligatoirement des préservatifs. Pour ceux ou celles dont le test serait positif, l'exercice de la prostitution est interdit.

D'une manière générale, toute personne infectée par le virus devra se conformer à des règles strictes pour éviter la transmission de la maladie. Celles qui ne le feront pas seront contraintes d'informer leur partenaire sexuel habituel ainsi que leur médecin ou dentiste. Les femmes n'auront pas le droit d'allaiter, sauf si leur enfant est, lui aussi, porteur du virus.

Les malades qui continueraient à ne pas observer ces règles pourraient, dans certains cas, sur décision judiciaire, être « isolés » dans des hôpitaux ou des établissements spécialisés. S'ils prennent en connaissance de cause le risque de transmettre le virus, ils seront passibles de poursuites pour coups et blessures éventuellement intentionnels et même coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Les tests seront, en outre, obligatoires pour tous les candidats à la fonction publique. Ceux-ci seront rejoints s'ils sont porteurs du SIDA, ainsi que pour les étrangers qui demanderaient un permis de séjour. Cette dernière mesure ne s'applique toutefois pas aux ressortissants de la Communauté européenne, de l'Autriche, de la Suisse, de l'Islande et des pays scandinaves. En cas de test positif, le permis de séjour sera refusé. Les demandeurs d'asile politique pourront rester en Bavière s'ils se conforment aux règles strictes.

HENRI DE BRESSON.

■ Mille six cent trente-deux cas de SIDA recensés en France. — Mille six cent trente-deux cas de SIDA ont été officiellement recensés en France au 31 mars 1987. Le rythme des déclarations de cas auprès des autorités sanitaires françaises est actuellement de cinq à six par jour, soit plus d'une trentaine de cas signalés par semaine. Dans 15,5 % des cas, aucun facteur de risque connu n'a été découvert. Les sujets atteints n'ont pas reçu de produits sanguins contaminés, ne sont ni toxicomanes ni homosexuels.

#### Le différend opposant le père et l'épouse d'un cancéreux

### Le juge désigne le professeur Jean Bernard pour le choix d'un traitement

M<sup>me</sup> Huguette Le Foyer du Costil, vice-présidente du tribunal de Paris, poursuit ses efforts afin d'apporter une solution au différend qui oppose, depuis le début du mois de mai, le père et l'épouse d'un cancéreux sur le traitement médical le plus approprié.

Alors que le père ne veut négocier aucune chance, si faible soit-elle, de sauver son fils atteint d'un tumeur cancéreuse au cerveau qui s'est révélée inopérable, l'épouse s'oppose à la chimiothérapie intensive. Pour cette femme, qui appartient au corps médical, le traitement infligé à son mari des souffrances inutiles. Le 30 avril dernier, elle avait obtenu du professeur Victor Izrael l'interdiction de la chimiothérapie pratiquée dans son service de l'hôpital Tenon (le *Monde* du 7 mai). C'est à ce moment-là que le père avait, ce qui, semble-t-il, n'avait jamais été fait en France, saisi la justice.

Le 6 mai, le juge des référés désignait le professeur Claude Jacquillat, cancérologue à l'hôpital La Pitié-Salpêtrière, qui se montrait favorable à la poursuite de la chimiothérapie et, sans qu'une décision de justice ait été rendue, le professeur Victor Izrael reprenait le traitement. L'affaire semblait résolue lorsque l'épouse s'adressa aux magistrats le 15 mai pour demander une nouvelle expertise.

Au cours de l'audience, M<sup>me</sup> Huguette Le Foyer du Costil a obtenu l'accord des parties sur la désignation d'un collège d'experts comprenant le professeur Jean Bernard, président du Comité national d'éthique, le professeur Denis Fohanno, neurochirurgien, et le professeur Jacquillat. Dans son ordonnance rendue mardi 19 mai, le juge des référés donne à ces experts la mission de dire, avant le 30 mai, si un traitement autre que

la chimiothérapie pourrait être plus adapté et éviter les douleurs.

Le père et l'épouse s'opposent également sur le niveau de conscience du malade, les professeurs devront en outre donner toutes précisions sur ses possibilités de donner un consentement « libre et éclairé ». Si l'avis de ces spécialistes n'aboutit pas à une conciliation, la justice sera alors amenée à se prononcer sur le fond.

MAURICE PEYROT.

#### Les étudiants en appelent au premier ministre

Le mardi 19 mai, le mouvement de grève des étudiants en médecine hostiles au projet de réforme du troisième cycle touchait dix-neuf CHU (huit à Paris et onze en province). Le comité national inter-CHU a lancé un appel au premier ministre lui demandant de confirmer l'ouverture à l'appareil le 17 mai lors d'une entrevue avec les représentants de la conférence des doyens.

Au cours de cette réunion, le président de la conférence, le professeur Gouzou, avait proposé que dans l'article 51 du texte du projet de loi figure en toutes lettres le fait que tous les étudiants en médecine auront un même statut juridique et une même rémunération. Les étudiants avaient alors demandé que cette précision figure dans d'autres articles de la loi de manière qu'il n'y ait aucune ambiguïté concernant leur statut.

M. Valade ayant refusé ces nouvelles propositions, c'est semble-t-il désormais à l'Assemblée nationale que se jouera le dernier acte de ce conflit qui dure depuis plus d'un mois.

## Justice

Rebondissement dans l'affaire des Irlandais de Vincennes

### Le parquet envisage l'inculpation de M. Christian Prouteau

Ouvert depuis bientôt cinq ans et « gelé » depuis de longs mois, le dossier des Irlandais de Vincennes fait actuellement l'objet d'un réexamen par le parquet de Paris. Cette nouvelle étude, demandée par la chancellerie, pourrait déboucher sur la mise en cause de M. Christian Prouteau, conseiller technique à l'Elysée. Directeur du cabinet du garde des sceaux, M. Paul-André Sadon a personnellement demandé au parquet plusieurs rapports sur les multiples péripéties judiciaires de cette affaire. L'un d'eux affirme sans ambiguïté que « des soupçons très circonstanciés pèsent sur M. Prouteau », et conclut que « le déroulement normal de cette affaire devrait conduire à son inculpation ».

Vu de l'Elysée, le geste paraît probablement mal intentionné, à coup sûr inhumain.

Nommé conseiller technique auprès de M. François Mitterrand durant l'été 1982, M. Prouteau, alors chef d'escadron commandant le GIGN, unité d'élite de la gendarmerie nationale, a été installé à l'Elysée pour y diriger une cellule antiterroriste. Promu préfet en 1985, il est resté en poste auprès du président de la République après les élections de mars 1986. Son éventuelle « mise en cause » risque fort d'apparaître à l'entourage du chef de l'Etat comme un rebondissement non dénué d'arbitraires politiques alors qu'approche l'échéance de l'élection présidentielle et que se développent les affrontements autour de l'affaire du Carrefour du développement.

A la chancellerie, pourtant, l'on se défend par avance : « La mise à plat du dossier » ne serait que le souci de « réparer une injustice ». « On finit avec une affaire qu'il faudra bien un jour ou l'autre clore ».

De fait, quel que soit le sens de l'opportunité politique qui motiverait le nouvel intérêt porté par la chancellerie à l'affaire des Irlandais de Vincennes, le contenu du dossier suffirait à lui seul à expliquer sa réouverture.

Les faits de ce qui aura été l'un des feuilletons politico-policiers du septennat sont, en effet, clairement établis. Le 26 août 1982, les gendarmes du GIGN, commandés par le capitaine Paul Barril, arrêtent dans un appartement de Vincennes Michael Phunkett, Mary Reid et Stephen King, trois militants de l'Irish Republican Socialist Party (IRSP), organisation nationaliste irlandaise dont la branche armée, l'INLA, revendique l'assassinat, en 1979 à Londres, du député Airey Neave, proche collaborateur de M<sup>re</sup> Thatcher.

#### Illégalité et mystification

La perquisition qui suit ces arrestations, opérée par des gendarmes de la section de recherches de Paris placés sous l'autorité administrative du commandant Jean-Michel Beau et sous l'autorité judiciaire du major José Windels, permet de découvrir trois armes de poing, du plastique et deux détonateurs. La perquisition aurait dû se faire, comme le veut la loi, en présence des interpellés. En fait, ces derniers, emmenés à la caserne de gendarmerie de Vincennes immédiatement après leur interpellation, pour interrogatoire, n'y ont pas assisté. Détail ? Longtemps les gendarmes affirmèrent que la perquisition s'est faite régulièrement. Mais en juin 1983, soit dix mois après les faits, ils finissent par admettre qu'ils ont constamment menti au juge d'instruction en maintenant que tout avait eu lieu dans les règles. La découverte du message vaudra au commandant Beau, qui reconnaît avoir demandé à ses hommes de faire de faux témoignages, son inculpation pour subornation de témoins.

Entre-temps, les Irlandais, qui ont passé neuf mois en détention, ont été libérés, et leur inculpation a été annulée pour vice de forme. « Blanchis », le demandeur depuis a bénéficié du statut de réfugié politique. Mais ce qui n'aurait pu rester qu'une fausse mineure, commise dans le désordre d'une opération de police délicate et n'entraînant en rien le fond du dossier, apparaît bientôt

comme autrement plus grave. Entendu pour une autre affaire, un gendarme de Vincennes vient, en effet, déclarer au juge d'instruction qu'il n'exclut pas que les armes trouvées dans l'appartement des Irlandais y aient été apportées par ses collègues du GIGN.

Deux ans plus tard, M. Bernard Jégat, dont les renseignements fournis au capitaine Paul Barril sont à l'origine de l'affaire, affirmait avoir donné « à son ami Paul », quelques jours seulement avant l'opération de Vincennes, des armes que lui avait confiées l'un des Irlandais. Ce sont ces armes qui auraient été opportunistement « retrouvées » au domicile des suspects. Bref, pour prouver la nécessité de l'opération et rendre le succès éclatant, on aurait forcé la mise.

Du coup l'absence des Irlandais lors de la perquisition de leur appartement prend une tout autre signification. Le commandant Beau, qui avait pris sur lui de couvrir une illégalité qu'il croyait mineure, s'aperçoit qu'il a lui-même été victime d'une mystification.

Ecarté de toute responsabilité judiciaire, rangé dans un « placard » de la direction de la protection du secret de défense (DPSP), en Sécurité militaire, bloqué dans son avancement, il n'a en de ces, depuis maintenant quatre ans, d'affirmer au juge que, s'il avait demandé à ses hommes de cacher à la justice les conditions dans lesquelles s'était opérée la perquisition, l'avait fait sur l'ordre même de M. Christian Prouteau, à l'époque chef de la cellule antiterroriste de l'Elysée.

Ce dernier reconnaît-il toutes les circonstances de cette ténébreuse affaire ? Savait-il quelle était l'exacte origine des armes retrouvées dans l'appartement des Irlandais ? Rien ne permet de l'avancer. Mais l'enquête judiciaire, menée par M. Alain Vermeine, juge d'instruction, aurait montré qu'il n'ignorait rien des conditions douteuses de la perquisition et qu'il avait participé, avec le commandant Beau, à l'organisation du mensonge. Entendus un à un ou en groupe, les gendarmes placés sous les ordres du commandant Beau ont, en effet, fini par évoquer devant le magistrat instructeur les allées et venues du dossier entre

leur caserne et l'Elysée, ainsi que les ordres qui parvenaient des bureaux de M. Prouteau.

En bonne logique judiciaire, ce dossier aurait donc dû être incriminé. Officier de police judiciaire puis préfet, M. Prouteau bénéficie cependant de certaines garanties. A deux reprises, le 11 avril 1984 et le 6 mars 1985, le procureur de Paris s'est donc tourné vers la Cour de cassation pour que soit désignée une juridiction compétente pouvant le poursuivre. Chaque fois, la cour d'appel de Paris et M. Vermeine ont été choisis. Le juge d'instruction, pourtant, s'est jusqu'à présent gardé d'incriminer M. Prouteau, estimant ne pas pouvoir le faire tant qu'il n'était pas saisi des réquisitions idoines du parquet, dont la position, dans cette affaire, apparaît avant tout soumise aux aléas du changement politique.

#### Deux solutions

Avant le 16 mars 1986, il se refusait, en effet, à mettre en mauvaise posture un conseiller du président de la République. Après le 16 mars, les règles tacites de la cohabitation ont maintenu le *statu quo*. Sollicité à plusieurs reprises par le commandant Beau, des conseillers du premier ministre n'ont pas caché que, malgré les promesses faites lorsqu'ils étaient dans l'opposition, ils ne tenaient pas à se retourner contre M. Prouteau.

Or c'est cette attitude qui, pour des raisons obscures mais sans doute liées à la conjoncture politique, semble maintenant remise en cause. La chancellerie invoque désormais l'injustice dont souffre le commandant Beau qui entend bien ne pas être sacrifié sur l'autel de la raison d'Etat, et le fait savoir.

Aussi deux solutions sont-elles envisagées place Vendôme : soit, comme le préconisent les rapports du parquet de Paris, M. Prouteau est inculpé pour avoir suborné le commandant Beau, et, accessoirement, s'être rendu complice de la subornation opérée par ce dernier ; soit le dossier est définitivement clos et tout le monde bénéficie d'un non-lieu.

GEORGES MARION  
et EDWY FLENEL.

Au tribunal de Strasbourg

### Une Mauricienne en séjour irrégulier séparée de son enfant

STRASBOURG  
de notre correspondant

Une ressortissante mauricienne, M<sup>me</sup> Parvady Sobramanian, quarante-cinq ans, en séjour irrégulier sur le territoire français, a été condamnée, le lundi 18 mai, à un an d'interdiction de séjour par le tribunal correctionnel de Strasbourg. Et ce, bien que l'un de ses enfants, un garçon de huit ans, doive terminer son année scolaire à Thionville (Moselle). Le 1<sup>er</sup> mai, M<sup>me</sup> Sobramanian avait refusé de monter dans l'avion qui devait l'emmener à Paris et, de là, à Thionville, conformément à un arrêté préfectoral de reconduction à la frontière, pris à son encontre.

En fait, M<sup>me</sup> Sobramanian a cinq enfants ; les trois premiers, majeurs, vivent à Maurice, les deux derniers en France. Seul le benjamin est mineur et habite actuellement chez sa tante en Moselle. Sa mère, arrivée en avril 1986 en France, avec un visa touristique, n'a pu obtenir de titre régulier de séjour.

Le 29 avril dernier, alors qu'elle séjournerait chez des cousins à Souffelweira (Bas-Rhin), la police a procédé à un contrôle d'identité à son arrestation. L'arrêté du préfet

a été signé le lendemain, séparant la mère de l'enfant.

C'est ce contrôle d'identité qu'a d'emblée contesté M<sup>me</sup> Gisèle Metten, avocat de M<sup>me</sup> Sobramanian. Effectué à domicile, sans le consentement de l'intéressée, ou de ceux qui l'hébergient, il dépasse, selon l'avocat, le cadre de la loi française et s'oppose à la convention européenne des droits de l'homme. « Il s'agit de flagrance et non pas d'enquête préliminaire », a rétorqué le substitut, M. Alain Jomier. Le tribunal n'a pas voulu se prononcer sur ce point.

En revanche, dans ses réquisitions — 3 à 4 mois de prison ferme et cinq ans d'interdiction de séjour, — M. Jomier a estimé qu'il y avait un accord entre les autorités préfectorales et M<sup>me</sup> Sobramanian.

Son fils n'était pas inclus dans la procédure de reconduction pour lui permettre justement de terminer son année scolaire. « C'est faux, rétorqua la défense, sinon pourquoi aurait-on tenté d'expulser la mère en moins de quarante-huit heures sans lui laisser le temps d'expliquer la chose à son enfant ? »

Quinze jours plus tard, M<sup>me</sup> Sobramanian se retrouve dans la même situation.

JACQUES FORTIER.

### Trois Italiens accusés de terrorisme arrêtés à Paris et en banlieue

Trois Italiens, membres des Brigades rouges ou de Prima linea, ont été arrêtés le mardi 19 mai, à Paris et dans sa banlieue, par la police judiciaire.

Le premier d'entre eux, Vincenzo Olivieri, quarante-trois ans, a été interpellé dans son appartement de la rue des Envierges, à Paris (20<sup>e</sup>). Il vivait là, depuis un an, sous la fausse identité de Vincent Henchel. Les deux autres Italiens, Paola de Luca, trente ans et Paolo Ceriani-Segregondi, quarante-cinq ans, ont été interpellés à Asnières (Hauts-de-Seine), dans un appartement où ils vivaient avec deux enfants âgés de quatre ans et dix ans.

Les trois Italiens — sous le coup d'un mandat d'arrêt international — font l'objet d'une demande d'extradition de la part des autorités de leur pays.

Vincenzo Olivieri, considéré par la police italienne comme un membre important des Brigades rouges, est accusé de plusieurs assassinats.

#### Le couple qui a abandonné ses huit enfants a été arrêté

Daniel Tréhoux, trente-huit ans, et son épouse Monique, trente ans, qui avaient abandonné leurs huit enfants à Lens (Pas-de-Calais) et dans le Var (le *Monde* du 20 mai), ont été arrêtés à Limonnet près de Lyon, où ils ont été écroués le mardi 19 mai. Ils devaient être transférés très rapidement au parquet de Béziers (Hauts-de-Pyrénées).

Daniel et Monique Tréhoux ont expliqué aux gendarmes qu'ils avaient pris le train Lens-Toulon avec quatre de leurs huit enfants, abandonnant les quatre autres au domicile familial à Lens.

Après leur arrivée à Toulon, les époux Tréhoux ont été pendant trois jours et deux nuits dans la campagne varoise avec les quatre enfants, qu'ils ont abandonnés à leur tour samedi après-midi au bord d'une route, où ils ont été recueillis par un automobiliste.

de policiers, fonctionnaires ou élus municipaux de la ville de Naples. Il est également soupçonné d'avoir activement participé à l'enlèvement, le 27 avril 1981, de Ciriolo Cirillo, responsable de la démocratie chrétienne napolitaine.

Au cours de l'opération, un membre de l'escorte et le chauffeur avaient été tués. Le secrétaire de Ciriolo Cirillo fut, lui, grièvement blessé tandis que l'homme politique était enlevé. Séquestré durant trois mois, Ciriolo Cirillo avait recouvré la liberté après le versement d'une rançon de 1 450 000 000 de francs (environ 7 millions et demi de francs français).

L'affaire Ciriolo Cirillo avait connu un important retentissement en Italie, notamment parce que sa libération avait été obtenue grâce à la médiation de la Camorra, la mafia napolitaine, et de son chef Raffaele Cutolo.

Les deux autres Italiens arrêtés à Asnières sont moins connus. Membre présumé de Prima linea, Paola de Luca fait depuis 1982 l'objet d'un mandat d'arrêt international pour « homicide volontaire, participation à bande armée et association subversive ». Avec son compagnon, Paolo Ceriani-Segregondi, qui s'est évadé après avoir été condamné à la détention à vie pour la même raison, elle aurait participé à l'assassinat, en 1978, d'un responsable de la firme Fiat, à Cassino.

Ceriani-Segregondi a été également condamné, en 1984, à douze ans de prison pour complicité dans l'assassinat du procureur de Frosinone, Fedele Calvo, tué avec son chauffeur et son garde du corps en novembre 1978.

■ Interpellations en Corse. — Une quinzaine de personnes soupçonnées d'appartenir aux milieux nationalistes corses ont été interpellées, mardi 19 mai, à l'aube. Ces interpellations faisaient suite à une série d'attentats commis récemment à Ajaccio et dans la région. Les personnes interpellées ont été placées en garde à vue au commissariat de police d'Ajaccio.

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands

la décision de la RFA pour l'avenir des Allemands



La France a fixé le montant de sa participation financière  
La décision de la RFA sera déterminante  
pour l'avenir des Airbus 330 et 340

La France participera industriellement et financièrement au futur programme d'Airbus, qui prévoit de construire deux nouveaux avions civils : l'A 330 et l'A 340. Cette décision était attendue, mais les industriels français concernés, à savoir l'Airbus Industrie et le constructeur allemand Dornier, ont dû attendre la décision de la République fédérale d'Allemagne, qui a été prise le 19 mai. L'Airbus Industrie, qui a obtenu 8,1 milliards de francs, en obtiendra 4,6 milliards de plus, soit 12,7 milliards de francs, pour l'A 330 et 1,6 milliard de francs pour l'A 340. L'Airbus Industrie, qui a obtenu 1,6 milliard de francs, en obtiendra 4,6 milliards de plus, soit 6,2 milliards de francs, pour l'A 330 et 1,6 milliard de francs pour l'A 340. L'Airbus Industrie, qui a obtenu 1,6 milliard de francs, en obtiendra 4,6 milliards de plus, soit 6,2 milliards de francs, pour l'A 330 et 1,6 milliard de francs pour l'A 340.

Le rééchelonnement de la dette garantie zairoise  
Une première pour le Club de Paris

Le Zaïre, a obtenu de ses créanciers publics, réunis en Club de Paris le 18 mai, un rééchelonnement qui constitue la première application concrète de la volonté des pays industrialisés d'alléger quelque peu le fardeau de la dette des pays les plus pauvres. Le montant des échéances étalées dans le temps pour la période allant de mai 1987 à mai 1988 (900 millions de dollars) n'est pas exceptionnel. Les conditions de l'accord, rendu possible par l'octroi de 370 millions de dollars de prêts du Fonds monétaire international, le sont beaucoup plus : le rééchelonnement est accordé sur quinze ans, dont six ans de grâce (et non sur dix, dont cinq de grâce, comme c'est généralement le cas au Club de Paris). Il touche la totalité du principal, des intérêts comme des arriérés.

Les créanciers ne sont pas encore allés jusqu'au bout de la logique plaidée par la France et la Grande-Bretagne lors du comité intermédiaire du FMI, en avril dernier. Rejoins depuis par les Américains, Français et Britanniques avaient préconisé, notamment, l'allongement des délais de remboursement aux membres du Club de Paris à vingt ans dont dix ans de grâce.

Mais un pas a été franchi avec un pays considéré comme exemplaire par ses difficultés : très pauvre - son revenu par habitant est inférieur à 150 dollars par an - lourdement

Pour raisons de santé  
Le baron Lambert  
démissionne de la présidence  
du groupe Bruxelles-Lambert

BRUXELLES  
de notre correspondant

Le baron Léon Lambert a donné officiellement, le 19 mai, sa démission de président du groupe Bruxelles-Lambert. Au cours de l'assemblée générale du groupe tenue à Bruxelles, il a en effet annoncé qu'il abandonnait, pour des raisons de santé, ce poste qu'il occupait depuis près de trente ans. C'est Albert Frère qui a été élu président, en remplacement du baron Lambert. En fait, c'est Albert Frère qui, en tandem avec le Français Gérard Falzmann, dirigeait effectivement le groupe, depuis maintenant plusieurs années.

L'assemblée générale a, d'autre part, mis en relief la bonne santé du groupe, qui a vu, en 1986, son bénéfice net consolider progressivement de 21%. Le groupe est présent sur les principales places du monde des affaires à travers un réseau de services financiers et bancaires et, d'autre part, par la détention de participations significatives dans un nombre limité de secteurs-clés, en particulier l'énergie et les médias (notamment dans la CLT).

J.-A. F.

Premier pas vers un rééquilibrage des échanges franco-norvégiens  
Total se voit attribuer un rôle d'opérateur  
sur un permis pétrolier en mer du Nord

OSLO  
de notre envoyé spécial

« Nous sommes contents, nous avons obtenu ce que nous demandions. » La satisfaction est évidente au siège de Total à Oslo, alors que le gouvernement norvégien a publié, le 18 mai, les noms des bénéficiaires de quatre nouveaux « blocs » de recherche en mer du Nord et en mer de Barents. Deux blocs ont été attribués à des compagnies norvégiennes. Une à l'américaine Mobil, une autre à la filiale norvégienne de Total. Ce dernier permis est situé dans le Finnmark-Ouest, en bordure de la mer de Barents, une des zones particulièrement prometteuses en matière de gisements. Satisfaction, mais aussi soulagement, car les dirigeants de Total avaient été déçus en avril, lors de la précédente distribution de permis, de ne pas figurer parmi les opérateurs et de devoir se contenter d'une participation financière de 15 % sur un permis de Statoil, la compagnie d'Etat norvégienne.

Total a commencé en septembre 1986, quand le ministère français des finances s'est intéressé à l'énorme content d'achat de gaz du gisement norvégien de Troll, que Gaz de France, aux côtés de Ruhrgaz (RFA), de Distrigaz (Belgique) et de Gazmoin (Pays-Bas), venait de conclure avec Statoil, la compagnie d'Etat norvégienne. L'arrangement prévoyait la livraison pendant vingt ans, à compter de 1993, de 450 milliards de mètres cubes de gaz, pour un total prévisible de 900 milliards de mètres cubes.

Un vrai pacte pour la Norvège et une affaire intéressante pour les gaziers européens. GDF s'engageait à enlever 3 milliards de mètres cubes par an pour environ 8 milliards de francs, soit un total de 200 milliards sur vingt ans. Paris s'est étonné : l'accord de Troll risquait de doubler le déficit du commerce de la France avec la Norvège. En 1985, celui-ci avait déjà atteint 8 milliards de francs. « On a soudainement découvert que GDF était prêt à signer une convention. On a arrêté à l'extrême le processus », raconte un haut fonctionnaire des finances. La France réclame des compensations.

Une impulsion nouvelle

Le débat s'envenimait au point qu'on put croire que les Français allaient rompre les négociations et se retirer. Les Norvégiens, admettent-ils, ont été surpris par la lettre confidentielle où ils admettaient que le contrat de Troll était « une occasion de donner une impulsion nouvelle à la coopération entre la Norvège et la France ». Les Français s'engageaient finalement à acheter 6 milliards de mètres cubes en conservant une option sur 2 milliards de mètres cubes à lever dans les dix-huit mois.

Depuis, les plaidiers d'impulsion. « On nous prodigue de bonnes paroles, mais nous ne voyons pas grand-chose venir », commentait un diplomate français. « Le cœur de nos relations, c'est et ce restera les hydrocarbures », souligne notre interlocuteur. De fait, Elf et Total ont accompli un travail considérable pour le développement du permis. Elf, qui emploie mille cinq cents personnes, exploite comme opérateur le très important gisement gazier de Frig. Mais Frig va bientôt commencer à décliner et de nouvelles licences d'exploitation sont nécessaires pour maintenir son activité.

Le trésorier de la Banque mondiale quitte l'organisation

Le trésorier de la Banque mondiale, M. Eugene Rotberg, quitte l'organisation, où depuis 1979 il assurait, avec un titre de vice-président, le financement de l'un des plus grands emprunteurs internationaux. Déjà par la place qu'il avait laissée dans la nouvelle structure décidée par le président de la BIRD, M. Barber Conable, M. Rotberg a rejoint la maison de courtoisie Merrill Lynch, où il a été nommé, le 19 mai, directeur général.

A cinquante-sept ans, M. Rotberg s'était bâti une réputation de financier hors pair, parvenant l'an dernier à emprunter pour la Banque mondiale 10,6 milliards de dollars et à dégrèver un bénéfice de 1,2 milliard de dollars de la crise pétrolière de 1974, il a été l'un des premiers emprunteurs internationaux sur le marché japonais, comme de nouvelles techniques de financement du tiers-monde.

Sleipner. Cependant, l'entrée des Français dans le tour de table de Troll est pour l'instant bloquée par le refus de la compagnie américaine Phillips Petroleum d'accueillir Statoil dans Ekofisk.

Aéronautique et armement

Le maintien, voire le développement de l'activité des compagnies pétrolières françaises, constitue assurément l'essentiel. Il reste que quelques bons contrats d'équipement seraient les bienvenus pour équilibrer nos échanges, même si le déficit français, en 1986, a été ramené à 6 milliards de francs. On ne désespère pas que la SAS, qui a pris une option sur des avions McDonnell MD-11, mais qui vient de retarder sa décision définitive, préfère finalement l'Airbus-340. On voudrait croire les Norvégiens lorsqu'ils chuchotent que l'ATR 42, l'avion régional franco-italien, est bien placé pour satisfaire les besoins des lignes intérieures du pays. On rêve de voir choisir Alsthom comme maître d'œuvre de la centrale thermique fonctionnant au gaz que les Norvégiens projettent d'installer dans le nord du pays. Une délégation du ministère de la Défense est venue, voici quinze jours, à Oslo, proposer d'éventuelles fournitures d'armement.

« Nous avons été étonnés par l'intervention française de l'autisme dernier, mais nous avons accepté de prendre en considération vos demandes et ce sont désormais des engagements que nous entendons respecter. Mais il n'est pas rationnel de vouloir dès maintenant faire un bilan. Il nous faut quelques mois », indique un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères.

Les pétroliers français paraissent confiants, même s'ils ne sont pas mécontents que Paris ait un peu secoué Oslo. « Notre coopération doit être jugée sur long terme. Le contrat de Troll est une péripétie, même s'il est l'occasion de renforcer nos liens. Il faut comprendre le point de vue des Norvégiens qui ne peuvent pas donner l'impression de trop favoriser la France », estime M. Beugnot et son collègue d'Elf : « Les Norvégiens respectent la parole donnée, mais ils font volontiers des promesses sujettes à interprétation. Il ne faut pas hésiter à faire valoir ses arguments. Ils ont réagi, mais ils ont joué le jeu. C'est une amorce positive, cela ne veut pas dire qu'il faut s'endormir ».

Les affaires sont les affaires. La politique des contreparties inaugurée ici par le gouvernement Chirac se révèle plutôt payante. Mais il est vrai que le terrain était fertile. La France est regardée à Oslo comme un acteur déterminant de la construction européenne. La Norvège est un pays francophile et en Europe, c'est devenu un sentiment si rare qu'il étonne.

PHILIPPE LEMAITRE.

Du fait de la défaillance du Brésil

La Citicorp provisionne 3 milliards de dollars sur ses risques étrangers

La Citicorp, première banque des Etats-Unis, va consacrer 3 milliards de dollars (18 milliards de francs) au provisionnement de ses prêts sur ses prêts « à risques », essentiellement ceux accordés au tiers-monde. Ces provisions vont atteindre 5 milliards de dollars, soit 3,7 % des engagements totaux de la banque. Cette mesure va entraîner une perte de 2,5 milliards de dollars au second trimestre 1987, et de 1 milliard de dollars pour l'exercice 1987, contre un bénéfice de 916 millions de dollars en 1986.

La décision de la Citicorp « ne lui a pas été imposée », a déclaré son président, M. John Reed. En fait, elle résulte d'un « examen détaillé » des engagements de la banque sur les pays lourdement endettés, essentiellement le Brésil (4,6 milliards de dollars), devant la Chase Manhattan (2,8 milliards) et Bank of America (2,7 milliards). On sait que le Brésil, le 20 février, suspendu définitivement le paiement des intérêts sur ses emprunts à court et à moyen terme (68 milliards de dollars, sur un total de 108 milliards).

A New-York, la nouvelle a provoqué une certaine émotion dans les milieux financiers, bien que les agences d'évaluation de risque (rating) Moody's et Standard, se déclarant satisfaites, n'aient pas modifié la notation attribuée à Citicorp.

TRENTÉ ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES



BON DE COMMANDE INDEX ANALYTIQUE DU MONDE DIPLOMATIQUE

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....  
NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) ..... X 1 500 FF (Frais d'expédition inclus) ..... FF  
COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU  
MONDE, M<sup>me</sup> LAFFETIER 5, RUE DES ARTIENS 75427 PARIS CEDEX 05



## Economie

## Le financement du régime général

## Une taxe faible pour tout le monde

(Suite de la première page.)

Nous allons poursuivre en 1988 dans la voie des mesures simples et de portée générale. Mais il faut donner à notre politique une nouvelle impulsion: les prélèvements fiscaux doivent tendre vers plus de neutralité économique.

C'est ce qui a déterminé notre position en matière de fiscalité des investissements. Des aides fiscales trop orientées vers l'équipement en machines donnent l'illusion de la performance physique alors que, dans le même temps, les facteurs immatériels de la compétitivité sont négligés ou négligés. Aujourd'hui déjà, dans l'ensemble de l'industrie,

l'amortissement dégressif est un facteur de distorsion des comportements: tout système qui fait amortir un bien plus vite que sa durée d'utilisation économique donne d'abord à l'entreprise l'ivresse de l'aisance de trésorerie immédiate, mais ensuite, pendant des années, l'entreprise va devoir produire avec des machines quasi totalement amorties; elle est surcapitalisée.

C'est probablement la situation de beaucoup d'entreprises françaises depuis quelques années, du fait du ralentissement de l'investissement. En ce domaine, le mieux que nous puissions faire, c'est de veiller à ce que les pratiques comptables et fiscales collent le plus possible à la réalité économique.

La France a pris, depuis dix ans, un retard considérable dans la modernisation de son appareil productif. Ce retard doit être comblé. Mais les entreprises françaises doivent pouvoir arbitrer à tout instant entre les différentes formes d'investissement: machines, formation des hommes, publicité ou mercatique, recherche, amélioration de la productivité par une meilleure organisation du travail. En un mot, la France a dépassé l'étape des premières décennies industrielles où la compétitivité se mesurait, pour l'essentiel, à la qualité et à la quantité des machines.

Dès lors, quelle est la meilleure manière pour l'Etat d'aider les entreprises dans leur effort d'investissement ? C'est d'une part d'éliminer les taxes anti-économiques que les précédents gouvernements avaient levées pour payer leurs excès budgétaires. C'est d'autre part de laisser à la disposition des entreprises la plus grande fraction possible de leurs résultats et de leur permettre de faire appel efficacement à leurs actionnaires quand elles ont besoin de fonds propres. La mesure qui cumule ces deux avantages est précisément la baisse généralisée du taux de l'impôt sur les sociétés et non une mesure dirigiste de baisse différenciée de l'impôt sur les seuls bénéfices mis en réserve.

Il nous reste deux actions à mener à bien. La première concerne la fiscalité des groupes. L'impôt doit être autant que possible neutre au regard de la forme juridique de l'entreprise. C'est loin d'être le cas en France. Montages parentaux fiscaux, multiplication des sociétés en nom collectif, signification insuffisante des résultats fiscaux au regard des résultats économiques, autant de conséquences fâcheuses de nos systèmes actuels d'intégration ou de consolidation. Leur modification va être engagée sur la base de la consultation que nous avons lancée auprès des entreprises, voici quelques mois.

La seconde question fondamentale est de savoir comment poursuivre la baisse de l'impôt sur les sociétés dont j'ai rappelé les vertus. Il ne fait pas de doute à mes yeux, que, à l'instar des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, la France doit tendre vers un taux d'impôt sur les sociétés inférieur à 40 %. Faut-il y parvenir très lentement, au fur et à mesure du desserrement de la contrainte budgétaire ? Peut-on aller plus vite, et baisser rapidement avant 1992 le taux de cet impôt en élargissant son assiette ? C'est un grand débat que nous aurons à arbitrer dans le contexte et sous les contraintes de la préparation de l'économie française à l'échéance de 1992.

Je voudrais, pour terminer, aborder un autre débat essentiel: celui du financement de la Sécurité sociale. L'augmentation des prélèvements obligatoires depuis trente ans n'a pas été le fait de l'Etat. Qu'en juge d'après le tableau 1.

La baisse des impôts d'Etat doit et peut être poursuivie dans l'avenir, à

condition de maintenir une politique économique cohérente et de maintenir l'effort de productivité et d'économies amorcé depuis 1984.

D'ici à 1992, la France devra réaliser une vaste réforme de ses impôts indirects: amélioration de l'assiette de la TVA encore trop éloignée des normes communautaires, amélioration des droits à déduction et rapprochement des taux dans le cadre du grand marché intérieur. Cette harmonisation nous conduira aussi à tirer les conséquences du fait que les accises (alcools, tabacs notamment) sont plus faibles en France que chez nos partenaires. C'est probablement la réforme la plus simple à réaliser en France depuis vingt ans. Elle risque de se traduire par des pertes de recettes non négligeables. Le grand marché intérieur va donc contraindre la France à poursuivre durablement une politique de rigueur très grande dans les dépenses budgétaires.

## Une offense à la démocratie

Mais il y a encore un problème plus difficile. En France aujourd'hui, le Parlement ne vote plus qu'une fraction dérisoire du prélèvement que la collectivité impose aux citoyens. Bien sûr, la Constitution est respectée: tout impôt est autorisé par le Parlement. Mais la fixation des cotisations sociales relève du pouvoir réglementaire. Les collectivités locales ayant la maîtrise de leurs taux d'imposition, il résulte de cette situation que le Parlement, qui votait 61 % des prélèvements obligatoires en 1958, n'en vote plus aujourd'hui que 41 %.

Tableau 1

	1959	1986
	(en pourcentage du PIB)	
Etat	20,2	17,5
Collectivités locales	3,1	5,8
Sécurité sociale	9,9	19,7
Communités européennes et divers	-	1,3

Le fait que le Parlement ne vote plus l'essentiel des prélèvements, outre qu'il constitue une offense à la démocratie, a une seconde conséquence presque aussi grave: il n'y a pas de réel débat de synthèse économique et financière. Le budget de l'Etat, longuement préparé et débattu devant la représentation nationale, est largement inférieur au total des dépenses des régimes sociaux qui ne font pas l'objet d'un budget et ne sont jamais, ou presque, discutés devant le Parlement.

Cette situation s'accompagne pour l'individu d'une vision fragmentaire du prélèvement: le salarié ne connaît pas le coût de la protection sociale dont il bénéficie, puisque la majeure partie des cotisations est versée directement par l'entreprise. Cette ignorance des coûts, qui a sûrement joué un rôle dans le débordement des prélèvements obligatoires, disparaîtra en 1<sup>er</sup> janvier 1989 lorsque entrera en vigueur « la feuille de paie vérité », réforme très importante adoptée dans la discrétion en juin 1986.

Cette prise de conscience permettra aussi de mieux appréhender un aspect essentiel du prélèvement direct: celui de sa progressivité.

Le tableau 2 illustre ce problème. On mesure d'une part le fort décalage entre le coût salarial global pour l'entreprise et le salaire net perçu par le travailleur, d'autre part la progressivité réelle très inégale de notre système de prélèvement, lorsqu'on globalise impôt et cotisations sociales.

J'en tire trois conclusions:

— Quand on voit que les salariés qui perçoivent un salaire net de moins de 60 000 F/an supportent un taux de prélèvement global de 44 %, on comprend qu'il était légitime de rétrécir l'assiette de l'impôt sur le revenu par des mécanismes comme la décade dont bénéficient désormais 4 millions de foyers modestes.

— La progressivité de l'impôt sur le revenu pénalise fortement les cadres moyens, car l'impôt augmente très vite tandis que l'effet du plafond de Sécurité sociale ne joue que faiblement.

— La progressivité est également très forte pour les revenus élevés lorsqu'ils ne bénéficient pas ou plus de l'abattement de 20 %.

Cette analyse conduit à une proposition claire: les ressources complémentaires nécessaires à la Sécurité sociale ne doivent être recherchées ni dans des cotisations sociales classiques ni dans un supplément d'impôt sur le revenu qui ne ferait qu'accroître une progressivité déjà excessive.

Il faut rechercher une ressource proportionnelle d'assiette très large, de façon que son taux soit le plus faible possible. D'où l'idée d'un prélèvement étendu à l'ensemble des revenus, de faible taux, voté par le Parlement et prélevé autant que possible à la source.

ALAIN JUPPÉ.

Tableau 2

Coût salarial total pour l'employeur (année 1987)	Salaire net des cotisations sociales payé par le salarié	Impôt sur le revenu	Solde net pour le salarié après impôt (cotisations)	Prélèvement total en %
100 000	59 624	3 732	55 728	44,28
120 000	89 437	9 137	80 303	46,64
200 000	125 021	17 736	106 941	46,53
300 000	190 227	37 650	152 577	49,42
500 000	326 040	85 303	240 737	52,94
800 000	560 075	183 728	374 773	53,16
1 500 000	1 146 933	510 141	633 049	57,80

(Montants annuels en francs)



Tous à l'hippodrome de Vincennes le 23 mai,

pas sa



dès 11 he

Ch. Min. 150



1550

## Economie

### de la Sécurité sociale

#### Le gouvernement diffère sa décision

Réunis le mercredi 20 mai, à l'issue du conseil des ministres, les ministres concernés par la Sécurité sociale devaient étudier le rapport des « sages » sur le financement du régime général en 1987.

Contrairement à ce qui était prévu, aucune décision ne devait être prise, a annoncé mardi M. Denis Randonin, porte-parole du premier

ministre. Ce report traduit l'embarras du gouvernement pour trouver les 15 milliards nécessaires (au minimum) pour assurer l'exercice 1987 : il faut choisir la recette (les « sages » ont proposé un prélèvement fiscal semblable au 0,4 % institué l'an dernier et une surtaxation de l'alcool et du tabac) et son pontant. Un choix politique autant qu'économique.

#### Une caution de gauche ?

Le prélèvement proportionnel sur tous les revenus étudié par le gouvernement pour équilibrer les comptes du régime général de Sécurité sociale, en plus du consensus des partenaires sociaux, bénéficiait par avance d'une caution de gauche, celle de deux économistes, MM. Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn — ce dernier, député socialiste de la Haute-Savoie, est aussi responsable des études et programmes au PS.

Dans un article publié dans le numéro de juin 1986 de la revue *Politiques et management public* (1), tous deux passaient au crible différents modes de financement de la Sécurité sociale — cotisations salariales et patronales, contribution sur les revenus, recours à la TVA ou à une taxe assise sur la valeur ajoutée. Analysant leurs effets sur la production, l'emploi, l'investissement, les prix, la compétitivité des entreprises et l'équité sociale, tels qu'ils ont été étudiés depuis dix ans, ils accordent nettement la préférence au prélèvement proportionnel sur tous les revenus.

Ce choix part d'une critique classique du financement actuel de la Sécurité sociale : reposant à 90 % sur des cotisations assises sur les salaires, il pénalise l'emploi, rend plus après les négociations salariales, enfin il est « antiredistributif » dans la mesure où une partie des cotisations sont « plafonnées » ; son seul mérite est de favoriser l'investissement pour réduire les dépenses de main-d'œuvre. Le relèvement des cotisations patronales augmenterait à la fois le coût global du travail et l'incitation à l'investissement, mais freinerait l'emploi ; répercuté dans les prix, il pèserait sur la compétitivité des entreprises. Le relèvement des cotisations salariales n'est pas inflationniste, mais risque d'entraîner une baisse de la demande et donc, à terme, de la production et de l'emploi, ou de susciter des revendications salariales. Sur tout, il accentue l'iniquité du système, en aggravant la pression sur les salaires les plus bas.

Un « apport significatif » sans devenir insupportable pour les plus hauts revenus. D'autre part, le passage obligé par le budget de l'Etat à l'assurance pas une autonomie de financement des organismes de Sécurité sociale et ne permet pas de faire apparaître clairement le lien entre dépenses et prélèvements.

En revanche, d'autres formules suggérées — TVA ou taxe assise sur la valeur ajoutée — présentent aux yeux des auteurs des inconvénients différents mais rédhibitoires.

Ainsi une hausse de la TVA serait à la fois « antiredistributive » (elle pèserait sur la consommation, notamment celle des catégories sociales les plus modestes) et inflationniste ; elle entraînerait une baisse de l'investissement et de la demande, nuisible à l'emploi. Une taxe nouvelle assise sur la « valeur ajoutée » des entreprises n'aurait pas cet inconvénient : elle n'entraînerait qu'une faible baisse de la production, mais serait très inflationniste et diminuerait la compétitivité des entreprises.

Enfin, la substitution d'une telle taxe à une partie des cotisations « patronales » actuelles, comme le préconisent la CGT et le PC, aurait moins d'effet sur la production, mais à la condition que le prélèvement global n'augmente pas ; elle entraînerait une perte de compétitivité des entreprises autres que de main-d'œuvre et serait en tout état de cause défavorable à l'investissement.

G. H.

(1) 14, rue Corvisart, Paris 13<sup>e</sup>, tél. : 46-56-46-47.  
(2) Situation aggravée depuis 1987.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### GROUPE C.G.E.

#### CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER TRIMESTRE 1987 EN PROGRESSION DE 69 %

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au premier trimestre 1987 par le groupe de la Compagnie générale d'électricité s'est élevé à 26,1 milliards de francs et marque une progression de 69 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Cette évolution traduit notamment l'incidence des modifications de structures intervenues au cours des douze mois écoulés et dont les plus significatives sont :

- l'apport à Alcatel NV des filiales de télécommunications d'ITT Corp. dont les facturations émises au cours des trois premiers mois de 1987 se sont établies à 8,3 milliards de francs ;
- la prise de contrôle par Aisthom des activités d'appareillage électrique de Sprecher Energie et des activités ferroviaires de Jeumont Schneider ;
- la prise de contrôle de Lynch Communication Systems par Alcatel CIT et de la Société nouvelle des câbleries de Charleroi par Câbles de Lyon ;
- la cession des intérêts du groupe dans le Joint français.

Hors effet de structures, le chiffre d'affaires du premier trimestre 1987 enregistre un progrès de l'ordre de 9 % qui intègre d'importantes facturations des filiales et participations du domaine de l'énergie.

La répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires du groupe est la suivante :

(en millions de francs)

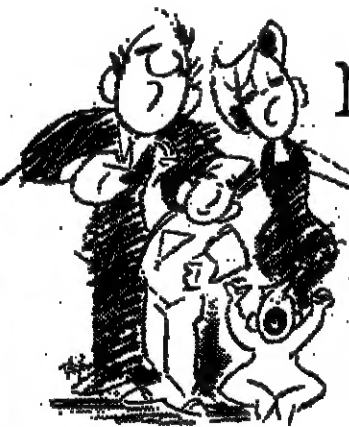
Secteurs	1986	1987
Energie et transport	2 850	4 184
Nucléaire (1)	877	1 542
Accumulateurs et piles	720	705
Télécommunications, communication d'entreprise, câbles	8 024	16 406
dont : Télécommunications publiques	2 705	6 388
Communication d'entreprise	1 813	3 944
Électronique professionnelle et grand public	1 082	2 886
Câbles	2 444	3 210
Entreprises électrique et contrôle industriel	2 288	2 303
Services et divers	914	985
TOTAL	15 454	28 125

(1) Chiffre d'affaires de Framatome et de ses filiales retenus par intégration proportionnelle.



## La sécurité

## pas sans moi !



Notre droit à une protection sociale juste et solidaire est un droit acquis depuis plus de 40 ans. Aucun gouvernement, de droite ou de gauche, ne peut remettre en cause cette protection sociale.

Les propositions gouvernementales de ces dernières années ne sont que des solutions de rafistolage et de replâtrage, aboutissant à la régression sociale.

Ces mesures pénalisent dramatiquement les personnes âgées et les familles à revenus modestes.

En période de crise, une protection sociale de haut niveau est un facteur de cohésion nationale.

C'est pourquoi la Mutualité Française organise un grand rassemblement le 23 Mai à Paris sur l'hippodrome de Vincennes.

Les dizaines de milliers de Français, réunis ce jour-là, montreront leur détermination à être plus et mieux informés ainsi que leur volonté de

voir établir avec justice l'assiette des cotisations sur l'ensemble des revenus.

S'ils sont conscients de la nécessité de maîtriser les dépenses, ils refusent que l'on porte atteinte à la qualité des soins.

Depuis longtemps, les gouvernements successifs nous promettent un « grand débat » sur la Sécurité sociale, débat toujours avorté. Le gouvernement actuel prépare les Etats Généraux de la Sécurité sociale pour l'automne : afin que ces Etats Généraux ne soient pas un leurre de plus, montrons notre force le 23 Mai.

Vous, qui croyez à la solidarité, venez défendre une Sécurité sociale juste, moderne et efficace.



10, rue Desaix 75730 Paris Cedex 15

dès 11 heures.

le 23 mai







## BOURSE DE PARIS

## 19 MAI Cours relevés à 17 h 34

[illegible]

**Comptant** (sélection)

[illegible]

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P.S.A.	1248	1249	Steele-Henri	550	550	M.A.B.	730	730
Alcatel Microdata	890	878	Steele-Phil.	4080	4180	Mélin	225	221
Alstom	867	870	Edifiance Indus.	346	323 30	Nacore-Delmas	800	800
A.T.C.M.	1040	1040	Sect. S. Demoult	940	940	Orsac-Lyon	555	522
Banque	1010	945	Capa	940	950	Orsac-Long.	560	530
Banque Transatlantique	1321	1301	Fiducial	780	743	Orsac-Sa.	235	235
Belair	800	825	Galvini	897	897	Paralysing	747	744
Belmont	1400	1400	St. Dagobert	1158	1158	Rand	1743	1720
Calsonic	1148	1052	L.C.C.	287	278	St-Gabriel-Industrie	1671	1700
Castel	2740	2562	RNA	255	251	St-Henri	500	500
Cas Saurat Signal	2345	2345	L.G.F.	155	180	S.G.E.M.	315	300
C.C.T.	1195	1195	St. Louis	200	200	Soc. Nava	1585	1580
C. P. de. Elec.	320	332	La Compagnie Elec.	965	928	S.T.E.	1470	1500
C.E.I.D.	3150	3100	La G. B. de la nuit	800	480	S.E.P.A.	1946	1946
C.F.T.	167	165	Leclercq	340	340	S.E.M.I. Group	425	425
C.B.I. International	1138	1080	Luzerne	526	526	Sidatag	1620	1620
Compt. & A.T.A.	255	285	Mars	525	495	Solam	1251	1194
Compt. & A.T.A.	2480	2480	Matelco	120 80	120 80	Sopra	383	383
Demat	2220	2160	Matelco Indus.	752	770			
Dreier	1000	1000						

**SICAV** (selection)[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
---------	----------------	------------------

ACTIONS			STOCKS		
Alcan. Pacquet	1289	1306	Forman, Inc.	700	6800
Agrium (St. Pl.)	1510	1599	Fox, Paul Howard	440	490 d
A.G.P. (St. Cont.)	958	960	GAM	1450	1240
Amalg. (Herald)	768	785	Genetec	540	540
Amstar	228	258	Gillette	875	798
Arvin	400	406	G. M. Cont.	621	510
Asahi Publ'g	2385	2400	Gai Miki, Paris	628	425
B&C M. Machine	370	377	GenCorp Indiana	3000	3005
B&C Meritor, Inc.	460	425	G. Temp. Ind.	563	585
B&C. Paper (St. L.)	678	678	H.E.P.	182	183
B&L	678	628	Healthcare S.A.	582	586
B&C. Chem.	580	580	Investment	479.90	479.90
B&P. International	437.40	443.40	Investments	760	740
B&P. Ind.	5130	5630	Invest. Meritall	11520	11520.0
B&P. Metals	848	861	Invest. (St. Cont.)	3600	3480
B&P. Steel	148	149.80	Jagor	211.80	211
B&P. Textile	965	965	Lafayette	565	556
B&P. Paper	980	980	Lambert Freres	273	245.90
C&M.E.	929	950	Lea-Sandwich	689	689
Compuser Bros.	998	900	Lea-Sandwich	340	343
Compuser-Industries	985	920	Lea-Sandwich	470	468
C&G.H.	3010	280	Lea-Sandwich	763	760
Compuser Bros.	3510	2810	Loyne (St. L.)	1600	1780
Compuser Bros.	3510	280	Macquarie Ind.	85	85
Compuser Bros.	3510	280	Macquarie Ind.	228	228
Compuser Bros.	3510	280	Macquarie S.A.	138	153.40
Compuser Bros.	3510	280	Macquarie S.A.	478.50	478.50
Compuser Bros.	3510	280	Macquarie S.A.	100	519
Compuser Bros.	3510	280	Macquarie S.A.	215	369
Compuser Bros.	3510	280	Macquarie S.A.	141	142
Compuser Bros.	3510	280	Macquarie S.A.	198	

Santa Fe .....	189	189	No
Saxon .....	249	248	Of
Sawney .....	74	74	Pe
Schubert (18)	280.10	255	PS

[illegible]

123 10	130 10
36 50	36
225	218
294	300

Chin	528	510
Cy Lim	30 80	51 80
Col	427 10	223 20
Col	320	330
Col	432	435
Col	23 30	23 30
Col	1	1
Col	320	320
Col	108	107
Col	246	246
Col	67	67
Col	30	30 30
Col	538	538
Col	872	845
Col	28	28 50

Col	718	6 45
Col	520	52 1
Col	178	180
Col	440	440
Col	1080	1080
Col	275	274
Col	325	325
Col	1080	1081
Col	3400	3400
Col	100	100
Col	154 70	154 70
Col	85 70	85 70
Col	278	278
Col	142	142

## Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.
<b>Attribution</b>				
Act. Liquide			Euro-Unité (\$ 1)	5 587
Cair			ECU	6 840
Cof. France France			Allemagne (100 DM)	324 292
Orlé. Focher			Belgique (100 F)	16 128
Prem. Hénoc			Page Ind. (100 L)	238 690
Préval Hénoc			Danemark (100 kr)	10 000
Total	6 40		Finland (100 Mk)	88 780
			Grande Bretagne (£ 1)	9 999
			Grèce (100 drachmes)	4 476
			Irlande (100 Ir£)	4 808
			Italie (100 L)	407 580
			Grèce (100 drachmes)	36 480
			Autriche (100 sch)	47 540
			Portugal (100 esc)	4 773
			Canada (\$ can 1)	4 298
			Canada (\$ can 1)	4 432
			Japan (100 yens)	4 282

### Cote des changes

L/MS	COURS DES BILLETS		MONNAIE ET DEVISES	COURS péc.	COURS 10/16
	Actuel	Vente			
267	5 700	6 200	Or du (Bulle en Lourd)	86500	86000
268			Or du (en Argent)	86550	86200
130	321 500	343 500	Pièces Singapour (100)	526	531
132	18 050	18 500	Pièces Singapour (20)	381	
240	287 500	308 500	Pièces Malaisie (20)	816	811
220	85 100	82	Pièces Malaisie (10)	817	816
440	8 850	10 450	Sucre	947	948
1002	4 350	4 800	Pièces de 20 dollars	3300	3120
1003	8 900	5 200	Pièces de 10 dollars	1480	1480
180	384	414	Pièces de 5 dollars	600	600
182	324	370	Pièces de 10 dollars	3315	3360
183	46 360	48 700	Pièces de 20 dollars	527	528
272	4 700	5 900	Or Luxemb.	476 50	470
724	3 700	4 700	Or Zurich	475 75	472 15
725	4 500	4 500	Or Suisse	475 75	472 15
251	4 100	4 280	Argent Lourd	88 84	9 08

## né libre de l'or

	COURS 1982/83	COURS 1983/84
.....	88500	88000
.....	88680	88200
.....	526	531
.....	361	.....
.....	408	611
.....	516	518
.....	647	648
.....	3030	3120
.....	1460	1460
.....	800	.....
.....	3315	3380
.....	527	526
.....	476 60	471 35
.....	476	470
.....	475 75	472 15
.....	88 84	8 08

**MINITEL**  
La gestion en direct  
de votre portefeuille personnel  
26.15 Tapez LEMONDÉ puis BOURSE



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Washington maintient son plan de protection des pétroliers koweïtiens. 3 Un entretien avec Jean-Claude Duvalier. 4 La situation aux îles Fidji. 5 Un entretien avec M. Goukoni Oueddei.	12 L'ultime avertissement de M. Chirac. 13 Le débat à l'Assemblée nationale sur l'insertion des travailleurs handicapés. 14 MM. Marchais et Leroy veulent démasquer les contestataires.	16 Le procès de Klaus Barbie : deux magistrats allemands pour une leçon d'histoire. 17 Un sondage IPSOS sur les jeunes et le tiers-monde. — Education : le minitel au secours des inscriptions à l'université.	19 à 21 Le cinquantenaire de l'Exposition internationale des arts et des techniques. 22 Le palmarès du 40 <sup>e</sup> Festival de Cannes.	31 Le financement des projets Airbus 330 et 340. 33 Le gouvernement a différé sa décision sur la Sécurité sociale. 34 Les agriculteurs manifestent à Bruxelles. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 28 Annonces classées : 28 et 29 Carnet ..... 29 Météorologie ..... 28 Mots croisés ..... 28 Expositions ..... 23 Spectacles ..... 24 et 25	• Cannes : le palmarès des lecteurs STAR. • Barbie : interview exclusive de Georges Séguy, PAR • Air France, Air Inter : tous les vols annulés, AVIS Actualité Sports International Bourse, Culture, Immobilier 36-38 Tapez LEMONDE

## Au Sénat

## Conseillers régionaux et élus des Français de l'étranger pourront « parrainer » un candidat à l'Elysée

Avant de commencer l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt, les sénateurs ont adopté, le mardi 19 mai, une proposition de loi organique étendant aux membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger et aux conseillers régionaux le droit de participer à la présentation des candidats à la présidence de la République.

Les sénateurs représentants les Français établis hors de France et appartenant à la majorité, ainsi que l'a affirmé l'un d'eux, M. Charles Cautot (RPR), rapporteur de la commission des lois, ont souhaité que leurs mandats soient ainsi « mieux intégrés » à la vie politique nationale. Ils ont repris d'ailleurs une ancienne proposition de loi déposée en 1983 par M. Charles Pasqua, alors président du groupe RPR du Sénat. Ce dernier, devenu ministre de l'Intérieur, ne pouvait qu'être favorable à l'extension proposée.

Outre les membres du Parlement, les conseillers généraux, les membres du Conseil de Paris, les membres des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer et les maires, les cent trente et un membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger et les mille huit cent quarante conseillers régionaux devraient ainsi avoir la possibilité de « parrainer ». Toutefois, ce dernier chiffre n'est que théorique dans la mesure où nombre d'entre eux, élus pour la première fois au suffrage universel le 16 mars 1986, déclarent d'autres mandats qui leur ouvrent déjà le droit de « parrainer ».

Numériquement donc, cette réforme ne modifie pas de façon significative la proportion entre le nombre de signatures nécessaires à la présentation d'un candidat à la présidence de la République et celui des « parrains » potentiels (environ quarante-trois mille).

## M. Nixon à l'Académie des beaux-arts

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a reçu, le mardi 19 mai, l'ancien président des États-Unis, M. Richard Nixon, en visite privée à Paris.

Les rapports Est-Ouest et les propositions soviétiques de désarmement ont été au centre de cet entretien. M. Nixon devait être admis, mercredi, comme membre associé étranger, à l'Académie des beaux-arts, au fauteuil précédemment occupé par Arthur Rubinstein. — (AFP.)

A. Ch.

## Une mission sur le livre

Une mission d'études et de réflexion sur l'économie du livre en France, dont la création avait été annoncée en octobre par M. François Léotard, vient d'être mise en place avec l'accord de M. Edouard Balladur. C'est M. Patrice Cahart, inspecteur des finances, qui s'est vu confié cette mission dont le but est d'évaluer la situation actuelle de la production et de la distribution du livre en France et de proposer les mesures nécessaires à son amélioration.

M. Cahart, qui sera aidé dans sa tâche par la direction du livre et de la lecture et par l'Observatoire de l'économie du livre, récemment créé, remettra au terme — son premier — de sa mission un rapport au ministre de la culture et de la communication.

La question du prix du livre, si elle ne figure pas au centre de cette étude, devrait néanmoins être abordée. Il est peu probable que la « loi Lang », avec laquelle M. Léotard est en accord, soit remise en question. Quelques aménagements techniques peuvent en revanche être envisagés.

P. Ke.

[Agé de quarante-quatre ans, ancien élève de l'ENA, M. Patrice Cahart occupe, depuis le début de l'année le poste de directeur des monnaies et médailles. Il a, sous le pseudonyme Nicolas Saudray, publié plusieurs romans dont la Maison des prophètes (Seuil 1984).]

(Publicité)

## Le PSORIASIS

est-il votre problème ?

Nous avons la solution  
Écrire P.O. Box n° 35014  
28080 MADRID (Espagne)

A B C D F G H

## En voyage aux États-Unis

## M. Rocard veut évoquer avec M. Reagan les problèmes de désarmement

WASHINGTON  
de notre envoyé spécial

« Il a un programme de premier ministre ! » Cette réflexion d'un diplomate français confirme que les hôtes américains de M. Rocard ont mis pour l'accueillir « les petits plats dans les grands », comme s'en est félicité l'ancien ministre : reçu pendant près d'une heure, le mardi 19 mai à Washington, par M. Baker, secrétaire au Trésor, après avoir déjeuné à New-York avec M. Henry Kissinger, entouré de patrons de presse et d'hommes d'affaires, le député des Yvelines devait rencontrer, mercredi et jeudi, M. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, M. Georges Shultz, secrétaire d'État, et enfin le président Reagan.

En fait, les autorités américaines ont adopté une règle simple : dans la perspective de l'élection présidentielle française de 1988, elles jugent qu'il existe une « bande des quatre » présidentiables, dont M. Rocard fait partie et qui doivent chacun être traités à égalité. Il est d'ailleurs évident pour tout le monde que le voyage de M. Rocard aux États-Unis (qui devrait être suivi à l'automne d'un séjour en URSS),

s'inscrit dans la campagne présidentielle de l'ancien ministre.

Plus précisément, M. Rocard a voulu s'informer directement de l'état d'esprit américain face aux propositions de M. Gorbatchev en matière de limitation des armements, avant de se forger une opinion définitive au-delà de la seule affirmation que l'Ouest ne doit pas « baisser la garde » face aux entreprises du numéro un soviétique (Le Monde du 18 mars).

Quel effet produit le député des Yvelines sur des interlocuteurs qui, souvent, ne savaient rien de lui ? Sa maîtrise de l'anglais, suffisante pour que l'usage de cette langue ralentisse à peine son débit légendaire, mais un observateur français d'une rencontre avec des hommes d'affaires américains à New-York remarquait : « Deux choses doivent frapper les Américains : ils doivent trouver qu'il est très fort pour la gestulation intellectuelle, mais il se montre nerveux et fume beaucoup trop, ici c'est très mal vu. En revanche, son anti-marxisme affiché doit plaire. » Le Wall Street Journal le définit d'ailleurs comme « un homme de gauche français favorable à la libre entreprise ».

J.-L. A.

## CAMBODGE : le « congé » du prince Sihanouk

## L'ancien monarque khmer cherche le contact avec les Vietnamiens

Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a eu, les lundi 18 et mardi 19 mai, des entretiens avec le chef du Parti communiste vietnamien, M. Nguyen Van Linh, qui effectuait sa première visite officielle en Union soviétique depuis son arrivée au pouvoir, fin 1986. L'agence Tass a indiqué que les deux hommes s'étaient prononcés pour « une refonte » de la coopération économique bilatérale, de façon à la rendre « plus efficace ». Moscou se plaignait en effet d'un gaspillage dans l'utilisation de son assistance économique au Vietnam, évaluée par les Occidentaux à 2 milliards de dollars par an pour le seul secteur civil. La recherche de « nouvelles formes » de coopération a été aussi au centre d'une entrevue de M. Nikolai Ryjkov, premier ministre soviétique, avec M. Duo Moi, secrétaire permanent du PC vietnamien, spécialiste de cette question.

BANGKOK  
correspondance

Le prince Norodom Sihanouk, qui s'est mis « en congé » de ses fonctions officielles à la tête de la résistance anti-vietnamienne, gouverneur de coalition du Kampuchéa démocratique, reconnu par les Nations unies) en prenant argument de nouveaux accrochages entre ses partisans et leurs partenaires Khmers rouges, pourrait prochainement rencontrer des personnalités vietnamiennes ou des émissaires du gouvernement de Phnom-Penh. Il s'y a eu jusqu'à présent aucune réaction officielle du Vietnam à la décision de Sihanouk, qui a pris effet le 7 mai, et à pour conséquence de le libérer — en principe pour un an — de son engagement à respecter le refus de Pékin de voir un dialogue s'instaurer avec Hanoi.

Un diplomate vietnamien, parlant à titre personnel, nous a indiqué qu'il jugerait l'action du prince « intéressante » — le mot également choisi par un de ses collègues soviétiques à Bangkok. Le Soviétique a ajouté que le fait que « toutes les parties impliquées d'une manière ou d'une autre dans le drame cambodgien » acceptent désormais d'en parler était positif.

Dès octobre 1979 — moins d'un an après l'invasion vietnamienne du Cambodge — le prince Sihanouk avait tenté de nouer le dialogue avec Hanoi. Il avait, depuis Pékin, envoyé trois lettres au premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong (les deux hommes sont de vieilles connaissances), sans jamais recevoir de réponse. Sihanouk « est un homme fini », avait à l'époque déclaré Pham Van Dong.

La mise sur pied du gouvernement de coalition, en juin 1982, le soutien grandissant accordé par la Chine populaire, les pays de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Brunei et Philippines), et les Occidentaux à la résistance, ses lent progrès à l'intérieur du Cambodge, allaient peu à peu changer le point de vue du Vietnam.

Un diplomate américain, de son côté, pense que « le prince se rend probablement compte que le drame cambodgien est dans une impasse ».

Quant au prince lui-même, il vient encore d'exposer l'ampleur de ses frustrations dans un nouveau message à son fils, ex-président à Bangkok. Il s'y déclare convaincu qu'on veut mettre un frein à « la renaissance et la remontée du sihanoukisme », tandis que les « camps antagonistes continuent à lutter l'un contre l'autre sans avoir pitié du peuple khmer ». Le prince ajoute que « si, un jour, il y a entre ces deux camps antagonistes des dialogues sérieux qui visent vraiment à faire cesser les souffrances et humiliations du peuple khmer (il y) participera à coup sûr ».

Quant à la Chine, elle reste très discrète et s'en tient à la version officielle du « congé » de Sihanouk, dont elle minimise le reste l'importance. Même ses protégés, les Khmers rouges, gardent le silence.

Le partenaire nationaliste du prince Sihanouk, M. Son Sam, qui est premier ministre du Kampuchéa démocratique et président du Front national de libération du peuple khmer, a quitté, samedi 16 mai, la Thaïlande pour l'Europe. Avant de partir, il a publié un communiqué insistant sur l'importance du prince Sihanouk pour la coalition et la solution du problème cambodgien. En fait, M. Son Sam se tiendrait à la

## Sur le vif

## Au pair, au noir, au clair

C'est marrant, les tabous. On sait pas où ça va se terminer. C'est dur à expliquer, à contourner, à évoquer. Je me souviens du jour où j'ai fini par vous avouer que j'avais une femme dans ma vie, une dame qui... heu... qui s'occupe de ma maison. Une employée, quoi ! Même qu'elle s'appelle Hélène. J'arrivais pas à le sortir, le m'entortiller les doigts sur le clavier, tout collant, tout lourd de préjugés anti-bourgeois, de ma machine à écrire.

Et voilà qu'elles sortent de partout, les mœurs, les gouvernances, les aides familiales, les femmes de ménage, les filles au pair. Brusquement, elles comprennent pourquoi, pour une employée de bureau, employée, une employée de maison, c'est OK, c'est kasher. C'est même super. Ça donne du boulot à des gens qui n'en ont pas. Et ça enlève à celles qui en ont trop. Ça leur permet de partager et le salaire et le double salaire. C'est même tellement chouette qu'Hélène Amosroux — c'est pour moi le genre de mec à tourner entre une serviette et une planche à repasser — est entré en campagne : pour le droit de décider les femmes d'ouvrage — c'est comme ça qu'on dit à Bruxelles — de ses impôts. Et contre le fait qu'elles sont des

centaines de milliers, pas déca-

rées, pas assurées, pas traitées ; à bosser au noir.

Aux États-Unis, même histoire. Les Américains sont aux cent coups. À partir du 1<sup>er</sup> juin, rapport à la nouvelle loi sur l'immigration, fini les petites Anglaises, les petites Allemandes et les petites Suédoises ! Terminé les grosses Mexicaines. Oui, les filles au pair sans autorisation de travail et les bonnes à tout faire sans passeport et sans visa. L'étranger revenait beaucoup moins cher, dans les 150 dollars par semaine, nourrie, logée, blanchie, que l'Indienne, la blanche, bien entendu. Celle-là, elle est hors de prix.

Résultat : on parle déjà de développer l'industrie des nannies made in USA. Si on en lance des tas sur le marché, elles deviendront plus abordables. Et en attendant ? Mettre la loi dans sa poche avec son mouchoir à poches, et entrer dans la clandestinité. C'est assez farce, non ? Au moment même où il bas on pouvait enfin avouer qu'on était... comment dire... aidées, va falloir à nouveau la boucler et faire le black-out sur cette innombrable armée de l'ombre et de l'ordre.

CLAUDE SARRAUTE.

## La faillite frauduleuse d'une entreprise vosgienne

## L'ancien directeur de cabinet de M. Christian Pierret inculpé d'escroquerie

Ancien directeur de cabinet du député socialiste des Vosges Christian Pierret, Jérôme Dupuis a été inculpé, le mardi après-midi 19 mai, d'escroquerie, de complicité et d'infractions à la législation sur les sociétés par M. Gilbert Flam, juge d'instruction d'Evry (Essonne), chargé de la faillite frauduleuse du Comptoir des inventions pour l'automobile, la CIPA (Le Monde du 22 avril 1987).

Directeur de cabinet de M. Christian Pierret de 1983 à 1986, Jérôme Dupuis a été inculpé dans le cadre de sa participation à C. Informatique, une filiale du Comptoir des inventions pour l'automobile qui aurait servi, selon certaines informations, de relais à l'obtention de subventions dont la destination est douteuse. Jérôme Dupuis, qui a été laissé en liberté, est secrétaire général de la mairie de La Roche-sur-Yon (Vendée).

**LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER. LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Un Macintosh SE + disque dur  
20 M.O. compatible  
23.900 F HT

Offre valable jusqu'au 29/05.



**INTERNATIONAL COMPUTER**  
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4 • 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6 • 91 37 25 03

Le numéro du « Monde »  
daté 20 mai 1987  
a été tiré à 479 642 exemplaires

EN DIRECT DE LYON :  
LE PROCÈS BARBIE  
3615 + LEMONDE

20 mai 1987